

LE DÉLAI DE GRACE

par

Roland TEXIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le 9 décembre 1938

MEMBRES DU JURY

Président de thèse : **M. A. ROUAST**

Assesseurs : **MM. MOREL et CASSIN**

PARIS - 5^e

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

3, Rue Soufflot, 3

1938

LE DÉLAI DE GRACE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41554632_0033

LE DÉLAI DE GRACE

par

Roland TEXIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le 9 décembre 1938

MEMBRES DU JURY

Président de thèse : **M. A. ROUAST**

Assesseurs : **MM. MOREL et CASSIN**

PARIS - 5^e
LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE
3, Rue Soufflot, 3

1938

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Les relations juridiques reposent à l'heure actuelle et, à notre sens, reposeront toujours sur le principe du respect dû aux contrats passés. L'obligation d'honorer sa signature, de tenir ses engagements est une nécessité impérieuse. Elle n'est autre que la vieille loi de l'honneur, devoir moral dont le Droit a fait une obligation en lui donnant une sanction, celle de l'autorité publique.

Le contrat, source d'obligation, repose sur la volonté des parties. Celles-ci peuvent faire ce que bon leur semble, sous la seule réserve de ne porter atteinte ni à l'ordre public ni aux bonnes mœurs. Elles ne déterminent pas seulement la nature de la prestation qui sera fournie, mais encore les conditions dans lesquelles cette prestation sera exécutée, sous quelle forme et dans quel délai. L'un des contractants limite ainsi sa liberté au profit de l'autre, il lui donne sa foi et ce dernier doit pouvoir compter sur une exécution conforme aux engagements pris. Cette confiance dans l'exécution complète de l'obligation, à la date et dans les conditions fixées, devient, pour le créancier, un élément de son patrimoine. Confiant dans la promesse reçue, il va lui-même s'engager envers d'autres personnes. Le contrat devient ainsi un des maillons de la chaîne des relations économiques.

La bonne exécution des contrats est donc d'un intérêt primordial pour la vie économique. Elle n'intéresse pas

seulement les contractants eux-mêmes, mais tous ceux qui doivent dans l'avenir profiter de leurs accords. C'est précisément à cause de l'importance sociale des conventions particulières que la puissance publique est intéressée à leur exécution et qu'elle prête la main à ce qu'elle soit assurée.

A l'égard des seuls contractants, le problème de l'exécution des contrats se présente surtout sous un aspect moral. Manquer à la parole donnée, c'est transgresser la règle morale, c'est agir de mauvaise foi. Cela ne suffirait peut-être pas à justifier l'intervention de la justice dans les conventions privées, mais l'interdépendance étroite des événements économiques fait, en outre, apparaître tout manquement à la parole donnée comme un trouble social, qui dépasse l'intérêt des contractants. La puissance publique, en faisant respecter les engagements pris, préserve l'ordre social et défend l'intérêt collectif.

Ce principe du respect dû aux contrats a été connu de tout temps, il est apparu avec le contrat lui-même. Et l'histoire nous enseigne que les sociétés les plus reculées ont pratiqué des échanges et partant connu des contrats. Ces contrats auraient été inutiles, s'ils n'avaient pas dû être respectés. Ils ne tiraient certes pas leur force obligatoire du seul consentement des parties. Les volontés des individus étaient alors jugées trop faibles pour se lier sans le soutien de rites minutieusement établis.

Le Droit Romain nous en offre un saisissant exemple. Les premiers contrats ont été purement religieux. Les contractants prononçaient des paroles magiques ou se remettaient quelque objet symbolique. La terreur qu'inspirait la puissance surnaturelle à tous les peuples primitifs, suffisait à contraindre le débiteur à exécuter son obliga-

tion. Avec le développement de la civilisation, les contrats se sont laïcisés, puis se sont dépouillés peu à peu de leur caractère formaliste sans d'ailleurs le perdre complètement.

Contre le débiteur qui ne tenait pas ses engagements, le Droit Romain s'était montré particulièrement sévère. Celui-ci était exclu de la communauté, de la « gens ». Le créancier le tenait à sa merci, pouvait l'entraîner dans sa « carcer privata » et, après l'avoir conduit au marché public pour tenter d'apitoyer ses proches ou ses clients sur son triste sort, le faire vendre comme esclave au delà du Tibre, ou même le tuer. S'il faut en croire un texte célèbre de la loi des XII Tables, les créanciers pouvaient même se partager le cadavre de leur débiteur, afin, sans doute, de troubler son repos dans l'au-delà. Ces rigueurs admissibles dans un droit primitif, s'atténuèrent avec le temps et, à partir de la loi Poetelia Papiria, les créanciers n'eurent plus action que sur les biens de leurs débiteurs. Cette dernière action pouvait elle-même être réduite exceptionnellement par le prêteur qui avait la faculté d'accorder aux débiteurs le bénéfice de compétence ou la « cessio bonorum ».

Les canonistes, à leur tour, ont lancé la formule célèbre : « Pacta sunt servanda ». Ils se sont placés au point de vue religieux. Le formalisme des Romains leur est apparu comme superflu. Dans le contrat, il n'est pour eux qu'un seul élément important, le consentement des parties et ce consentement seul suffit à les obliger, « Solus consensus obligat ». Le débiteur qui a juré sa foi au créancier s'est moins engagé envers lui qu'envers Dieu lui-même ; celui-là n'est qu'« adjectus solutionis gratia ». Ce serait donc commettre un péché grave que de ne pas tenir ses engagements.

Epris de justice, les Théologiens se sont montrés moins sévères que les Romains à l'égard du débiteur défaillant. L'analyse du consentement, de la volonté, à laquelle ils se sont livrés, leur en a fait voir toutes les vicissitudes. Aussi ont-ils laissé aux Juges, le droit de vérifier les conditions dans lesquelles le contrat avait été conclu et le pouvoir de délier le débiteur de sa promesse, si, par hasard, il avait été trompé.

Fidèle à la tradition, le Code civil a repris la formule dans l'article 1134, en lui donnant une force nouvelle : « Les conventions légalement formées, tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites ». Il a consacré définitivement le principe de l'autonomie de la volonté dont la règle du respect de la parole donnée apparaît dès lors comme la conséquence.

On ne pouvait trouver de formule plus saisissante pour marquer la force obligatoire des conventions, la puissance souveraine de la volonté. Les particuliers doivent respecter les contrats qu'ils ont passés, comme ils respectent la loi elle-même. Et lors de la promulgation du Code civil, les Français, comme le fait remarquer M. Ripert, avaient pour la loi « un véritable culte ». (1)

Loi pour les parties, la convention l'est encore pour les Juges. Ceux-ci ne doivent être que les serviteurs du contrat. Interprètes de la volonté des parties, leur rôle ne consiste qu'à en favoriser l'exécution. Le contenu des conventions privées ne les regarde pas, dussent-elles avoir les conséquences sociales les plus fâcheuses. Ils ne peuvent les annuler que si elles sont contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, mais ces deux notions sont si fragiles, si

(1) M. G. Ripert : *La Règle Morale dans les Obligations Civiles*, n° 22, page 39.

vagues, qu'elles sont d'une application bien rare. Comme l'écrit Laurent, « les contrats sont des lois que le Juge est appelé à exécuter et qu'il n'a point le droit de modifier ». (1)

Le législateur lui-même est tenu de respecter le contrat. La convention n'est pas l'égale de la loi, puisque c'est celle-ci qui lui donne sa force, mais l'article 2 du Code civil, en proclamant le principe de la non-rétroactivité des lois, assure aux contrats une longévité parfois supérieure à celle de la loi elle-même.

Les canonistes, en étudiant le contrat, s'étaient préoccupés des injustices qu'il pouvait entraîner. Les auteurs du Code civil n'ont pas songé un seul instant qu'un tel résultat puisse être atteint. Ils avaient une foi immense dans le contrat. La Révolution venait de briser d'un seul coup les cadres d'un régime vieilli. Les mots de liberté et d'individualisme fleurissaient sur toutes les lèvres. Les Philosophes glorifiaient l'œuvre créatrice de la volonté. Ils la voyaient à la base de toutes les institutions. La loi elle-même n'avait-elle pas un caractère contractuel ? La société ne reposait-elle pas sur un contrat social librement consenti par les individus ? Nul ne pouvait penser que du contrat pouvait naître l'injustice. Comment le débiteur aurait-il pu se plaindre d'avoir à exécuter une obligation qu'il avait librement souscrite ? « Qui dit contractuel dit juste » disait le philosophe Fouillée.

Par ailleurs, le Code civil venait après une période particulièrement troublée. Il apportait avec lui les notions indispensables au maintien de l'ordre social : la stabilité et la sécurité des contrats. Dans l'intérêt général, il valait mieux

(1) Laurent, tome XVII, n° 69.

maintenir l'intangibilité des contrats, même si quelques débiteurs pouvaient en souffrir.

A ce principe si hautement affirmé, le Code civil apportait cependant un tempérament. Le débiteur n'était pas toujours de mauvaise foi. Il lui était parfois impossible de remplir ses engagements exactement à l'échéance convenue. En dehors des cas de force majeure qui l'exonéraient, il pouvait se produire des circonstances qui, imprévisibles lors de la conclusion du contrat, lui rendaient la charge de l'obligation particulièrement onéreuse. Le créancier pouvait-il néanmoins poursuivre son débiteur ? Il en avait incontestablement le droit, d'aucuns allaient même jusqu'à dire que c'était son devoir. Les auteurs du Code civil ont estimé cependant, que, dans certains cas, ce droit légitime du créancier à l'exécution allait engendrer des abus. « Summum jus, summa injuria ». Un léger retard apporté à l'exécution de l'obligation, tout en permettant au débiteur de remplir ses engagements, ne saurait causer au créancier un bien grave préjudice. Aussi ont-ils donné aux Juges, dans l'article 1244, un droit de regard sur les conventions privées et leur ont-ils permis d'y apporter une modification temporaire en accordant quelques délais de grâce, aux débiteurs en difficultés. Les Tribunaux vont ainsi prendre une part active à la vie des contrats et assouplir ce que l'exécution intégrale de l'obligation pouvait avoir parfois de trop rigoureux. Le délai de grâce, comme on l'a dit, a joué le rôle d'une soupape de sûreté.

N'était-ce pas, d'ailleurs, une simple application de la bonne foi que l'article 1134 du Code civil recommande lui-même dans l'exécution des conventions ? Cette obligation d'agir de bonne foi ne s'impose pas seulement au débiteur, mais aussi au créancier. Celui-ci y contreviendrait grave-

ment, en poursuivant impitoyablement un débiteur de bonne volonté qui ne demande que quelques délais pour se libérer.

Le législateur a voulu cependant laisser au délai de grâce le caractère d'un correctif. Il importait de ne pas laisser entamer la « majesté du contrat ». Le créancier lui-même pouvait être acculé à la ruine, si les paiements qu'il attendait étaient retardés. Aussi le législateur a-t-il pris de sévères précautions pour empêcher que ce pouvoir du Juge ne devienne une source de perturbations continuelles dans les rapports contractuels. Il a multiplié les conseils de prudence et la jurisprudence est là pour démontrer que ces conseils ont été suivis. Les Juges n'ont usé de ce moyen qu'à la dernière extrémité. Cela a été vraiment pour les débiteurs la dernière planche de salut.

Il s'est cependant trouvé des circonstances particulièrement graves, où cette modeste institution est apparue insuffisante. En 1830, 1848, 1870, des événements tragiques vinrent fausser le libre jeu des contrats. Les débiteurs ne pouvaient s'acquitter de leurs engagements, la plupart étaient acculés à la ruine. Les créanciers rendus méfiants les poursuivaient impitoyablement. Les Juges, prisonniers des textes restrictifs du Code civil, ne pouvaient leur venir en aide. Aussi le même législateur qui avait voulu que les parties respectent leurs conventions à l'instar de la loi elle-même, a dû prendre, pour assurer la paix sociale et éviter des maux plus grands, des mesures d'ordre général mais passagères, emportant sursis aux poursuites exercées contre les débiteurs : les moratoires. Là encore, il a fait preuve d'une grande modération et n'a édicté de telles mesures que lorsqu'il ne pouvait faire autrement. Il existait d'ailleurs des précédents dans l'histoire : à Rome, au Moyen

Age, les pouvoirs publics avaient été amenés à prononcer des abolitions de dettes, lors des soulèvements de la plèbe contre les patriciens, ou lors des jacqueries.

En 1830, à la suite des Trois Glorieuses, alors que l'émeute faisait rage à Paris, les échéances des effets de commerce furent prorogées de dix jours. (Tribunal de Commerce de Paris, 30 Juin 1830). Lors de la Révolution de Février 1848, les échéances des effets de commerce furent à nouveau prorogées de dix jours (décrets des 26 février et 3 mars), puis de quinze jours (décret du 4 avril), tandis que par un autre décret du 20 mars, les Tribunaux de Commerce étaient autorisés à accorder aux débiteurs un sursis de trois mois aux poursuites de leurs créanciers. En 1870 enfin, la loi du 13 août reporta d'un mois « les délais dans lesquels devaient être faits les protêts et tous les actes intéressant les recours » (art. 1) et interdit toutes poursuites pendant la durée de la guerre « contre les citoyens appelés au service militaire et les gardes civils présents, sous les drapeaux » (art. 2). Cette prorogation initiale d'un mois fut d'ailleurs portée jusqu'à sept mois par des décrets successifs. La guerre finie, les lois du 10 mars 1871, puis celles des 24 mars, 26 avril et 4 juillet mirent fin aux moratoires. Pour faciliter le retour à la vie normale, les Tribunaux gardaient toutefois la faculté pendant toute l'année 1871 d'accorder en toutes matières, des délais de grâce aux débiteurs.

Ces moratoires n'ont pas été sans engendrer quelques troubles. C'est l'inconvénient des mesures générales que de s'appliquer indistinctement à tous les débiteurs, les Juges, eux, n'accordent des délais qu'en considération de la situation particulière de chacun d'eux.

Beaucoup croyaient que la vie de l'obligation allait rester immuable. Bâtie sur la raison, elle semblait pouvoir

défiler le temps. L'avenir devait les détromper. Une vie immuable de l'obligation n'est-elle pas contraire au caractère plastique et changeant des choses vivantes ?

Sous l'influence des événements économiques, des événements politiques, des théories nouvelles nées du socialisme, l'œuvre lente des siècles dont était sortie la théorie de l'autonomie de la volonté, allait être sapée, sournoisement d'abord, puis ouvertement à un rythme qui tend maintenant à devenir alarmant.

Vers le milieu du XIX^e siècle, apparaît la grande industrie. D'importantes sociétés se fondent. Des contrats nouveaux naissent. Ils ne règlent plus comme autrefois les rapports de quelques individus, mais s'adressent à des collectivités de plus en plus nombreuses. Une nouvelle classe se développe : celle des salariés, qui deviendront bientôt les prolétaires. L'ouvrier n'est plus, comme sous l'Ancien Régime, protégé par sa corporation. La Révolution l'a voulu libre. Il est seul en face du patron qui l'emploie. Il a besoin de son salaire pour vivre et est contraint d'accepter les conditions parfois misérables qui lui sont faites. Le cas de l'ouvrier n'est pas unique. Le locataire est la plupart du temps obligé de se soumettre aux conditions du propriétaire, le voyageur à celles de l'entreprise de transports, l'assuré à celles de la Compagnie d'Assurances. Et voilà que les juristes s'inquiètent. Ils entrevoient à travers l'égalité juridique, l'inégalité économique. La liberté qu'on a tant chérie ne va-t-elle pas conduire à l'injustice ? Le législateur, le Juge doivent-ils assister indifférents à l'exploitation du plus grand nombre par quelques-uns ? Ne peuvent-ils pas surveiller tous ces contrats d'adhésion et protéger les faibles, en en limitant au besoin les effets ?

Des phénomènes nouveaux se développent : les crises

économiques. Tous les dix ans ou presque, la ruine s'abat sur un grand nombre d'entreprises, entraînant avec elle, le chômage et son long cortège de misères. Elles sont, a-t-on dit, ce qu'étaient les famines au Moyen Age. Les économistes libéraux s'agitent à leur tour. Au lieu de « laisser faire, laisser passer », ne serait-il pas plus sage de permettre aux pouvoirs publics d'intervenir, pour donner aux entreprises privées une sage direction et éviter, dans la mesure du possible, de telles catastrophes. On vient insensiblement à parler d'économie dirigée.

L'avènement du suffrage universel a amené au pouvoir des représentants des classes pauvres. Ceux-ci revendiquent pour leurs électeurs les faveurs des pouvoirs publics. L'Etat, qui n'avait eu jusque-là qu'un rôle effacé, celui d'un gendarme, est constamment sollicité d'intervenir. Pour vaincre ses hésitations, des théories nouvelles qui rallient beaucoup d'hommes généreux s'accréditent. L'individualisme qu'avait prôné la Révolution y apparaît d'un noir égoïsme, le contrat que le Code civil avait exalté, trop souvent injuste. Il est inconcevable, pensent les juristes de cette nouvelle école, qu'un simple individu puisse par sa seule volonté exprimée dans un contrat poursuivre des fins nuisibles à la société. L'intérêt général est tout autre que la somme des intérêts privés. Il faut introduire la justice dans les contrats, même si c'est aux dépens de leur exécution. Le Code civil apparaît comme périmé. Le Droit ne doit plus être envisagé au point de vue de l'individu, mais de celui de la société. Ainsi la force du contrat, émanation de la volonté individuelle, a été discutée, partant amoindrie.

La Guerre de 1914 devait hâter cette évolution. Elle a ébranlé par son ampleur l'édifice social tout entier. Comme le déclare M. le Député Ignace, dans son rapport préam-

bule à la loi du 9 mars 1918, « la mobilisation a arrêté net la vie de la nation ; l'activité industrielle et commerciale, les transactions et les échanges, tous les actes variés à l'infini, créés par le conflit des intérêts individuels de trente-huit millions d'habitants et dont l'ensemble constitue le mouvement économique et social d'un grand pays, tout cela a brusquement cessé d'exister. Il n'y avait plus en France qu'une pensée : la défense nationale, qu'un souci : la victoire ; l'âme de la patrie s'était envolée à la frontière ».

Le législateur a paré au plus urgent. Il fallait ôter de l'esprit des mobilisés, tout souci, tant pour leur foyer qu'ils avaient été contraints d'abandonner, que pour leurs affaires. Imagine-t-on l'angoisse du combattant apprenant dans les tranchées que ses biens sont vendus, que sa famille a été chassée du logis qu'il habitait par un propriétaire hargneux, parfois non mobilisé ?

Comme en 1830, 1848, 1870, les moratoires reparurent, mais cette fois sur une échelle autrement vaste. Les Révolutions de 1830 et 1848 n'avaient duré que quelques jours, la guerre de 1870, un an, la Grande Guerre allait se prolonger pendant quatre ans. La mobilisation jusqu'alors ne s'était étendue qu'aux seuls combattants, elle n'épargnait désormais personne. C'était le pays tout entier, la nation armée qui rassemblait toutes ses forces économiques et morales pour la défense suprême.

La loi du 5 août 1914 a donné au Gouvernement les pouvoirs les plus étendus. « Pendant la durée de la mobilisation et jusqu'à la cessation des hostilités, il est autorisé à prendre dans l'intérêt général, par décret en conseil des Ministres, toutes les mesures nécessaires pour faciliter l'exécution ou suspendre les effets des obligations civiles et

commerciales, pour suspendre toutes prescriptions ou péremptions, en matière civile, commerciale et administrative.

La tâche était immense, délicate. Il fallait tout régir, tout réglementer. Aussi les décrets ont-ils été nombreux et se sont-ils succédés depuis août 1914, à une cadence des plus rapides.

Les paiements des valeurs négociables, les créances de fournitures de marchandises, ont été prorogés (décret du 9 août 1914), pour une durée de soixante jours d'abord, puis, par des décrets successifs, jusqu'à la fin de la guerre. Les péremptions et prescriptions, en matière civile, commerciale et administrative, les délais impartis pour signifier, exécuter ou attaquer les décisions des tribunaux judiciaires ou administratifs ont été suspendus (10 août 1914). Le paiement des loyers, les expulsions ont été reportés de mois en mois. D'innombrables décrets ont été rendus en matière de sociétés, d'assurances, de faillites, etc... L'article 1244 du Code civil a été déclaré applicable en toute matière. Pour plus de célérité et d'économie, on a permis, comme on l'avait déjà fait en 1870, au Juge des référés d'accorder des délais de grâce, concurremment avec le Tribunal.

Il est aisé de comprendre la véritable anarchie que ces mesures souvent incohérentes, promulguées sous la poussée des événements, ont entraînée dans le domaine économique. Les relations privées des individus constituent un tout qui se suffit à lui-même. Dès l'instant où on commence à en réglementer une partie, on se trouve pris dans l'engrenage et contraint, bon gré mal gré, de réglementer toutes les autres. Les phénomènes économiques sont si changeants qu'une adaptation constante est nécessaire et le législateur est vite dépassé par les événements.

Au surplus il s'est créé chez les débiteurs un état d'esprit nouveau. Pendant quatre années, ils se sont habitués à ne pas payer leurs dettes. Briand avait bien rappelé que seuls les citoyens dans l'impossibilité absolue de satisfaire à leurs engagements, devaient se prévaloir du moratoire. « Qui peut payer, doit payer », disait-il. Seuls les naïfs se sont laissés prendre. La plupart des débiteurs, même à l'aise, ont préféré se retrancher derrière les moratoires et ne pas payer. Ils ne risquaient rien à attendre. Le Gouvernement et les Juges n'avaient d'ailleurs aucun moyen de contrôle et la bonne ou mauvaise foi des débiteurs n'était pas prise en considération.

Tous ces abus, en même temps que l'accumulation des dettes consécutives aux moratoires — 4.400 millions d'effets étaient en souffrance à la Banque de France — ont incité le législateur à les liquider le plus rapidement possible. Ce faisant, il s'est efforcé de concilier « avec les nécessités du commerce et le respect dû aux contrats les égards que commandait la situation des débiteurs atteints dans leur patrimoine ». Le décret du 10 juillet 1920 et la loi du 27 décembre 1920 ont mis fin, l'un au moratoire des ouvertures de crédit, l'autre à celui des valeurs négociables ; les lois des 9 mars 1918 et 17 août 1917 ont réglementé l'une les baux à loyer, l'autre les baux ruraux. Pour adoucir ce que ces mesures pouvaient avoir de rigoureux pour les débiteurs, le législateur a consacré une fois de plus l'extension des délais de grâce. Jusqu'au retour complet à la vie normale, le Tribunal et même le Juge des référés peuvent accorder des délais en toute matière, même au profit des souscripteurs d'effets de commerce.

On avait bien liquidé les moratoires, on n'a pas pu en effacer l'esprit. Le respect de l'échéance a disparu. Les

débiteurs se sont habitués à l'intervention législative. Ils se sont aigris de leurs malheurs parfois immérités et sont devenus les ennemis d'une société qu'ils entendaient rendre responsable de leurs déboires. Ils ont pris conscience de leur force dans un pays où la majorité gouverne ; ils tiennent maintenant les leviers de commande ; leurs élus dociles suivent leurs suggestions.

Harcelés par les débiteurs, les pouvoirs publics se sont insinués partout ; comme ils représentent ces derniers, ils interviennent toujours en leur faveur. Le respect des contrats, la liberté contractuelle avaient été tenus jusque-là comme des principes intangibles et sacrés. Les lois se sont succédées, réglant les matières les plus diverses, relevant au hasard des événements sur les dispositions prises, emportant chacune quelques bribes des principes anciens. Certes ceux-ci restent toujours inscrits au fronton de nos codes ; on crierait au scandale s'ils étaient supprimés, mais dans la pratique, ils n'ont plus aucun sens ; ce ne sont plus que de vieilles maximes périmées d'un droit qui nous semble déjà lointain.

La hausse des prix, consécutive à l'état de guerre, à la raréfaction des matières premières, à la dépréciation de notre monnaie, avait faussé l'équilibre des contrats souscrits avant le 5 août 1914. L'exécution des contrats, pour n'être pas impossible, devenait ruineuse pour l'une des parties. Malgré les efforts d'une grande partie de la doctrine, la Jurisprudence, fidèle aux principes traditionnels, ne voulait pas admettre que les contractants pussent, en dehors de la force majeure qui rendait impossible l'exécution de l'obligation, se soustraire à leurs engagements. Devant les plaintes des contractants défavorisés, le législateur s'est ému. La loi Failliot du 21 janvier 1918 autorise l'une des

parties à demander en justice la résiliation de certains contrats. Une loi du 9 mai 1920 complète la précédente et proclame résolu de plein droit, les contrats dont l'exécution n'aura pas été réclamée dans un délai fixé. Les parties restaient naturellement libres de modifier d'un commun accord leur contrat primitif ; c'était même le but poursuivi par le législateur, l'action en résiliation devait servir de levier entre les mains du contractant défavorisé pour forcer au besoin le consentement de l'autre.

Ce n'était là qu'un timide début, le rôle du législateur était purement négatif. Poussé par les débiteurs, il s'enhardit jusqu'à s'immiscer dans les conventions privées pour en modifier les clauses. Les lois des 6 juillet 1925 et 9 juin 1927 autorisent, en faveur des bailleurs, l'une la révision des baux à longue durée, l'autre celle des baux à ferme. Le 8 avril 1933, c'est le tour des fermiers, cette fois, de pouvoir demander la réduction du prix de leur baux, le 12 juillet 1933, celui des commerçants, industriels et artisans, le 17 juillet 1937, celui des débiteurs du prix d'acquisition de fonds de commerce. La révision des contrats par le Juge, au mépris des engagements intervenus, va-t-elle devenir une règle générale ?

La guerre a amené une autre crise redoutable, celle des logements. Le régime des moratoires n'avait fait qu'en ajourner la solution. Les locataires étaient nombreux, c'étaient la plupart du temps des petits, le législateur s'est préoccupé activement de leur sort. Le propriétaire n'est plus désormais maître en sa maison. A peu près tous les ans, des lois nouvelles apportent aux locataires des prorogations, des délais de grâce, réglementent le prix des loyers et rendent toujours plus problématique le retour au droit commun que chacune d'elles ne cesse pourtant

de rappeler. La loi du 31 mars 1922 portait « réglementation définitive du problème des loyers », dès l'année suivante, on a recommencé à légiférer. Les lois fondamentales sont actuellement celles des 1^{er} avril 1926 et 30 juin 1929 ; elles ont prévu le retour au droit commun par paliers successifs, suivant la valeur locative de 1914. La loi du 31 décembre 1937, la dernière en date, augmente encore la durée des prorogations qui ne doivent s'achever qu'en 1943.

Le 30 juin 1926, les commerçants, électeurs influents, ont obtenu la reconnaissance de la « propriété commerciale ». Le Sénat, après bien des hésitations, a fini par consentir à cette expropriation partielle de la propriété immobilière, que le Code civil considérait comme sacrée. Les propriétaires ont dû accorder à leurs locataires le renouvellement de leurs baux, ou bien leur payer une indemnité d'éviction. Peu après, les lois des 22 avril 1927 et 27 mars 1928 sont venues remédier aux difficultés que n'avait pas manqué de susciter la loi nouvelle, en favorisant l'octroi de délais de grâce aux malheureux commerçants menacés d'expulsion.

Quelques années d'après guerre ont connu une fièvre économique intense. Tout semblait sourire aux audacieux. On assistait à une hausse vertigineuse des prix, les fortunes s'édifiaient rapidement. Quelques augures prêchaient la modération, nul ne voulait les écouter. L'illusion dura peu. Au cours des années 1928-1929, une crise profonde secoua le monde entier. Notre pays ne fut pas épargné par la tourmente. Notre industrie et notre commerce virent leurs débouchés se fermer. La misère s'étendit rapidement. Un concert d'âpres lamentations s'éleva vers le législateur. Les commerçants, débiteurs du prix d'acquisition de leur fonds,

se plaignaient les plus fort ; ils les avaient achetés à prix d'or, comptant sur les bénéfices pour pouvoir les payer peu à peu ; leur chiffre d'affaires était diminué à telle enseigne qu'ils étaient acculés à la faillite. Ils furent exaucés les premiers. Les lois des 5 mai 1933, 26 février et 19 mai 1934, la grande loi du 29 juin 1935, complétée elle-même par celle du 9 juin 1936, leur donnèrent satisfaction.

Le 8 juin 1935, au plus creux de la crise, le Gouvernement obtint des Chambres les pleins pouvoirs pour la défense de notre monnaie menacée. Et voilà qu'apparaît à l'horizon juridique, un nouvel ennemi du Code civil, le décret-loi (1). Pendant quelques mois, une véritable vague de décrets-lois déferle sur notre législation ; on en a publié près de 400. On a pu dire, avec raison, qu'il ne s'agissait rien moins que d'une dévaluation législative. Jusque-là, le législateur avait pris quelques précautions pour intervenir dans les conventions privées ; c'est brutalement, cette fois, qu'il vient relever le débiteur de ses obligations. Les décrets des 16 juillet, 28 août et 30 octobre 1935 permettent à ces derniers de rembourser par anticipation les dettes à terme qu'ils avaient contractées. Un autre décret du 16 juillet 1935 diminue automatiquement les loyers de 10 % ; le 8 août 1935, les baux à ferme bénéficient de la même mesure, le 31 août 1935, c'est le tour des débiteurs hypothécaires.

Toutes les mesures déjà prises semblaient n'avoir servi de rien. La crise durait toujours ; les poursuites exercées contre les débiteurs se multipliaient et ceux-ci commençaient à s'exaspérer. Notre Code civil paraissait décidément trop rigide pour faire face aux difficultés nées d'une crise profonde. Les Juges avaient certes la faculté d'accor-

(1) H. Capitant : *Le décret-loi du 30 octobre 1935 et la transcription*, Chronique Dalloz, 1936, page 1.

der des délais de grâce aux débiteurs, mais ils n'usaient de ce pouvoir qu'avec répugnance. Des mesures d'ensemble s'imposaient pour adapter la législation du Code civil, conçue en des temps tranquilles à notre époque troublée. D'aucuns préconisaient des mesures radicales emportant réduction des engagements pris, d'autres moins hardis préféraient favoriser l'octroi des délais de grâce. La deuxième solution l'emporta. La loi du 25 mars 1936 modifiant l'article 1244 du Code civil, permet au Juge des référés d'accorder des délais de grâce, concurremment avec le Tribunal et, en outre, de le faire en tout état de cause, même si la procédure d'exécution est déjà commencée. Les Juges restaient liés cependant par les termes restrictifs de l'article 1244 ; fidèles à la tradition, ils ne faisaient des délais de grâce qu'un usage parcimonieux. Ils ne se montraient que trop prudents au gré du législateur, les circonstances économiques nécessitaient de leur part de l'esprit de décision. La loi du 20 août 1936 leur donne les pleins pouvoirs. Ils peuvent désormais, « compte tenu de la situation économique », accorder des délais qui emprunteront « leur mesure aux circonstances », sans toutefois dépasser une année.

Entre temps, il s'est créé une nouvelle majorité au Parlement. Las d'une crise qui s'éternisait, les électeurs ont donné leur bulletin de vote à ceux qui leur faisaient les plus mirifiques promesses. La Chambre, issue des élections de 1936, est farouchement hostile aux créanciers.

Et le législateur continue. Le 21 août 1936, une autre grande loi est votée. Elle vise les commerçants, industriels et artisans et suspend en leur faveur et seulement pour certaines dettes, « toutes poursuites et mesures d'exécution, ainsi que toutes mesures conservatoires susceptibles d'empêcher l'exercice normal de la profession ». Il ne s'agit

plus là d'une concession de délais facultative pour les Juges mais d'un véritable moratoire légal. Cette loi ne devait être que passagère, mais sa durée d'application fut prorogée successivement jusqu'au 30 novembre 1937.

Le 12 juillet 1937, est votée une loi sur le règlement des dettes agricoles. Et voici que réapparaissent les décrets-lois. La loi du 30 juin 1937 accorde une fois de plus les pleins pouvoirs au Gouvernement pour assurer le redressement financier et résoudre plus promptement la crise.

Un décret du 30 juillet 1937 prévoit qu'aucun paiement d'aucune sorte ne peut être exigé, aucun protêt dressé le dernier jour du mois, lorsque ce jour tombe un samedi. Ce n'est là qu'une disposition anodine, d'autres plus graves suivent. Le 25 août 1937, une masse imposante de décrets s'abat, telle une pluie bienfaisante, sur les débiteurs ; qu'ils soient débiteurs vulgaires, industriels, commerçants, artisans, locataires, débiteurs hypothécaires, ils sont comblés. Les débiteurs ordinaires voient les pouvoirs des Juges renouvelés pour une année ; les commerçants, industriels et artisans peuvent bénéficier de délais allant jusqu'à cinq ans ; s'ils sont locataires, l'effet des clauses résolutoires insérées dans les baux est suspendue ; à l'égard de ces derniers débiteurs, le régime de la faillite et même celui de la liquidation judiciaire ont paru trop sévères, un décret institue le règlement amiable homologué ; pour leur éviter des frais inutiles lorsqu'ils sont poursuivis pour des créances minimales, un autre décret crée une procédure de recouvrement simplifiée : la procédure d'injonction. Quant aux débiteurs hypothécaires, le décret du 31 août 1937 leur permet d'obtenir, suivant les circonstances, des délais susceptibles d'atteindre deux ou trois ans.

On est en droit de se demander si la fin de ce déluge de

lois est proche. Il serait vain de l'espérer. Tout dernièrement, le Gouvernement actuel a demandé et obtenu les pleins pouvoirs. Des trains imposants de décrets sont venus encore modifier et alourdir nos institutions. Quelles sont donc ces fameuses mesures qu'on ne cesse de prendre pour assurer le redressement économique et qu'il faut sans cesse renouveler ? En réalité, le législateur est débordé ; son rôle n'est pas d'intervenir dans les conventions privées, il veut faire plus qu'il ne peut et crée l'anarchie là où il devrait rétablir l'ordre. Les Parlementaires ne cherchent qu'à satisfaire leurs électeurs les plus influents. On les voudrait représentants de la nation, ils ne sont que le jouet d'une coalition d'intérêts privés.

On ne peut s'empêcher de songer en lisant ces lois hâtives, votées sous le signe de l'exception et du temporaire, aux dispositions ambiguës, source constante de chicanes, au texte si clair de notre vieux Code civil. Il nous revient à la mémoire, le mot célèbre de Portalis, « les lois se font elles-mêmes avec le temps ». Quel beau sujet de méditation pour le législateur moderne !

Ainsi les délais de grâce qui n'étaient accordés autrefois qu'à titre exceptionnel, le sont maintenant largement, pratiquement, ils ne sont jamais refusés. Les moratoires dont le législateur n'avait usé que quelques fois depuis le Code civil sont devenus monnaie courante. Bien mieux, alors que le Code civil n'avait prévu qu'un seul droit applicable indistinctement à tous les débiteurs, exception faite toutefois pour le Droit commercial, des lois spéciales à certaines catégories de débiteurs, détruisant cette unité législative, sont venues leur apporter des dispositions plus favorables encore que celles dont pouvaient bénéficier les débiteurs ordinaires.

Le délai de grâce apparaît désormais comme une mesure bien anodine à laquelle le créancier doit tout naturellement s'attendre. Qu'il s'estime encore heureux, si, en même temps qu'on lui retarde le paiement qu'il escomptait, on ne lui supprime pas les intérêts qu'il a stipulés ou bien on ne lui réduise purement et simplement le principal de sa créance. Le débiteur qui sent le poids du contrat peser trop lourd à ses épaules, obtient facilement des pouvoirs publics dont il assure la réélection, d'être déchargé de son fardeau.

Ces mesures ne sont que provisoires, dit-on, mais la crise s'éternise et le législateur les renouvelle. L'instabilité économique autrefois passagère semble devoir être définitive. Des juristes éminents parlent du déclin du contrat et se demandent avec angoisse ce que sera le droit nouveau. D'autres, pendant ce temps, favorables aux idées nouvelles, vantent les mérites des théories étrangères sur la révision des contrats par le Juge. Le contrat, selon eux, est avant tout un fait social que le législateur ou le Juge se doivent d'adapter aux circonstances nouvelles, afin de rétablir entre les contractants l'égalité économique.

Nous nous en tiendrons à l'étude des délais de grâce. Dans un premier titre, nous verrons le Droit commun actuel des délais de grâce, dans un second, nous passerons en revue les droits particuliers aux commerçants, industriels et artisans, aux agriculteurs et aux débiteurs hypothécaires.



TITRE PREMIER

Le Droit Commun Moderne du Délai de Grace

CHAPITRE PREMIER

Généralités

I. — HISTORIQUE

L'usage des délais d'indulgence remonte à la plus haute antiquité. Les Romains, en dépit de leur sévérité à l'égard des débiteurs, semblent les avoir connus.

Primitivement, le prêteur a dû se servir, à titre exceptionnel de son *imperium* pour empêcher temporairement le créancier de poursuivre un débiteur victime de circonstances malheureuses. Plus tard, au début du VII^e siècle de l'ère romaine, l'apparition des contrats de bonne foi a sans doute permis à ce même prêteur d'accorder au débiteur dans la misère, une « *exceptio doli* », contre le créancier poursuivant. Le *dol* était, en effet, entendu d'une façon très large. Labéon le définissait « tout acte de mauvaise foi

fait pour nuire à autrui ». N'était-ce pas pour le créancier faire acte de mauvaise foi que de poursuivre un débiteur qui ne pouvait payer à l'échéance convenue, mais promettait de se libérer quelque temps plus tard ? Au III^e siècle de notre ère, les grands jurisconsultes Papinien et Ulpien parlent d'un « modicum tempus », que le prêteur pouvait accorder au débiteur « humanitatis gratia ». (1)

Notre Ancien Droit les a connus à son tour. Il a introduit là, comme en toutes matières, du fait même de la diversité des coutumes, une infinie variété que le Droit Romain avait ignorée, mais aussi en revanche, une grande complexité.

Tout naturellement, le Roi fut conduit à accorder à ceux qui, retenus loin de chez eux par quelque charge publique, ne pouvaient surveiller de près leurs affaires, une surséance générale à toutes poursuites. Tel fut l'objet des lettres d'Etat, dont l'ordonnance du mois d'août 1669 règle définitivement les effets et l'obtention.

Ces lettres, dont bénéficiaient au premier chef les ambassadeurs, les officiers en campagne et autres fonctionnaires ambulants, n'étaient délivrées par la Chancellerie que sur l'express commandement du Roi et devaient obligatoirement être contresignées par un secrétaire d'Etat. Elles emportaient pour six mois sursis à tout procès. En présence de pareilles lettres, le Juge devait laisser le procès commencé en état, ou bien s'opposer à toute action nouvelle, sous peine de voir annuler toute la procédure et au surplus d'être lui-même condamné à verser des dommages-intérêts. En outre, le Roi pouvait renouveler les lettres, mais seulement moins de quinze jours avant l'expiration des précédentes. Les créanciers, ainsi contraints de ne pouvoir poursuivre leur

(1) Demolombe, t. XXV, n° 586.

débiteur, n'avaient d'autre ressource que de se pourvoir devant le Conseil d'Etat et d'y attaquer les dites lettres, comme « obreptices ou subreptices », mais c'était là une procédure fort coûteuse qui n'avait que peu de chances de réussir contre un débiteur bien en cour.

Seul le Roi avait le pouvoir d'accorder pareilles lettres. Cependant, une vieille coutume du Parlement de Bretagne, qui s'est perpétuée longtemps, puisque le dernier arrêt qui s'y rapporte date du 8 août 1876, accordait surséance à tous procès intentés contre les membres des Etats provinciaux pendant la session annuelle.

A côté des lettres d'Etat dont ne pouvaient bénéficier que quelques privilégiés, le Roi pouvait encore accorder des lettres dites de « répit ». Celles-ci autorisaient les Juges à octroyer aux débiteurs malheureux des délais qui ne pouvaient dépasser cinq ans, d'où le nom de « quinquennale », qu'on leur a donné parfois. « Elles étaient, dit Merlin, considérées comme un secours, que nos Rois ont cru, par un principe d'équité, devoir accorder aux débiteurs qui, par des accidens fortuits et imprévus, sans fraude et sans aucune mauvaise conduite, se trouvent hors d'état de payer leurs dettes, dans le temps qu'ils sont poursuivis par leurs créanciers et qui, ayant plus d'effets que de dettes, n'ont besoin que de quelques délais pour s'acquitter par la vente de leurs biens et par le recouvrement de ce qui leur est dû ». (1)

Elles étaient primitivement accordées par les Juges. Le Roi que ce pouvoir gênait, s'en réserva peu à peu l'exclusivité. L'ordonnance de 1535, rendue sous François I^{er}, stipule expressément que « pareilles lettres ne doivent éma-

(1) Merlin, *Répertoire de Jurisprudence*, au mot « Répit », t. II, p. 582.

ner que du prince ». Cette prescription ne dut pas d'ailleurs être rigoureusement observée, car l'ordonnance de 1560 prend bien soin de la rappeler une fois de plus. Ces lettres de répit, d'un effet moins énergique que les lettres d'Etat, devaient être débattues devant les Tribunaux contradictoirement entre les créanciers et les débiteurs qui les produisaient. Les Juges avaient sur elles un droit de regard et ne les entérinaient que « *cognita causa* ». Ils jouissaient de plus d'un assez large pouvoir d'appréciation et pouvaient dans la limite des cinq années fixées par les ordonnances, accorder au débiteur un délai d'autant plus long que sa situation leur paraissait plus digne de pitié. De secondes lettres de répit pouvaient même être accordées, si, par la suite, le débiteur se trouvait aux prises avec des difficultés nouvelles et imprévues, mais il ne pouvait ensuite en être accordé d'autres.

C'était là, comme on le peut penser, source à nombreux procès, que les Juges eux-mêmes suscitaient à plaisir, leurs « épices » se trouvant augmentées en conséquence.

En dehors des lettres d'Etat et des lettres de répit, les Juges ne pouvaient accorder aucun délai au débiteur pour l'exécution de ses obligations. L'ordonnance d'août 1669 leur permit cependant d'accorder une surséance de trois mois tout au plus, pour toutes les condamnations quelles qu'elles soient qu'ils pourraient prononcer. Ces délais étaient de rigueur et les Juges n'en pouvaient accorder d'autres.

Ces différentes faveurs établies au profit des débiteurs malheureux furent abolies en 1791 et il semble que cette abolition apporta alors un grand soulagement. On ne peut, en effet, que porter un jugement défavorable, non sur le principe même tout empreint d'humanité, qui tend à consi-

dérer moins le contrat lui-même que la personne du débiteur, mais sur les applications désastreuses et maladroites qui en furent faites sous notre ancien droit.

« Toutes ces lettres d'Etat et de Répit, dit Toullier, sans doute avec quelque exagération, n'étaient accordées qu'au crédit et à l'intrigue » (1). Le Roi, poussé par une noblesse, aussi avide de plaisirs qu'elle était dénuée d'argent, délivrait des lettres d'Etat à des gens qui, bien tranquilles chez eux, étaient seulement censés, hors de leur résidence, pour son service et trouvaient le moyen fort commode pour réduire à l'impuissance leurs malheureux créanciers, ou bien les renouvelait sans raison, les fonctions publiques terminées. Les lettres de répit n'étaient, la plupart du temps, accordées qu'à des négociants qui auraient pu payer leurs dettes, mais avaient l'heureuse chance d'être en faveur à la cour. Quant aux surséances facultatives pour les Juges, leur sort ne dépendait que trop souvent de l'importance des épices que voulaient bien leur donner les plaideurs.

Ces faveurs mal réparties, distribuées à tort et à travers, faussaient toute l'économie de l'ancienne France. Les créanciers en étaient à ce point qu'ils ne pouvaient même plus compter sur l'exécution des contrats qu'ils avaient passés. Certaines ordonnances, celles du mois d'août 1669 et de mars 1673 notamment, ont bien essayé de lutter contre les abus, mais sans grand résultat. On ne peut d'ailleurs retenir comme meilleure preuve des abus engendrés par cette multiplicité de faveurs au profit de débiteurs malhonnêtes, que l'aveu même de Louis XIV, dans l'ordonnance de 1669 : « les lettres d'Etat ne sont délivrées que pour les

(1) Toullier-Duvergier, livre III, titre III, n° 657.

absences nécessaires et indispensables... et les lettres de répit seulement pour soulager la misère et soutenir la famille du débiteur innocent ».

II. — FONDEMENT DU DELAI DE GRACE

Les auteurs du Code civil, après avoir posé le principe de la toute puissance du contrat, ont néanmoins repris les traditions anciennes en maintenant l'institution des délais de grâce. Dans un texte général, ils ont laissé aux Juges le soin de les accorder. Respectueux, cependant, de la loi du contrat qu'en définitive le délai de grâce violait, ils leur avaient prescrit de n'en user qu'avec la plus grande prudence.

Beaucoup néanmoins s'étaient émus à l'époque de voir ainsi les Juges à même d'intervenir dans les conventions privées. Ce n'était rien moins, disaient-ils, que leur donner toute latitude pour substituer leur propre volonté à celle des contractants. L'article 1134 n'était-il donc qu'une déclaration purement platonique ? Chacun se méfiait alors des Juges, les abus des Parlements étaient encore trop présents à la mémoire des justiciables. L'équité qu'ils allaient introduire dans les contrats ne friserait-elle pas l'arbitraire ? N'était-il pas préférable de laisser le contrat produire ses effets normaux ? N'allait-on pas, en portant atteinte au contrat, détruire la confiance et partant le crédit en favorisant le débiteur de mauvaise foi, d'autant que le retard apporté à l'exécution des obligations pouvait acculer le créancier lui-même à la ruine, et en tout cas, lui causer le plus souvent un grave préjudice ?

Toutes ces préoccupations se retrouvaient d'ailleurs dans

l'exposé des motifs présentés par l'orateur du Gouvernement, lors de la discussion de l'article 1244. Celui-ci, après avoir rappelé le droit du créancier au paiement intégral de sa créance, ajouta que « néanmoins si le débiteur se trouvait dans des circonstances telles que par des motifs d'humanité, ou peut-être dans l'intérêt même du créancier, les Juges fussent convaincus que, sans porter préjudice à ce dernier, ils feraient un acte d'humanité, en accordant des délais modérés pour le paiement, la loi les y autorisait, mais en leur rappelant le respect qu'ils devaient au contrat et en les avertissant de n'user de ce pouvoir qu'avec la plus grande réserve ».

C'était donc au nom de l'humanité, comme autrefois les Romains, que le législateur de 1804 entendait justifier la dérogation exorbitante — elle le semblait alors — qu'il apportait au droit commun des contrats. Le délai de grâce se présentait ainsi avant tout comme une institution morale. Les mots d'humanité, d'équité, de bonne foi qu'on retrouvait chez les commentateurs n'étaient au fond que les expressions différentes de cette même idée. L'exécution rigoureuse du contrat apparaissait dans certains cas, injuste, contraire au droit, à la bonne foi dont parlait l'article 1134 lui-même. Le législateur ne pouvait se désintéresser du sort des débiteurs malheureux, victimes à la fois des événements et de créanciers sans foi ni loi. Et seul le Juge à même de suivre les arabesques de la vie contractuelle était capable d'assumer une aussi lourde tâche. Si bien que si l'on excepte Toullier, pour qui cette mesure apparaissait comme impolitique, destructive du crédit et de la confiance, la plupart des auteurs l'avaient accueilli favorablement tout au moins quant à son principe et reconnaissaient qu'il n'y avait rien à attendre d'une loi trop rigoureuse. « N'est-il pas plus

facile de s'arrêter sur la pente de l'indulgence que d'arrêter les abus d'une loi inflexible ». (1) Les abus étaient cependant à craindre et tous s'empressaient de recommander aux Juges de ne pas, ainsi que le disait Larombière, réduire l'exercice de cette faculté à l'application banale des circonstances atténuantes, transposées dans le domaine des Obligations civiles, d'être assez clairvoyants pour concilier au mieux les intérêts des créanciers et des débiteurs, les « rigueurs de la loi positive avec les tempéraments d'une indulgente humanité ». Ainsi la morale y gagnait sans que l'ordre social fût troublé.

Le délai de grâce se présente ainsi comme une faveur accordée par le Juge au débiteur méritant. Il se différencie du terme de droit qui n'est lui qu'une modalité ordinaire du contrat, que le créancier et non le Juge n'accorde à son débiteur qu'en contre-partie d'avantages équivalents, à moins toutefois, ce qui arrive parfois, que le terme ne soit stipulé en sa seule faveur. Il en va de même du concordat obtenu après faillite ou liquidation judiciaire que certains ont été tentés d'assimiler au délai de grâce. Ce n'est pas qu'il n'y ait certaines ressemblances entre ces institutions, elles consacrent toutes les deux une « restriction du droit des créanciers intervenant après coup » (2), mais alors que le concordat n'est imposé qu'à quelques créanciers minoritaires, qu'il est voulu par la majorité des créanciers et qu'enfin le Tribunal ne fait qu'homologuer cet accord entre créanciers et débiteurs où chacun d'entre eux trouve en définitive son profit, le délai de grâce est imposé au créancier par la seule volonté du Juge et dans l'intérêt exclusif

(1) Larombière, t. III, art. 1244, n° 18.

(2) Note Appleton, sous arrêt de la Chambre civile de la Cour de Cassation du 18 décembre 1906 (D P 1911-1-497)

du débiteur. Les effets du concordat sont d'ailleurs plus absolus que ceux du délai de grâce ; celui-là emporte réduction la plupart du temps du principal de la dette et toujours des intérêts, alors que l'autre ne fait que reporter l'échéance.

Ce fondement tout moral du délai de grâce semble avoir été élargi par les réformes récentes et notamment par la loi du 20 août 1936. L'ancien article 1244 prévoyait la faculté pour les Juges d'accorder des délais en considération de la seule position du débiteur ; cette dernière loi les oblige maintenant à tenir compte également de la situation économique. Les Juges auront désormais à apprécier l'une et l'autre. En outre de la situation particulière du débiteur, il leur faudra s'inspirer des nécessités du crédit, de l'intérêt économique général. Tâche bien lourde pour le Juge que ses études juridiques ne semblent pas avoir préparé à ce nouveau rôle d'expert économique. Cette situation économique étant pour lors fort mauvaise et risquant de le rester longtemps encore, le débiteur ne pourra que profiter des dispositions nouvelles. Celles-ci ont d'ailleurs emporté les derniers scrupules qui pouvaient retenir les magistrats. Sans doute, ont-ils conquis la confiance du législateur, car celui-ci ne met plus pour ainsi dire de bornes à leurs pouvoirs. Le délai de grâce est devenu une institution à la mode. Les craintes qu'exprimaient les anciens auteurs se sont déjà réalisées ; on assiste à l'heure actuelle à une véritable proscription des faveurs de la loi.

III. — DELAI DE GRACE ET ORDRE PUBLIC

Le fondement même sur lequel repose l'institution du délai de grâce nous amène à étudier un problème impor-

tant. Les particuliers peuvent-ils renoncer dans leurs conventions à se prévaloir du bénéfice du délai de grâce ? La disposition de l'article 1244 est-elle d'ordre public ? Grave question dont dépendait tout l'avenir de l'institution. Une telle clause, que Demolombe qualifie de révoltante (1), si elle avait été possible, serait rapidement devenue de style et le débiteur n'aurait jamais été admis à profiter des dispositions bienveillantes de la loi.

Notre ancien droit avait résolu cette question de manières fort diverses. « On peut renoncer aux répits, mais non au bénéfice de cession, disait Loysel, dans ses *Institutes Coutumières* (2). La coutume de la Marche validait la renonciation. L'ordonnance de 1669 (titre VI, art. 12) ne permettait pas aux débiteurs de renoncer au bénéfice des lettres de répit, par contre la déclaration du 22 décembre 1792 (art. 9) admettait la renonciation aux lettres d'Etat. Ces solutions différentes, conséquence de la variété des mesures de faveur dont pouvait bénéficier le débiteur de l'Ancien Droit, n'avaient plus de raisons d'être sous l'empire du Code civil. Quelle solution allait-on adopter ?

Beaucoup d'auteurs se refusaient à voir dans l'article 1244, une disposition d'ordre public. Les arguments présentés à l'appui de leur thèse paraissaient assez sérieux. La notion d'ordre public, soutenaient-ils, est de droit étroit ; lorsqu'une disposition a ce caractère, le législateur doit l'indiquer expressément. Il n'en a rien fait pour l'article 1244. On doit donc en conclure, que cette disposition, loin d'avoir le caractère qu'on veut lui prêter, est simplement interprétative de la volonté des parties. Libre à elles d'y déroger, si elles veulent mettre leurs conventions à l'abri

(1) Demolombe, t. XXV, n° 592.

(2) Livre IV, titre VI, n° 11.

d' « une équité souvent imaginaire » (1). Le caractère exorbitant de cette disposition n'était-il pas déjà une raison suffisante pour en restreindre le plus possible l'application ?

C'était là méconnaître le but poursuivi par les auteurs du Code civil. L'article 1244 répond à un besoin d'humanité, d'intérêt général. L'humanité, l'intérêt général n'intéressent-ils donc pas l'ordre public ? Cela a paru tellement évident au Législateur qu'il n'a pas pris la peine de stipuler expressément que les conventions contraires seraient nulles. N'y a-t-il pas d'ailleurs dans notre code, d'autres dispositions dont personne ne conteste le caractère impératif, sans que cependant le législateur l'ait expressément indiqué. Nul ne conteste le caractère exorbitant de l'article 1244. Est-ce une raison pour ne pas en appliquer les dispositions, ni tenir compte de l'esprit dans lequel elles ont été votées ? (2).

Un autre argument sans grande valeur a été invoqué : les travaux préparatoires. Cambacérès aurait demandé au Conseil d'Etat « si l'article 1244 autorisait le Juge à prononcer la division du paiement, même en cas de stipulation contraire » ; Bigot-Préameneu aurait alors répondu « qu'il n'avait pas été dans l'intention de donner à la disposition l'étendue dont avait parlé le consul » (3). Il est dangereux d'utiliser les travaux préparatoires. Ils ne constituent dans une théorie un appoint sérieux que s'ils sont étayés par des arguments solides. Que font-ils, en effet, sinon rapporter les opinions souvent contradictoires soutenues au cours du vote d'une loi ? Il en est qui traduisent l'exacte pensée du

(1) Larombière, t. III, art. 1244, n° 28.

(2) En ce sens : Laurent, t. XVII, n° 571 ; Demolombe, t. XXV, n° 591. et s. ; Carré et Chauveau, t. I, quest. 529 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, t. II, n° 1485 ; Planiol et Ripert, t. VII, n° 1018.

(3) Séance du 18 Brumaire an XII, n° 46, Locré, t. VI, page 91.

Législateur, d'autres qui vont à l'encontre, de telle sorte qu'en définitive, chacun peut y trouver des arguments en faveur de sa théorie.

La Jurisprudence qui a toujours considéré que les particuliers ne pouvaient anéantir par leurs conventions une mesure qui lui paraissait humainement indispensable, a fini par rallier complètement la doctrine à sa cause. « L'article 1244 est une disposition d'ordre public au bénéfice de laquelle on ne peut valablement renoncer par avance dans le contrat ». (C. de Colmar, 29 juillet 1850, D.P., 1852-2-239).

La question n'est plus discutée depuis longtemps ; le serait-elle aujourd'hui que les réformes récentes apporteraient un argument nouveau à la théorie traditionnelle. Les délais de grâce accordés autrefois dans un seul but d'humanité, le sont aussi maintenant dans un but économique. Nul n'oserait prétendre que l'intérêt de la situation économique n'est pas d'ordre public.

CHAPITRE II

Champ d'application du délai de grâce

I. — APERÇU DE LA LEGISLATION

C'est dans l'article 1244 du Code civil, et en des termes généraux que le législateur a donné aux Juges le pouvoir de s'immiscer dans les conventions privées et d'y apporter, le cas échéant, une modification temporaire : le délai de grâce. Les réformes récentes apportées par les lois des 25 mars et 20 août 1936 en ont totalement modifié la rédaction primitive.

L'article 1244 ancien, après avoir posé solennellement le principe de l'indivisibilité du paiement : « Le débiteur ne peut point forcer le créancier à recevoir en partie le paiement d'une dette même divisible », ajoutait cependant que « les Juges pouvaient néanmoins, en considération de la position du débiteur et en usant de ce pouvoir avec une grande réserve, accorder des délais modérés pour le paiement et surseoir l'exécution des poursuites, toutes choses demeurant en état ».

La loi du 25 mars 1936 est venue y ajouter tout un alinéa. Dès le 29 novembre 1924, M. Fribourg, frappé de la situation critique de certains débiteurs hypothécaires, menacés de saisie et tout spécialement des débiteurs du Crédit Foncier, avait déposé à la Chambre une proposition de loi, permettant aux Juges de leur accorder des sursis d'une durée de six mois à deux ans, aux poursuites exercées contre eux.

Votée par la Commission de législation, au mois de mars suivant, puis par la Chambre elle-même, au mois d'avril 1925, elle fut accueillie sans empressement par le Sénat où elle resta en sommeil. Le temps passa ; la crise agricole, en 1935, mit en émoi les représentants des paysans. A la Chambre comme au Sénat, des propositions de lois furent déposées, pour venir en aide aux agriculteurs malheureux. Une d'entre elles, émanant de plusieurs députés ayant à leur tête M. Barthe, fut votée à la Chambre à l'unanimité, le 28 février 1936. Elle donnait au Juge des référés le pouvoir de surseoir au paiement des dettes agricoles pendant une année. Le Sénat lui réserva si bon accueil, cette fois, qu'il en étendit les dispositions à tous les débiteurs. La Chambre adopta le nouveau texte le 20 mars. C'est ainsi que d'une mesure éphémère en faveur des paysans, on fit une disposition définitive, au profit de tous les débiteurs. On n'avait pas cependant oublié la première proposition Fribourg, la loi prévoit également des mesures particulières, en faveur des débiteurs du Crédit Foncier.

La loi nouvelle s'intitule : « Loi tendant à compléter l'article 1244 et à accorder des délais aux débiteurs malheureux et de bonne foi ». Elle comporte deux articles : le premier contient des dispositions générales et permanentes, le second, propre aux débiteurs du Crédit Foncier, n'a qu'une portée éphémère limitée à une année. Elle ajoute à l'alinéa 2 de l'article 1244, la phrase suivante : « En cas d'urgence, la même faculté appartient, en tout état de cause, au Juge des référés. S'il est sursis à l'exercice des poursuites, les délais fixés par le Code de Procédure civile pour la validité des procédures d'exécution, seront suspendus jusqu'à l'expiration du délai accordé par le Juge ».

L'élaboration de la loi du 20 août 1936 rappelle curieusement celle de la précédente. C'est encore des débiteurs agricoles dont on voulait se préoccuper. Les délais accordés par les Juges ne dépassaient pas la plupart du temps, six mois ; ils apparaissaient à leur égard manifestement insuffisants ; il fallait leur donner des délais d'au moins une année pour leur permettre d'attendre la prochaine récolte. Le 21 juillet 1936, le Gouvernement lui-même déposait à la Chambre un projet de loi. Aux termes de ce projet, le Juge des référés pouvait accorder aux débiteurs agricoles, des délais susceptibles d'atteindre deux années. Les débiteurs du Crédit Foncier n'étaient pas oubliés et bénéficiaient des mêmes mesures. Pour aller plus vite et rapprocher la justice des justiciables, on proposait même de substituer, dans les limites de sa compétence, le Juge de Paix au Juge des référés. La Chambre adopta le projet le 7 août, mais le Sénat le modifia, cette fois encore, de fond en comble. Comme il l'avait fait pour la loi du 25 mars 1936, il fit du projet de loi exceptionnelle et temporaire qui lui était soumis, une disposition ayant une portée générale et permanente. Le nouveau projet voté au Sénat le 13 août fut à son tour adopté par la Chambre le 19 août. Il subsiste encore dans la loi des traces du premier projet, le premier article mis à part, les autres visent les débiteurs agricoles.

Le titre de la loi ne laisse pas de surprendre le lecteur non averti : « Loi tendant à accorder des délais aux producteurs agricoles pour le paiement des dettes qu'ils ont contractées pour les besoins de leur exploitation ». Le titre d'une loi n'a certes pas force de loi, mais il caractérise le soin que le législateur apporte à la rédaction des lois. C'était en effet, le titre du projet initial que la Chambre avait

voté et soumis à l'approbation du Sénat. L'étiquette correspondait alors au contenu. Après les transformations apportées par la Haute Assemblée, on n'a pas jugé utile de le modifier. Ce n'est pas d'ailleurs que quelques députés n'y aient songé ; au cours du vote à la Chambre, après le retour du projet du Sénat, un député demanda à ce que le titre primitif de la loi fût modifié ; on lui répondit que « cela n'avait aucune importance ». Une telle réponse se passe de commentaires.

La loi nouvelle modifie l'article 1244, alinéa 2 : « Les Juges peuvent néanmoins, en considération de la position du débiteur et compte tenu de la situation économique, accorder pour le paiement des délais qui emprunteront leur mesure aux circonstances, sans toutefois dépasser un an, et surseoir l'exécution des poursuites, toutes choses demeurant en état ».

Le Décret-loi du 25 août 1937 « tendant à permettre l'octroi de délais aux débiteurs malheureux et de bonne foi », a renouvelé les pouvoirs du Juge pour une année. M. le Garde des Sceaux estime, dans le rapport préambule au décret « que le délai d'un an donné par la loi du 20 août 1936, dans la période de réadaptation économique que nous traversons, apparaît insuffisant pour permettre aux intéressés de réaliser le redressement de leur situation ».

Tout au cours du Code civil, on trouve çà et là quelques applications du principe posé par l'article 1244. L'article 1184, en traitant de la résolution dans les contrats synallagmatiques autorise le Juge à accorder un délai au défendeur, avant de prononcer la résolution du contrat. Au titre de la Vente, les articles 1655 et 1656 permettent au Juge d'accorder à l'acheteur un délai pour le paiement du prix si, toutefois, il n'y a pas péril en la demeure.

On trouve aussi quelques exceptions. Toujours au titre de la Vente, les articles 1657 et 1661 s'opposent à tout délai de grâce, l'un en matière de vente de denrées et d'effets mobiliers, l'autre pour l'exercice de l'action en réméré. Au titre du dépôt, l'article 1944 prescrit au dépositaire de remettre le dépôt au déposant aussitôt qu'il le réclame. En matière d'expropriation forcée, l'article 2212 ne permet au Juge d'accorder de délais que si le débiteur justifie par baux authentiques, que le revenu net et libre de ses immeubles pendant une année est suffisant pour désintéresser le créancier poursuivant et s'il en offre la délégation à ce créancier.

Le Code de Procédure civile règle les modalités d'application des délais de grâce dans ses articles 122, 123, 124 et 125. Il en limite l'exercice en n'autorisant les Juges à n'accorder de délais que par « le jugement même qui statue sur la contestation ». Comme nous le verrons, cette sage disposition, si elle vise toujours les différents tribunaux, ne concerne pas les Juges de référés. Il fixe le point de départ des délais accordés au jour du jugement, si celui-ci est contradictoire, seulement à partir de la signification au défendeur défaillant, s'il est par défaut. Il prévoit, en outre, les cas de déchéance que pourra encourir le débiteur favorisé. Il va même jusqu'à s'occuper du créancier à qui il donne le droit de prendre des mesures conservatoires de sa créance pendant la durée des délais accordés à son débiteur.

Le Code de Commerce se devait d'être plus sévère à l'égard des débiteurs. Le commerce repose avant tout sur le crédit et ce serait le décourager que de retarder même légèrement les échéances. Aussi les articles 157 et 187 du Code de commerce proscrivaient-ils l'usage des délais de

grâce pour le paiement des billets à ordre et des lettres de change. Le décret-loi du 30 octobre 1935 qui a modifié les textes relatifs à la lettre de change et au billet à ordre, pour les mettre en harmonie avec la convention signée à Genève le 7 juin 1930, a maintenu cette interdiction (articles 182 et 185 nouveaux).

II. — DOMAINE DU DELAI DE GRACE

Le champ d'application des délais de grâce est des plus étendus. Les termes généraux dont s'est servi le législateur en témoignent. Ce domaine se restreint cependant aux question concernant l'exécution des obligations. L'article 1244 précise qu'il s'agit de « délais accordés pour le paiement ». Le mot paiement est pris par les auteurs du Code civil dans un sens large et désigne non pas seulement l'exécution des obligations de sommes d'argent mais celle de toutes les obligations en général.

Ainsi les Tribunaux ont toujours refusé d'accorder des délais avant d'ordonner les opérations de partage d'une communauté ou d'une succession, alors que le débiteur restait dans l'indivision pour éviter les poursuites de ses créanciers. La demande en partage n'est, en effet, à proprement parler, ni une demande en paiement, ni une mesure d'exécution, mais seulement une formalité préliminaire aux poursuites des créanciers.

Il importe peu, par ailleurs, qu'il s'agisse de contrats unilatéraux ou synallagmatiques, d'obligations de donner ou de faire, comme le serait celle de quitter les lieux loués ou encore une livraison de marchandises, que les poursuites soient intentées devant le Tribunal civil ou devant des

Juridictions d'exception, les Juges pourront toujours accorder des délais de grâce aux débiteurs qui leur paraîtront dignes de mériter leur pitié.

Le domaine de l'article 1244 déborde même, si l'on peut dire, du champ contractuel. Il s'applique même dans les obligations légales : paiement de l'indû, enrichissement sans cause, gestion d'affaires ; ainsi l'accipiens peut obtenir des délais pour rendre au solvens ce qu'il a reçu indûment, le maître de l'affaire, pour rembourser au « negotiorum gestor », les sommes que celui-ci a avancées pour son compte.

III. — DELAI DE GRACE ET PACTE COMMISSOIRE

Les contrats synallagmatiques reposent sur un équilibre de prestations. Lorsque cet équilibre se trouve rompu du fait de l'inexécution, volontaire ou non, de ses obligations par l'une des parties, l'autre peut demander en justice, aux termes de l'article 1184, la résolution du contrat. « La résolution prononcée par l'article 1184 est la consécration de cette règle d'équité qui ne permet pas de laisser un des contractants dans les liens d'un contrat dont l'autre partie ne lui fournirait pas l'équivalent » (1). Cependant, pour essayer de sauver le contrat, le Juge peut, toutes les fois que cela est possible, surseoir à prononcer la résolution et accorder au défendeur un délai de grâce pour exécuter la prestation promise.

C'est que la résolution du contrat apparaît comme un pis aller, une solution bâtarde. L'exécution même forcée

(1) Cour de Cassation, Chambre Civile, 29 novembre 1865, D. P. 1866-1-27.

des conventions est préférable. Les effets rétroactifs de la résolution entraînent la plupart du temps, tant à l'égard des parties qu'à celui des tiers qui ont contracté avec elles, des conséquences désastreuses. Il y avait là, au point de vue économique et social, une source de troubles graves qui ne pouvait laisser le législateur indifférent.

Les particuliers que ces pouvoirs des Juges gênaient, pour la sécurité de leurs conventions, se sont efforcés de s'y soustraire. La plupart du temps, ils ont inséré dans leur contrat des conditions résolutoires expresses. Nos conventions, ont-ils dit, seront résolues de plein droit, sans intervention du Juge et, au besoin, sans mise en demeure, dès lors que l'un d'entre nous n'aura pas pu ou n'aura pas voulu satisfaire à ses engagements.

Quel sort allait-on réserver à ces pactes commissaires ? Ils n'étaient pas nouveaux. Les Romains les avaient utilisés pour remédier à l'indépendance des stipulations dans les contrats bilatéraux. La « *lex commissoria* » y était rigoureusement exécutée, sans que le prêteur puisse intervenir. Notre ancien droit, au contraire, ne reconnaissait à de pareils actes qu'un caractère purement comminatoire. Domat écrivait que : les « clauses résolutoires à défaut de paiement au terme ou d'exécuter quelque autre convention, n'ont pas l'effet de résoudre d'abord la vente par le défaut d'y satisfaire, mais on accorde un délai pour ce qui a été promis ».

Le Code civil, pour qui la volonté des parties est toute puissante, ne pouvait que revenir à la conception romaine. Le pacte commissaire exprès produit son plein et entier effet. Les Juges n'ont pas à intervenir. Leur rôle se borne seulement à vérifier l'existence et le contenu des clauses résolutoires expresses. On comprend qu'au nom de l'équité,

ils accordent un délai lorsqu'ils prononcent eux-mêmes la résolution du contrat, mais comment pourraient-ils encore le faire, lorsque cette résolution a lieu de plein droit ? « Comment le Juge accorderait-il un délai pour exécuter le contrat alors qu'il n'y a plus de contrat » ? (1). Ce qui n'empêcha pas Bigot-Préameneu de déclarer dans les Travaux préparatoires du Code civil que « lors même que la condition résolutoire serait stipulée, il faudrait toujours en vérifier les clauses et qu'il peut en être de si favorables que le Juge se trouve forcé par l'équité à accorder un délai ». Opinion toute personnelle, puisque contredite par une Jurisprudence constante : « Les articles 1184 et 1244 qui permettent aux Tribunaux d'accorder un délai au débiteur, contre lequel soit la résolution, soit l'exécution d'un contrat sont demandées, ne sont pas applicables au cas où il a été stipulé que la résolution du contrat aurait lieu de plein droit dans les formes et après les délais convenus entre les parties » (2). L'article 1656 du Code civil lui-même, admet d'ailleurs la même solution puisqu'il stipule qu'en matière de ventes d'immeubles, s'il a été convenu que la vente serait résolue de plein droit, faute de paiement au terme convenu, l'acquéreur peut payer, tant qu'il n'a pas été mis en demeure, mais qu'ensuite le Juge ne peut plus lui accorder de délais.

Cette solution paraît cependant surprenante. Le législateur, dans un but d'humanité, a institué le délai de grâce ; chacun s'accorde à reconnaître à cette institution un caractère d'ordre public, les parties ne sont donc pas libres d'y renoncer à l'avance. L'article 1184 n'est lui-même que l'application faite aux contrats synallagmatiques du principe

(1) Laurent, tome XVII, n° 165.

(2) Cour d'Orléans, 9 novembre 1860, D. P. 1861-2-54.

posé en termes généraux par l'article 1244 ; comme lui, il proroge les délais d'exécution. Et voilà que, par de simples conventions, les particuliers vont empêcher les Juges de surseoir à la résolution de leurs contrats et se soustraire ainsi à l'application d'une règle d'ordre public. Les deux solutions sont difficilement conciliables. Cependant la clémence des Juges trouve néanmoins à s'exercer encore, puisque si la résolution est irrémédiablement encourue, il leur reste la faculté d'accorder aux contractants des délais pour les restitutions qu'ils peuvent avoir à se faire, du fait même du caractère rétroactif de la résolution. Nous verrons d'ailleurs que des mesures récentes permettent désormais aux Juges de faire échec à l'exercice et à la réalisation des clauses résolutoires expresses.

IV. — TOUS LES DELAIS ACCORDES PAR LES JUGES NE SONT PAS DES DELAIS DE GRACE

Parfois, les Juges accordent des délais pour l'exécution des conventions des particuliers, soit pour leur permettre de prendre un parti, une option, soit encore pour suppléer à leur silence. Les articles 1900 et 1901, au titre du prêt, nous en offrent précisément des exemples. Ces délais n'ont rien de commun avec les délais de grâce. Carré et Chauveau, dans leurs Lois de la Procédure Civile et Commerciale, distinguaient déjà les délais d'injonction et les délais d'inhibition. Ceux-ci sont obligatoires pour les Juges, alors que les délais de grâce restent toujours facultatifs. Les Tribunaux ne peuvent, en effet, en aucun cas, refuser d'interpréter la volonté présumée des parties ; ils commettraient autrement un véritable déni de justice. Involontairement

les contractants nont pas fixé de délais pour l'exécution de leurs conventions, peut-être même, à dessein, ont-ils préféré s'en remettre à l'appréciation des Juges ; dans l'un et l'autre cas, ceux-ci devront fixer le délai qui leur semble convenable.

Il en va tout autrement des délais de grâce. On ne peut soutenir qu'en les accordant, le Juge fait œuvre d'interprétation de la volonté des parties. L'octroi d'un délai de grâce, s'il peut, à la rigueur, rentrer dans les intentions présumées du débiteur, ne rentre pas, à coup sûr, dans celles du créancier. C'est la volonté du législateur que les Juges appliquent et non celle des particuliers. Ces deux sortes de délais sont d'ailleurs d'un caractère si différent qu'on admet, si l'on peut dire, leur superposition et qu'il est loisible aux Juges d'accorder, à l'issue du délai par eux fixé, un véritable délai de grâce, que leur inspirera cette fois la situation malheureuse du débiteur.

L'article 1319 du Code civil permet aussi aux Tribunaux de surseoir à l'exécution d'un acte authentique, lorsque celui-ci est l'objet d'une inscription de faux. Rien non plus, dans cet article, de comparable aux délais de grâce. Ce ne sont pas des motifs d'humanité qui incitent le Tribunal à surseoir aux poursuites, mais seulement la crainte de voir le titre authentique en vertu duquel le créancier poursuit, entaché de quelque nullité.

CHAPITRE III

Conditions générales d'application du délai de grâce

I. — DU JUGE COMPETENT

1. A l'encontre de l'ancien droit, où le Roi aussi bien que les Juges pouvaient accorder des répit^s et surséances aux débiteurs malheureux, le Code civil a réservé ce privilège au seul pouvoir judiciaire. Les pouvoirs législatifs et exécutifs interviennent parfois directement dans les conventions privées au profit des débiteurs, mais les moratoires ainsi accordés et dont nous avons vu déjà des exemples revêtent un caractère général et non pas personnel et particulier comme celui du délai de grâce. L'article 1244 du Code civil pose la règle : « Les Juges peuvent... ».

Les Juridictions de droit commun, Cour d'Appel et Tribunaux de Première Instance, et même celles d'exception : Tribunaux de Commerce, Justice de Paix, Conseils de Prud'hommes, etc..., pourront ainsi, si bon leur semble, entraver l'exécution des conventions privées au profit des débiteurs.

2. La loi du 25 mars 1936, modifiant l'article 1244, a même permis au Juge des référés de le faire : « En cas d'urgence, la même faculté appartient, en tout état de cause, au Juge des référés ». Cette nouvelle disposition ne laisse pas d'ailleurs d'être choquante. Elle rompt brutalement avec la tradition en même temps qu'avec les principes juridiques

les mieux établis. On avait admis jusque-là que, donner, dans le silence de la loi, un tel pouvoir au Juge des référés eût été excéder les bornes de sa compétence. Et les bonnes raisons ne manquaient pas pour en décider ainsi.

La Juridiction des référés, née de la pratique, se justifiait, pensait-on, comme en témoignent encore les articles 806 et 807 du Code de Procédure civile, par un double motif : donner une prompte solution à des litiges dont le règlement ne pouvait s'accommoder des lenteurs de la procédure ordinaire et aussi satisfaire rapidement les porteurs de titre exécutoire, acte notarié ou jugement, qui ne pouvaient obtenir l'exécution à laquelle ils avaient droit. Ainsi la tâche essentielle du Juge des référés étant de faciliter l'exécution des jugements, il apparaissait inconcevable de lui donner le pouvoir d'accorder des délais de grâce qui constituaient autant d'obstacles apportés à cette exécution.

Le Juge des référés était compétent pour statuer sur les difficultés d'exécution, mais en réalité la demande d'un délai de grâce n'en était pas une. Le débiteur, loin de contester le droit du créancier, ne le reconnaissait-il pas implicitement, en sollicitant des délais pour se libérer ? Au surplus, ses décisions n'avaient qu'un caractère provisoire, elles ne devaient pas préjudicier au principal, elles n'avaient pas l'autorité de la chose jugée. L'octroi d'un délai de grâce n'était-il pas au contraire une mesure définitive qui « touchait au fond du droit et changeait la nature de la créance ? » (1).

Le Juge des référés pouvait être saisi par le débiteur au cours des poursuites intentées en vertu d'un acte notarié ou d'un jugement. Si l'on supposait que le titre exécutoire

(1) Note sous D. P. 1911-2-16.

était un jugement, on tombait dans l'incohérence. L'article 122 C.P.c. que nous retrouverons plus loin, interdisait aux Tribunaux de revenir sur leurs décisions et d'accorder par un second jugement de nouveaux délais ; on aurait cependant permis au Juge des référés de le faire, celui-ci aurait été ainsi plus puissant que le Tribunal lui-même !

Une Jurisprudence constante étayait d'ailleurs tous ces arguments (1). Quelques décisions étaient admirablement motivées et méritent d'être citées. Témoin un arrêt de la Cour de Toulouse du 13 juillet 1848 (D.P., 1849-2-41) : « Il ne saurait appartenir au Juge des référés d'arrêter l'exécution d'une décision judiciaire. A la vérité, le Code de Procédure l'investit du pouvoir de statuer provisoirement sur les difficultés relatives à l'exécution, mais ne lui donne pas le droit d'arrêter l'exécution d'une décision judiciaire ». On lit encore dans un arrêt tout récent de la Cour d'Angers du 14 avril 1934 (D.H. 1934, p. 371) « Si, aux termes de l'art. 806, le Juge des référés est compétent lorsqu'il s'agit de statuer provisoirement sur les difficultés relatives à l'exécution d'un titre exécutoire ou d'un jugement définitif ou exécutoire par provision..., il est incompétent pour arrêter l'exécution d'un titre exécutoire ou d'un jugement définitif... ou paralyser cette exécution en accordant des délais au débiteur poursuivi et en ordonnant la discontinuation des poursuites. Accorder un délai, ce n'est pas statuer sur une difficulté ». La Cour de Cassation avait elle-même adopté cette solution. (Req. 15 juin 1909, D.P. 1909-

(1) C. de Montpellier, 11 déc. 1841, D. P. 1842-2-164 ; 26 mai 1854, D. P. 1855-5-380 ; C. de Paris, 13 oct. 1841, D. P. 1842-2-46 ; C. d'Orléans, 23 mars 1840, D. P. 1842-2-223 ; C. de Bordeaux, 24 novembre 1848, D. P. 1850-2-151 ; C. de Dijon, 11 nov. 1856, D. P. 1857-5-275 ; C. de Paris, 24 avril 1866, D. P. 1866-2-82 ; 24 fév. 1887, D. P. 1888-2-100 ; C. d'Alger, 9 juin 1909, D. P. 1910-2-128 ; C. de Lyon, 16 nov. 1909, D. P. 1911-2-16 ; C. de Monaco, 15 mai 1926, D. H 1926, 475 ; C. de Dijon, 20 nov. 1929, D. H 1930, 76 ; C. d'Angers, 15 mai 1935, D. H 1935, 371.

1-527) ; dans un arrêt récent (Req. 3 mai 1932, D.H. 1932, p. 297) elle déclarait : « que le Juge des référés n'avait pas le droit d'accorder un délai de grâce au débiteur contre lequel une saisie avait été pratiquée en vertu d'un jugement ».

De telles considérations n'ont guère embarrassé le législateur. Il n'a que faire des principes traditionnels. Le désir de la nouveauté l'emporte chez lui sur le respect des solutions dont l'expérience a démontré la valeur. Les débiteurs étaient nombreux qui se trouvaient dans la nécessité de solliciter des délais ; la juridiction des référés se présentait comme simple, rapide, peu coûteuse ; il n'en fallait pas davantage pour le décider.

Il est juste d'ailleurs de dire que le Juge des référés avait déjà connu semblable fortune lors des moratoires. En 1870, un décret du 7 septembre lui avait donné, en cas d'urgence, la faculté d'accorder des délais de grâce aux locataires. Au cours de la grande guerre, ses interventions s'étaient multipliées. Le décret du 10 août 1914, pris en application de la loi du 5 août, en même temps qu'il rendait l'art. 1244 applicable aussi bien en matière civile que commerciale et administrative, l'avait autorisé à accorder des délais au même titre que les Tribunaux. La loi du 23 octobre 1919, portant cessation des hostilités, lui avait donné les mêmes pouvoirs pendant une année dans le but de faciliter le retour à la vie normale, après la suppression des divers moratoires.

On s'était ainsi habitué tout au long de la guerre à cette juridiction si pratique pour les justiciables. Aussi des lois postérieures sont-elles venues consacrer et étendre les pouvoirs du Juge des référés. La loi du 11 mai 1924 a introduit le référé en matière commerciale, toutes les fois que les

parties pourraient justifier de l'urgence. Les lois des 22 avril 1927 et 27 mars 1928 lui ont donné la faculté d'accorder des délais de grâce aux locataires menacés d'expulsion par les propriétaires qui refusaient le renouvellement des baux. Et depuis toutes les lois nouvelles et les décrets récents lui ont taillé la part du lion dans l'octroi des délais de grâce.

Ajoutons à cela qu'antérieurement à la loi du 25 mars 1936, une pratique s'était créée dans certains tribunaux et notamment au Tribunal civil de la Seine, sous le couvert du « contrat judiciaire », qui revenait à donner au Juge des référés les pouvoirs les plus étendus. Il était, en effet, admis en Jurisprudence, que si le Juge des référés ne pouvait surseoir à l'exécution des obligations nées d'un acte notarié ou d'un jugement, le créancier gardait néanmoins la faculté d'accorder amiablement, en sa présence, des délais à son débiteur. L'ordonnance ainsi rendue était parfaitement licite et ne faisait que constater l'accord amiable des parties, en lui conférant toutefois un caractère d'authenticité. (Cour de Paris, 4 juillet 1936, D.H. 1936, p. 561). Ainsi le débiteur poursuivi, parfois même, en vertu d'un jugement définitif, assignait son créancier devant le Juge des référés. Celui-ci, tout en se déclarant incompétent pour accorder des délais au débiteur, insistait auprès du créancier pour que celui-ci lui laisse quelque temps pour se libérer. Intimidé, le créancier acceptait et le Juge, dans son ordonnance constatait l'accord des parties. Les apparences étaient sauves et de telles ordonnances irréprochables, mais au fond, c'était bien le Juge des référés qui accordait les délais. On a pu dire avec raison que les Juges avaient ainsi fait une « interprétation prétorienne de la loi ». « C'était là un accommodement du droit et de l'équité

conciliant, autant que faire se pouvait, l'autorité de la chose jugée et la situation quelquefois intéressante du débiteur » (1).

Comment s'étonner que, dans ces conditions, le législateur soit allé jusqu'à consacrer officiellement et d'une manière définitive cette extension des pouvoirs du Juge des référés. Il n'a fait que reconnaître une situation de fait qui existait depuis longtemps.

Notons bien que le Juge des référés ne peut agir qu'au cas d'urgence, mais c'est là une limitation de pure forme qui ne trompe personne. Il y a toujours urgence pour un débiteur lorsqu'il est poursuivi par son créancier.

3. Une dernière question se pose : Comment le Juge compétent est-il saisi ? Si le créancier n'a pas de titre exécutoire, il sera contraint d'assigner son débiteur en justice pour obtenir contre lui, un jugement de condamnation. Le Juge, en présence des éléments de la cause, décidera si le débiteur mérite ou non quelques délais. Si, par contre, le créancier possède un titre exécutoire, acte notarié ou même un jugement, il poursuivra directement son débiteur par les voies d'exécution ; celui-ci pourra alors faire opposition aux poursuites et saisir, à son gré, le Tribunal ou le Juge des référés, mais seulement ce dernier dans le second cas, en sollicitant des délais.

Quoiqu'il en soit, le débiteur ne peut, en aucun cas, saisir le Juge de son infortune avant d'être poursuivi. C'est seulement, traqué par son créancier, qu'il pourra implorer l'assistance du Juge. Le débiteur en difficultés restera peut-être ainsi dans la hantise des poursuites de ses créan-

(1) Note Edoux : *Gazette du Palais*, 29 avril 1936.

ciers ; qu'il ne s'en plaigne pas trop cependant, le législateur eût pu se désintéresser davantage de son infortune. La question a d'ailleurs été posée, lors des Travaux préparatoires de la loi du 20 août 1936, où il est question de cultivateurs endettés, de fermiers, d'engrais même. La Chambre, dans son projet initial, permettait aux débiteurs dans la gêne de s'adresser directement, avant toutes poursuites, au Juge des référés ou même au Juge de Paix afin d'en obtenir des délais. Le rapport de M. Monnet en fait foi. « L'article 1^{er} permet aux débiteurs malheureux de demander des délais alors qu'ils ne sont pas sous le coup de poursuites, précisément pour n'être pas du jour au lendemain menacés de ces poursuites ». Les modifications apportées à ce projet primitif par le Sénat ont remis en jeu toute la question et fait déclarer à M. Monnet, lors du vote du nouveau texte par la Chambre « que la question avait changé de face ».

Nous verrons d'ailleurs, qu'entraîné de plus en plus sur la pente de l'indulgence, le législateur a permis à certains débiteurs de saisir directement le Juge de leurs difficultés pour leur éviter les angoisses des poursuites.

II. — CONDITIONS D'OBTENTION DU DELAI DE GRACE

1. Les Juges vont-ils indifféremment accorder des délais de grâce à tous les débiteurs poursuivis par leurs créanciers ? Parmi les sollicitations dont ils ne manqueront pas d'être l'objet, il va leur falloir faire un tri, discerner ceux d'entre les débiteurs gênés, qui sont dignes d'intérêt, des autres qui ont été seulement négligents ou coupables.

Quelles conditions doivent donc réunir les débiteurs pour être à même de mériter cette faveur des Juges ?

Le législateur de 1804, selon son habitude, s'était montré avare de précisions ; il incitait seulement les Juges à considérer la « position du débiteur ». Une fois de plus, il s'était effacé discrètement devant eux pour leur laisser une liberté d'appréciation plus grande. Les Travaux Préparatoires étaient heureusement plus explicites. Treilhard y parlait d'un débiteur « qui, par le tableau de sa situation, prouvait qu'il était solvable et demandait un court délai pour une partie du paiement » (1). Dans l'esprit des rédacteurs du Code civil, le débiteur devait, pour pouvoir bénéficier des délais de grâce, avoir été victime de circonstances malheureuses, imprévisibles, indépendantes de sa volonté qui, provisoirement, l'empêchaient de faire honneur à ses engagements. Il devait être à même de justifier que son insolvabilité n'était que passagère, d'un excédent d'actif sur son passif. Il devait enfin prouver que la réalisation immédiate de ses biens eut été pour lui désastreuse, alors qu'un léger délai lui aurait aisément permis de satisfaire ses créanciers.

Les réformes récentes apportées à l'article 1244 par les lois des 25 mars et 20 août 1936, ne paraissent pas avoir modifié ce point de vue. Les Juges doivent toujours s'inspirer, en rendant leurs décisions, de la « position du débiteur ». Ils ont, en outre, à tenir compte de la situation économique. Ce n'est pas là d'ailleurs, à notre sens, une condition nouvelle qui vient s'ajouter à la précédente, mais plutôt une recommandation du législateur au Juge, afin d'amener celui-ci à examiner plus favorablement la de-

(1) Conseil d'Etat, 18 Brumaire an XII, n° 46, Loqué, t. VI, n° 91.

mande des débiteurs, l'état de crise n'ayant, en effet, d'autre conséquence que d'augmenter précisément le nombre des débiteurs malheureux. La crise ne peut d'ailleurs pas être permanente, ce serait autrement à désespérer, et il serait ridicule de prétendre qu'avec le texte nouveau, le débiteur, la crise passée, ne pourrait plus, sans une loi nouvelle, obtenir des délais de grâce, du seul fait de sa situation gênée.

La loi du 25 mars 1936 est venue cependant apporter une précision, elle s'intitule « loi tendant à accorder des délais aux débiteurs malheureux et de bonne foi » ; la même expression se retrouve dans le titre du décret-loi du 25 août 1937. Il semble ainsi que, désormais, une double condition soit exigée du débiteur qui sollicite des délais de grâce pour les obtenir : être à la fois « malheureux et de bonne foi ». Notons bien que l'expression n'est ni dans la loi ni dans le décret, mais seulement dans leur titre, et qu'ainsi elle n'a pas force de loi. Le titre d'une loi bien faite constitue néanmoins une indication sérieuse sur la véritable intention du législateur qu'on aurait tort de négliger. Le peu de soin que le législateur moderne apporte à la rédaction des lois incite d'ailleurs à la plus grande prudence, témoin la loi du 20 août 1936 dont le titre ne concerne que les débiteurs agricoles et qui vise en réalité les débiteurs en général.

De ce débiteur malheureux et de bonne foi, M. Angé, rapporteur à la Commission d'Agriculture, s'est efforcé, au cours des Travaux Préparatoires de la loi du 25 mars 1936, de donner une définition. « C'est, dit-il, celui qui ne peut payer et ne se livre à aucune manœuvre ou fraude pour diminuer l'actif, gage du créancier ». Définition qui, pour être moins complète, n'est cependant pas si éloignée de

celle que donnait Treilhard dans les Travaux Préparatoires du Code civil. L'expression elle-même de débiteur malheureux et de bonne foi » n'est pas nouvelle ; il s'en faut de beaucoup ; on la retrouve tout au long de la jurisprudence et même dans des arrêts anciens comme celui de la Cour de Colmar du 29 juillet 1850 où il est question d'un saisi « malheureux et de bonne foi » à qui la Cour accorde des délais.

Si cependant la qualité de malheureux chez un débiteur ne présente pas de grandes difficultés ni quant à sa définition ni quant à sa preuve, il en va tout autrement de la notion de bonne foi. Qu'est-ce que la bonne foi ? Nulle part, dans la loi, on n'en trouve de définition et ce n'est pourtant pas faute d'en parler. Dans toutes les matières que traite le Code civil, qu'il s'agisse du droit des obligations, de celui des personnes ou de celui des biens, il est fait maintes fois allusion à la bonne foi. L'article 1134 précise que les contrats doivent être exécutés de bonne foi, l'article 2268 au titre de la prescription la présume chez tous les sujets de droit. Au débiteur de bonne foi sont réservés certains privilèges, ainsi il peut faire l'abandon de ses biens à ses créanciers. Mais la loi ne précise pas quelle doit être la conduite du débiteur de bonne foi dans l'exécution de ses obligations.

Devant ce silence du législateur, la Jurisprudence et les auteurs se sont efforcés de dégager cette théorie de la bonne foi. Le même problème s'était d'ailleurs posé pour une institution, non plus du Droit civil, mais du Droit commercial, inspirée comme le délai de grâce, des principes de justice et d'humanité : la liquidation judiciaire. La loi de 1838, qui avait réglementé la faillite, tout en constituant un adoucissement sur le régime antérieur, restait

extrêmement rigoureuse, elle ne faisait pas de distinction sérieuse, en tout ce qui concernait les incapacités et les déchéances, entre les commerçants honnêtes victimes des événements et les commerçants coupables. Pour se soustraire à ses rigueurs, les uns et les autres luttèrent jusqu'au dernier moment, étaient la proie le plus souvent d'agents d'affaires véreux, tant et si bien qu'il ne restait la plupart du temps aucun actif lorsque la faillite était déclarée ouverte et c'était grand dommage pour les créanciers. Aussi, la loi du 4 mars 1889 avait-elle voulu réserver une situation privilégiée aux débiteurs qui, ne pouvant plus satisfaire à leurs engagements, confiaient immédiatement à la justice le règlement de leurs affaires dès les premiers jours de la cessation des paiements. Ne méritaient-ils pas un traitement de faveur en rendant au créancier le signalé service de sauvegarder leur actif ? La liquidation judiciaire est ainsi apparue « comme le refuge de ceux que des événements imprévus ou de simples erreurs d'appréciation avaient conduits à la cessation des paiements » (1). Le Tribunal de commerce, qui avait toute liberté pour l'accorder ou la refuser, n'en a fait bénéficier que les seuls débiteurs qui ne s'étaient rendus coupables ni de dol ni de fraude, les débiteurs malheureux et de bonne foi, cette dernière expression revenant constamment dans la Jurisprudence (2).

Le débiteur de bonne foi, digne du bénéfice de la liquidation judiciaire, est donc celui qui a toujours tenu ses engagements, mais qui, victime des circonstances, ne peut

(1) *Travaux Préparatoires de la loi du 4 mars 1889*, D. P. 1889-4-9.

(2) *Cour de Paris*, 26 nov. 1889, D. P. 1890-2-250 : « Le bénéfice de la liquidation judiciaire ne saurait être confié à un débiteur qu'à titre de commerçant insolvable, malheureux et de bonne foi et il appartient aux tribunaux d'apprécier si ces conditions sont réunies ».

plus exécuter ses obligations et qui alors, très franchement, au lieu de se livrer à des manœuvres frauduleuses ou dolosives, préfère avertir ses créanciers et mettre son patrimoine sous le contrôle de la justice avant que tout son actif ne soit dissipé.

Pour obtenir des délais de grâce, le débiteur doit avoir une conduite analogue. Il semble cependant que la bonne foi qu'on exige de lui soit plus complète encore. Il existe, en effet, entre le délai de grâce et la liquidation judiciaire des différences fondamentales. La liquidation judiciaire, tout en constituant un traitement de faveur accordé aux débiteurs malheureux, n'en reste pas moins une véritable faillite, le débiteur est dessaisi de ses biens, certaines incapacités et déchéances lui sont seulement épargnées, les créanciers n'ont plus rien à craindre, l'actif, s'il en reste, est désormais à l'abri. Les créanciers dont le débiteur vient d'obtenir un délai de grâce sont dans une toute autre situation. Le sort de leurs créances reste entre les mains du débiteur qui, s'il s'est jusqu'ici montré honnête et loyal, peut profiter des délais qui lui sont accordés pour se livrer à la fraude. Il fallait donc aux créanciers plus de garanties. Si bien qu'alors que la liquidation judiciaire a été accordée et l'est encore à des débiteurs totalement insolvable, des délais de grâce ne sont pas accordés à de tels débiteurs. Les Juges exigent du débiteur la preuve de sa solvabilité. Ne serait-ce pas d'ailleurs une preuve évidente de mauvaise foi pour un débiteur que de solliciter des délais alors qu'il sait pertinemment que même s'il les obtient, il n'arrivera pas à s'acquitter aux nouvelles échéances ?

Ainsi, aujourd'hui comme hier, la Jurisprudence s'inspire des mêmes principes. Les Juges réservent leurs faveurs

aux débiteurs malheureux, mais demeurés honnêtes, qui justifient qu'ils ont tenté l'impossible pour tenir leurs engagements et prouvent, par le tableau de leur situation, que les créanciers ne perdent rien à attendre. Ils les refusent, par contre, à ceux qui ne cherchent, en sollicitant des délais, qu'un moyen purement dilatoire pour mieux dissiper leur actif aux dépens de leurs créanciers, ou même à ceux dont la situation est si critique qu'il n'y a pas à espérer les voir se relever jamais. Dans l'un et l'autre cas, il n'y a pas intérêt à modifier le cours des contrats, le débiteur de mauvaise foi ne mérite pas qu'on prenne son sort en considération, le débiteur irrémédiablement perdu n'en éprouverait aucun soulagement, le Juge ne serait que le médecin inhumain qui, par quelques piqûres, prolonge l'agonie d'un moribond. Une ordonnance de référé toute récente, rendue par M. le Président du Tribunal civil de Strasbourg, le 13 mars 1937 (D. H. 1937, p. 375), illustre ce que nous venons de dire, elle précise que « pour bénéficiaire de la loi du 25 mars 1936, le débiteur doit être malheureux et de bonne foi, qu'il doit justifier que l'exécution rigoureuse de l'obligation lui causerait un grave préjudice et aussi établir que ses biens sont suffisants pour satisfaire à ses engagements ».

Il n'en reste pas moins vrai que l'appréciation de la bonne foi du débiteur reste bien délicate. Il faudra au Juge se départir de sa réserve habituelle, examiner non plus seulement les actes, mais aussi pénétrer les intentions les plus secrètes des parties, « se pencher sur les âmes et scruter les consciences ». Le débiteur ne pourra guère d'ailleurs qu'affirmer qu'il a toujours agi ainsi, heureusement pour lui, il n'aura pas de preuve à faire. La Jurisprudence a fait de l'article 2268 du Code civil, au titre de l'usucapion, un

principe général de droit. Comme l'écrit M. Ripert, dans son livre sur la Règle Morale dans les Obligations civiles, « celui qui réclame les effets juridiques attachés à la bonne foi n'a aucune preuve à faire quant au caractère de sa volonté et à la valeur de ses sentiments, c'est contre lui qu'il faut établir la mauvaise foi » (1).

2. Le législateur n'a prévu, semble-t-il, qu'un aspect de la question. Le contrat met en présence un créancier et un débiteur. Les Juges ne doivent-ils envisager que la situation d'un seul des deux contractants ? N'ont-ils pas à se préoccuper aussi de celle du créancier ? S'il est des débiteurs malheureux, il existe aussi des créanciers malheureux, pareille situation n'a rien de paradoxal. Il n'y a pas de cloison étanche entre créanciers et débiteurs. La vie pratique nous montre des situations complexes, enchevêtrées, où chacun est à la fois créancier et débiteur. Un délai malencontreux accordé à un débiteur peut amener la ruine de son créancier qui, lui-même débiteur, doit faire face à des engagements pour l'exécution desquels il pouvait légitimement compter sur ce qui était dû.

Il est cependant des auteurs pour qui le silence du Code civil a paru significatif. Si les Juges, prétendent-ils, avaient dû envisager la situation du créancier, il n'aurait certes pas manqué de le préciser ; il l'a bien fait pour l'obligation alimentaire, où le Juge doit tenir compte non seulement des besoins du proche parent malheureux, mais aussi des ressources de celui qui est tenu de verser la pension. C'est ainsi qu'Aubry et Rau déclarent que « les malheurs

(1) M. G. Ripert : *La Règle Morale dans les Obligations Civiles*, n° 157, page 305.

du créancier ne forment pas absolument obstacle à ce que les débiteurs obtiennent des délais de grâce » (1).

Cette interprétation trop stricte doit à notre sens être écartée. L'article 1244 est une application de la bonne foi, de l'équité. Il a confié aux Juges la mission de concilier les intérêts opposés du créancier et du débiteur et, pour atteindre ce résultat, leur a permis d'imposer, le cas échéant, un léger sacrifice au créancier. Les Juges ne peuvent néanmoins se désintéresser complètement du sort de ce dernier. Que gagnerait l'équité s'ils allaient jusqu'à « ruiner le créancier pour ne pas ruiner le débiteur » (2). D'ailleurs, le seul fait que les Juges exigent du débiteur la justification de sa solvabilité pour lui accorder un délai, n'est-il pas la preuve même qu'ils prennent en considération la position du créancier. S'ils favorisent le débiteur, ils veulent néanmoins conserver au créancier certaines garanties. L'orateur du gouvernement, en justifiant l'institution du délai de grâce lors de l'élaboration du Code civil, n'insinuait-il pas qu'il était parfois de l'intérêt même du créancier de surseoir quelque temps à l'exécution ?

La Jurisprudence, avec le sens des nuances qui lui est habituel, l'a bien entendu ainsi. Des arrêts anciens, dont un de la Cour de Bordeaux du 30 août 1831 (3) ont jugé que le débiteur ne peut bénéficier d'un délai qu'autant que la position du créancier le permet, sans que ce délai puisse nuire au poursuivant et « sans compromettre même le paiement des intérêts qui lui sont dus », ajoute la Cour de Colmar, dans un arrêt du 29 juillet 1850 déjà cité. Un jugement tout récent du Tribunal civil de la Seine du 19

(1) Aubry & Rau, tome IV, par. 319, note 19.

(2) Laurent, tome XVII, n° 572.

(3) Jur. Gén. Dalloz, au mot Obligations ; n° 1774 (note 4).

octobre 1937 (D. H. 1937, p. 578) précise « que si le Juge doit tenir compte des circonstances économiques pour apprécier humainement la situation du débiteur, il ne saurait pour cela perdre de vue les intérêts non moins respectables du créancier ; qu'il doit se montrer circonspect dans l'octroi des délais et ne les accorder que si le débiteur a fait des efforts réels pour se libérer... s'il apparaît aussi que les délais permettront au débiteur de se relever tout en faisant face à ses engagements et que ces délais n'auront pas, au contraire, pour effet d'aggraver à la fois la situation du créancier et celle du débiteur ».

III. — POUVOIRS DES JUGES

1. Les juges, écrivent Carré et Chauveau, doivent agir comme le ferait un créancier « qui aurait assez d'humanité et de raison pour faire à l'égard d'un débiteur malheureux, tout ce qui peut être avantageux à celui-ci, sans toutefois compromettre évidemment la sûreté de la créance qu'il porte sur lui » (1).

Quels sont exactement les moyens dont les Juges disposent pour mener à bonne fin la tâche délicate qui leur est confiée ?

Ils jouissent d'un pouvoir discrétionnaire pour apprécier la « position du débiteur, ses malheurs, sa bonne foi, sa bonne volonté, les ressources qui lui restent encore, sa gêne plus ou moins momentanée, les mesures par lui prises pour exécuter l'obligation, l'exécution partielle qu'il en aurait déjà fournie, les sûretés dont le créancier est muni » (2), et partant pour lui accorder ou lui refuser des

(1) Carré & Chauveau, tome I, quest. 521.

(2) Demolombe, tome XXV, n° 599.

délais de grâce. Le législateur leur a donné toute latitude. Ils ne sont redevables de l'exercice de ce pouvoir qu'à leur seule conscience et n'ont même pas à motiver leur refus.

Ainsi en ont décidé de nombreux arrêts. « Les Tribunaux sont souverains pour décider s'ils doivent, conformément à l'article 1244, suspendre le droit du créancier d'exercer des poursuites contre son débiteur ». (Req. 8 novembre 1892, D. P. 1893-1-33). « Le pouvoir conféré aux Juges par l'art. 1244 d'accorder au débiteur un délai de grâce est purement discrétionnaire et, par suite, il n'est pas besoin que le rejet des conclusions dans lesquelles ce délai est demandé soit motivé ni même prononcé d'une manière expresse, le silence des Juges prouve suffisamment leur volonté de ne pas donner au débiteur un pareil délai ». (C. Cass. Req. 7 juin 1859, D.P. 1860-1-21).

La Cour de Cassation elle-même ne se reconnaît pas le droit de modifier les décisions rendues de ce chef par les Juges. Elle considère que ce pouvoir discrétionnaire échappe à son contrôle (1). Les parties qui s'estiment lésées par les décisions des Juges n'ont à leur disposition que les voies de recours ordinaires : appel ou opposition s'il s'agit d'un jugement, appel seulement s'il s'agit d'une ordonnance de référé, de telles ordonnances n'étant pas, aux termes de l'article 809 du Code de Procédure civile, susceptibles d'opposition.

2. Liberté entière est laissée aux Juges dans le choix des moyens pour mieux faciliter au débiteur l'exécution de ses engagements. Ils peuvent, non seulement lui accorder un délai pour le paiement du total de la dette, mais

(1) Aubry & Rau, tome IV, par. 319, note 20

encore en diviser le fardeau, si toutefois celle-ci est divisible, en plusieurs parties payables à des échéances différentes, afin de lui en rendre la charge plus légère. De tels pouvoirs résultent de l'article 1244 lui-même. Après avoir posé le principe de l'indivisibilité du paiement, le Code civil y apporte immédiatement une exception : « les juges peuvent néanmoins... ». S'il en était autrement, comment d'ailleurs expliquer l'orthographe du mot « délais » que le législateur a eu soin de mettre au pluriel. Les Travaux Préparatoires sont dans ce sens. Treilhard y précise que « les juges condamnent pour la totalité, mais qu'ils graduent les termes du paiement ». La rédaction primitive de l'article 1244 prévoyait d'ailleurs la faculté pour les Juges de diviser le paiement, si le texte a été finalement modifié, l'esprit qui l'avait conçu est resté le même. On trouve, dans notre Ancien Droit, des vestiges de ce pouvoir des Juges ; Dumoulin rapporte qu'il a vu, dans la pratique, diviser l'obligation en faveur des débiteurs pauvres et malheureux pour leur faciliter le paiement (1).

3. Pour obtenir des délais de grâce, les débiteurs poursuivis doivent prier humblement les Juges d'avoir pitié de leur infortune. Cette humiliation peut même leur être épargnée. Si tel est leur bon plaisir, les Juges accorderont d'office des délais de grâce aux débiteurs qui n'en sollicitent point. C'est du moins ce qu'on déduit du caractère d'ordre public de l'institution et aussi des termes de l'article 125 du Code de Procédure civile qui prévoit précisé-

(1) Pothier lui-même déclare que « la règle que le créancier ne peut être obligé à recevoir par partie ce qui lui est dû, tant que la dette n'est pas encore divisée, reçoit exception... lorsqu'en considération de la pauvreté du débiteur, le Juge l'a ordonné ainsi par un jugement de condamnation ». (*Traité des Obligations*, tome II, n° 500.)

ment le cas où des délais sont accordés par les Tribunaux aux défendeurs défailants, dans l'impossibilité, par conséquent, de demander des délais.

On avait autrefois cherché à esquiver cette solution en prétendant que cet article ne visait à proprement parler ni le défaut faute de comparaître, ni le défaut faute de conclure, mais un défaut en quelque sorte intermédiaire où le défendeur, après avoir conclu et requis délai, aurait fait défaut à plaider. Explication bien fantaisiste car ce prétendu défaut n'en était pas un et qu'un jugement rendu dans de telles conditions aurait été bel et bien contradictoire (1).

On a même invoqué un argument d'apparence plus juridique. Les Juges, en accordant des délais qu'on ne leur demande pas, outrepassent les bornes de leur compétence ; ils doivent statuer « omnia petita » mais non pas « ultra petita ». La règle invoquée porte à faux, car l'article 150 du Code de Procédure civile qui vise les jugements par défaut, permet aux Juges, après avoir examiné les conclusions du demandeur, de les admettre ou rejeter suivant qu'elles leur apparaissent ou non justes et vérifiées. S'il peut les admettre en totalité, au nom de quel principe s'opposerait-on à ce qu'ils ne le fassent qu'en partie, en accordant des délais au défendeur défailant. Qui peut le plus, peut le moins.

4. Dans la pratique, le créancier poursuit souvent son débiteur, en vertu d'un acte notarié qui, revêtu de la formule exécutoire, lui permet de saisir directement les biens de ce dernier sans avoir à recourir à l'intervention des

(1) Jur. Gén. Dalloz, au mot Jugement, n° 453.

Juges. Le débiteur peut alors faire opposition aux poursuites et saisir le Tribunal ou le Juge des référés, mais ceux-ci ont-ils le pouvoir de surseoir à ces poursuites ?

La question est très délicate. On comprend que les Tribunaux, maîtres de leurs décisions, accordent des sursis à l'exécution des jugements qu'ils prononcent ; on est bien obligé d'admettre que le Juge des référés peut surseoir à l'exécution des jugements ou arrêts qui ne sont pas son œuvre, puisque le législateur lui donne expressément ce droit ; mais, ces mêmes Juges pourront-ils encore surseoir à l'exécution lorsque le titre en vertu duquel le créancier poursuit n'émane plus de leur autorité, mais du pouvoir exécutif ?

Le problème s'est posé au lendemain du Code civil. La doctrine s'était d'abord ralliée, en général, à la thèse restrictive : les Juges ne pouvaient suspendre les poursuites faites en vertu d'un acte notarié. Sous la pression de la Jurisprudence, elle a fini par abandonner ses idées premières et il est admis depuis longtemps, bien avant les réformes récentes, que les juges peuvent accorder des délais même si les poursuites sont exercées en vertu d'un acte notarié (1). La loi du 25 mars 1936, en donnant au Juge des référés la même faculté qu'aux Tribunaux, lui a ainsi permis d'intervenir à son tour dans de telles circonstances. Et pourtant les arguments invoqués par les partisans de la thèse restrictive ne manquaient pas d'être séduisants.

On ne pouvait, disaient-ils, permettre au pouvoir judiciaire de violer aussi ouvertement l'autorité du pouvoir exécutif dont émanait la formule exécutoire. C'était faire

(1) En ce sens : Larombière, t. III, n° 23 ; Demolombe, t. XXV, n° 598 et s. ; Aubry & Rau, t. IV, par. 319, note 29 ; Laurent, t. XVII, n° 579 ; Baudry-Lacantinerie & Barde, t. II, n° 1489 ; Planiol & Ripert, t. VII, n° 1019.

fi du principe de la séparation des pouvoirs. Ils invoquaient encore l'article 122 du Code de Procédure civile qui, prétendaient-ils, rectifiait l'article 1244 ; les Juges ne pouvaient accorder de délais que par le jugement même qui statuait sur la contestation, comment auraient-ils pu le faire, en l'occurrence, puisque le créancier agissait directement par la voie de l'exécution parée sans qu'ils aient à prononcer la moindre condamnation ? Ils utilisaient même l'article 2212 du Code civil ; cet article prévoyait à **titre exceptionnel et sous certaines conditions**, l'octroi par les Juges d'un délai d'un an en matière d'expropriation forcée ; comme celle-ci pouvait être poursuivie en vertu d'un acte notarié (l'art. 2212 semble viser ce cas, puisqu'il parle de baux authentiques), on en arrivait à conclure que le dit article permettant aux Juges de suspendre les poursuites de saisie immobilière intentées en vertu d'un acte notarié, constituait une exception à la règle générale. Enfin, les Travaux Préparatoires venaient couronner la théorie. Lors de l'élaboration de l'article 1244, un premier projet avait été présenté dans lequel le Juge avait la faculté de diviser le paiement, à la fois en considération de la position du débiteur et en cas de contestation de la dette. Au cours de la discussion au Tribunal, la suppression de ce deuxième alinéa fut votée. L'orateur du gouvernement aurait alors dit notamment « ...ou le titre est exécutoire ou il ne l'est pas, dans le premier cas le Juge ne peut arrêter l'exécution, dans le second l'exécution est suspendue de plein droit dès qu'il y a contestation ».

Quelques arrêts anciens avaient admis cette solution (Cour de Pau, 26 novembre 1807, Cour de Bruxelles, 18 juin 1812), mais la Jurisprudence a réagi très vite et de

nombreux arrêts sont venus consacrer la thèse adverse (1). Citons en particulier deux arrêts de la Cour de Cassation, l'un du 1^{er} février 1830 (D. P. 1830-1-127) : « L'art. 1244 qui permet aux Juges d'accorder des délais aux débiteurs ne fait aucune distinction entre le cas où la dette est établie par acte authentique et celui où elle résulte d'un acte sous seings privés », l'autre plus récent du 8 novembre 1892 (D.P. 1893-1-33) : « L'art. 1244 qui permet d'accorder des délais aux débiteurs est applicable, que la dette soit constatée par un acte notarié ou par un acte sous seings privés ».

De quels arguments la Jurisprudence s'est-elle servie pour réfuter la thèse restrictive ? Ils sont légion, nous ne citerons que les principaux. Le texte même de l'article 1244 ne fait aucune distinction, il parle des poursuites en général : « Les Juges peuvent... surseoir l'exécution des poursuites, toutes choses demeurant en état ». Pourquoi faire entre les différentes sortes de poursuites, des distinctions que le législateur n'a pas voulu envisager ? En quoi les Juges violeraient-ils le principe de la séparation des pouvoirs ? Ce ne peut être en appliquant la loi, le pouvoir législatif ne s'impose-t-il pas d'ailleurs aux pouvoirs exécutif et judiciaire ? Pourquoi invoquer l'art. 122 du Code de Procédure civile ? Il ne fait que régler l'exercice des pouvoirs des Juges et rien autre chose. Il est d'ailleurs inexact d'affirmer que le Juge n'a pas en l'occurrence de condamnation à prononcer ; il peut surgir, et en fait cela arrive souvent, des difficultés entre les parties, même lorsque les conventions sont constatées par acte notarié et les Juges auront parfois à résoudre ces difficultés. L'article

(1) C. d'Alger, 17 février 1864, D. P. 1864-5-276 ; C. de Paris, 2 août 1849, D. P. 1850-2-238.

2212 ? mais si l'on veut en faire une interprétation tendancieuse, pourquoi ne pas la faire dans l'autre sens et dire que cet article vise précisément le cas général, mais qu'en matière de saisie immobilière l'octroi et la durée des délais sont soumis à certaines conditions ?

Restent les travaux préparatoires. Nous avons déjà eu l'occasion de nous montrer sceptiques sur la portée qu'il convient de leur attribuer. Comment expliquer que Jaubert, développant lui aussi la pensée des rédacteurs du Code civil et justifiant l'art. 1244 devant le Corps législatif, présente cet article comme un moyen d'éviter « les calamités publiques attachées à l'expropriation forcée » (1), alors que celle-ci ne peut être poursuivie qu'en vertu d'un acte exécutoire : acte notarié ou jugement ? Comment concilier ces deux déclarations ? Leur contradiction démontre à l'évidence la valeur de certains travaux préparatoires.

Nous n'avons examiné que le texte de la loi, mais il y en a aussi l'esprit qui milite en faveur de la thèse extensive. Le législateur a voulu sauver le débiteur malheureux de la ruine ; pour atteindre son but, il a permis aux Juges de violer la loi des parties qu'il jugeait pourtant aussi respectable que la loi elle-même. Comment admettre qu'il n'ait pas permis de secourir le débiteur, précisément au moment où, par des poursuites immédiates et rapides, le créancier peut saisir et faire vendre ses biens. La loi a été faite pour le débiteur, quoi de plus naturel que de l'interpréter en sa faveur.

Concevrait-on encore quelques doutes que la loi du 25 mars 1936 viendrait vite les dissiper. Le texte qu'elle ajoute

(1) Jaubert, rapport n° 16, Locré, t. VI, page 208.

au deuxième alinéa de l'art. 1244 vise avec plus de précision encore le cas de suspension des poursuites, sans faire entre elles la moindre distinction.

5. A ces pouvoirs exorbitants des Juges, le Code civil avait posé une limite toute morale, mais qui, à l'expérience, s'était révélée particulièrement efficace : les Juges n'en devaient user qu'avec la plus grande réserve et n'accorder aux débiteurs que des délais modérés. Il avait fait confiance aux Juges pour n'y recourir que dans les cas graves, alors que tout autre moyen s'avérerait impuissant. A dessein, pour rendre plus souple son système et l'adapter aux circonstances les plus variées, le législateur n'avait pas voulu fixer de limites quant à la durée des délais qui pourraient être accordés. Il s'en était encore remis aux Juges.

A l'époque, certains auteurs parmi lesquels il faut naturellement citer Toullier, qui ne manquait jamais d'exhaler sa mauvaise humeur, chaque fois qu'il traitait le sujet des délais de grâce, s'émurent de l'étendue des pouvoirs ainsi confiés aux Juges. L'ordonnance de 1669, si elle leur avait permis autrefois d'entraver la libre exécution des contrats, avait eu au moins le mérite de fixer une limite maxima de trois mois qu'en aucun cas, ils ne pouvaient dépasser. Ainsi avait-on au moins mis un terme à l'« arbitraire effrayant des Juges » (1). Ces mêmes auteurs avaient été plus loin et, pressés de combler ce qu'ils tenaient pour une lacune, pris prétexte de l'art. 2212 du Code civil, qui prévoit, nous l'avons vu, l'octroi par les Juges d'un délai d'un an, en matière de saisie immobilière, pour limiter à ce même délai d'un an, les pouvoirs des Juges. Rien, à vrai dire, ne

(1) Toullier-Duvergier, livre III, titre III, n° 657.

pouvait justifier l'extension, la portée générale qu'on voulait donner à cette disposition ; la procédure de saisie immobilière était une procédure toute spéciale qui obéissait et obéit encore à des règles particulières, cela aurait été commettre une grave erreur que de vouloir les généraliser.

Les Tribunaux s'étaient d'ailleurs montrés dignes de la confiance que le Code civil avait fondée sur eux. Ils n'avaient pas dans l'ensemble abusé de leurs pouvoirs. Si l'on pouvait citer de-ci de-là quelques jugements dans lesquels, par faiblesse, les Juges s'étaient laissés aller à accorder des délais exagérés, les Cours d'Appel les avaient ramenés, la plupart du temps, à de justes proportions. La durée des délais était d'ailleurs des plus variables, elle allait de quelques mois à plusieurs années.

La sagesse des dispositions du Code civil a paru, il faut le croire, insupportable au législateur moderne. Trop nombreux étaient les débiteurs qui sollicitaient un adoucissement aux misères profondes dans lesquelles, qui, la crise économique, qui, leurs propres fautes, les avaient jetés. Une première réforme, le 25 mars 1936, avait donné au Juge des référés les mêmes pouvoirs qu'aux tribunaux, mais cette loi restait dans le cadre de l'ancien article 1244. Les Juges, toujours liés par les termes restrictifs de cet article, respectueux aussi de la doctrine traditionnelle, ne pénétraient dans le domaine des conventions privées qu'avec la plus grande réserve, de peur d'y apporter de trop grandes perturbations. Ils ne faisaient qu'un usage parcimonieux de ces dispositions favorables aux débiteurs et n'accordaient que des délais modérés, qui n'excédaient pas la plupart du temps six mois, délais bien insuffisants devant les nécessités de l'heure.

Aussi, le 20 août 1936, le législateur a-t-il rompu brutalement avec la tradition ancienne. Désormais les Juges n'ont plus besoin d'agir avec grande réserve, il leur faut seulement tenir compte de la situation économique. Ils n'ont plus à se soucier de n'accorder que des délais modérés, mais seulement à « emprunter aux circonstances la mesure des délais qu'ils octroient ». C'est là une de ces expressions magnifiques, une de ces belles phrases aussi sonores que vides de sens, où excellent certains de nos parlementaires. Voilà, en tout cas, les Juges placés devant un cruel dilemme. Quels vont être leurs éléments d'appréciation quant à l'octroi et à la durée des délais ? La situation économique ? Ils ne sont pas, par leur carrière, très familiarisés avec les notions économiques, les spécialistes eux-mêmes sont, sur ces questions brûlantes, en continuelle discussion. Les circonstances ? On ne pouvait trouver de termes plus vagues. Il est des circonstances qui peuvent nécessiter des délais de plusieurs mois, d'autres des délais de plusieurs années. Où les Juges vont-ils s'arrêter ? Toutes les audaces leur sont permises, n'est-ce point la porte ouverte à l'arbitraire ?

Le législateur s'est d'ailleurs bien rendu compte de l'inanité de sa formule puisque, après ces grandes déclarations, il fixe néanmoins à une année la durée maxima des délais que les Juges pourront accorder. Ce n'était vraiment pas la peine de bouleverser toutes les données anciennes pour, en définitive, limiter les pouvoirs des Juges à un an. Ce délai d'un an était d'ailleurs celui fixé par la loi du 25 mars 1936 et pendant lequel il pouvait être sursis, à titre exceptionnel, aux poursuites exercées contre les débiteurs du Crédit Foncier. Certains avaient prétendu alors que ce délai visait non seulement les débiteurs du Crédit Foncier, mais

tous les débiteurs, ce qui n'était certainement pas à ce moment-là l'intention du législateur.

Cette nouvelle disposition constitue, à notre avis, un véritable recul. Pendant 130 ans, on a fait confiance aux Juges pour fixer la durée des délais à accorder aux débiteurs. On leur retire maintenant cette confiance sans raison valable. On critique l'Ancien Droit, mais que fait-on sinon y revenir ; les délais de grâce de l'ancien droit, avaient, eux aussi, un plafond qui ne pouvait être dépassé : cinq ans pour les lettres de répit, six mois pour les lettres d'Etat, trois mois pour les simples surséances.

Mieux, on arrive à un résultat inverse de celui qu'escomptait le législateur. Il voulait augmenter les pouvoirs des Juges, la simple lecture des travaux préparatoires en est une preuve manifeste. Quelques députés ont même été jusqu'à demander qu'on substitue dans l'art. 1244 aux mots « les Juges peuvent... », « les Juges doivent » ; le rapporteur de la loi s'est d'ailleurs refusé à une telle modification, qui aurait eu pour conséquence, de créer un véritable moratoire au profit de tous les débiteurs. C'est donc une extension des pouvoirs des Juges que les Parlementaires appelaient de tous leurs vœux. A quoi ont-ils abouti ? à rien autre, semble-t-il, qu'à diminuer ces pouvoirs. Sous le régime de la loi du 25 mars 1936, le Juge des référés n'accordait que des délais modérés, mais comme nous le verrons, il pouvait les renouveler, s'il estimait toutefois ce renouvellement compatible avec la prudence et la modération que lui recommandait la loi. Avec la loi nouvelle, il est tenu de respecter la limite maxima d'un an ; ses pouvoirs sont alors épuisés et il ne peut plus renouveler les délais de sa propre autorité. Le décret du 25 août 1937 est venu confirmer cette opinion, en permettant exceptionnel-

lement aux Juges de renouveler les délais pour un an. On a ainsi enlevé aux débiteurs un cheval borgne, pour leur donner, en échange, un aveugle.

6. Toujours pour retenir les Juges sur la pente glissante de l'indulgence, l'article 122 du Code de Procédure civile les contraint, lorsqu'ils accordent des délais, à énoncer dans leurs jugements les motifs de leurs décisions. Cette disposition, qui n'est d'ailleurs qu'une application du principe général posé par la loi du 20 avril 1810, est excellente dans son principe ; elle oblige les tribunaux à un examen attentif de la situation du débiteur. Ils n'accordent ainsi des délais que pour des motifs sérieux, bien définis, ou qui du moins en ont toute l'apparence. Le Juge des référés ne pourra mieux faire que s'inspirer à son tour de ces sages principes en accordant des délais. Il ne faut pas d'ailleurs s'exagérer la portée de cette limitation. Les Juges, en fait, seront souvent trompés. Ils n'ont pas toujours à leur disposition des moyens de contrôle efficaces. Leurs intentions généreuses les entraîneront plus loin parfois que ne l'aurait voulu la stricte justice. Ils seront enclins à croire sur parole tous les débiteurs qui auront quelques motifs semblant sérieux à invoquer à l'appui de leur demande. Ils ne feront que les transcrire dans leurs décisions sans, le plus souvent, en avoir pu vérifier le bien fondé.

Le défaut de motifs n'entraînerait pas, semble-t-il, la nullité du jugement ou de l'arrêt, mais seulement celle de la partie du dispositif qui accorde le sursis.

7. En dehors de cette disposition plus théorique que pratique, l'article 122 du code de Procédure civile en ren-

ferme une autre autrement grave qui vient encore limiter les pouvoirs des Tribunaux. « Dans tous les cas où les Tribunaux peuvent accorder des délais pour l'exécution de leurs jugements, ils le feront par le jugement même qui statuera sur la contestation ». Cette disposition, autrefois lourde de conséquences, n'en a plus guère aujourd'hui depuis que le Juge des référés peut, par simple ordonnance et en tout état de cause, accorder des délais aux débiteurs malheureux poursuivis par leurs créanciers. Ceux-là ont désormais un moyen élégant de la tourner en s'adressant non plus aux Tribunaux, mais au Juge des référés, tant et si bien que le rôle que jouent maintenant les Tribunaux, autrefois seuls dispensateurs des faveurs de la loi, tend à devenir de plus en plus faible. Il n'empêche que la règle posée par l'article 122 existe toujours et que les Tribunaux et Cours d'Appel y sont encore soumis. Il importe d'en voir rapidement les conséquences.

Aux termes de cet article, les Tribunaux et Cours d'Appel étaient et sont encore liés par la première décision qu'ils ont rendue. Si le débiteur leur paraissant mériter quelque faveur, ils lui ont accordé des délais dans leur première décision, le même débiteur ne pourra plus ensuite pour la même dette en obtenir d'autres. Si, par contre, ils n'ont pas cru devoir accorder des délais, ils ne pourront plus ensuite le faire ultérieurement, toujours pour la même dette, quelle que soit devenue entre temps la « position du débiteur ». Leurs pouvoirs se trouvent ainsi épuisés par le premier usage qu'ils en font. Ils ont examiné la situation du débiteur une fois pour toutes, peu importent les modifications qui peuvent survenir par la suite. Ils ne pourraient revenir sur leur décision première que si celle-ci avait été rendue par défaut. Encore n'y a-

t-il pas là exception à la règle puisque la jurisprudence considère comme anéanti dans ses effets le jugement de défaut auquel il a été fait bonne et valable opposition. Le débiteur qui se sera laissé surprendre par un jugement de condamnation pourra, sur opposition, obtenir des délais que les Juges, ignorants de sa véritable situation, ne lui avaient pas accordés la première fois. Aubry et Rau commentent ainsi cette disposition : « Le Juge ne peut donc accorder de délais de grâce que par le jugement par lequel il prononce une condamnation, ou rejette soit une opposition faite à des poursuites exercées en vertu d'un acte d'exécution, soit l'opposition formée à un jugement par défaut qu'il aurait précédemment rendu » (1).

Cette règle se justifiait et se justifie encore théoriquement, car le jugement rendu dessaisit le Juge, « lata sententia, desinit judex esse judex ». Réclamer un second délai équivaldrait à demander un deuxième jugement dans la même affaire et serait ainsi faire échec au principe de l'autorité de la chose jugée. Elle se justifiait pratiquement, car les auteurs du Code civil n'avaient pas voulu retomber dans les erreurs de l'Ancien Droit ; les débiteurs, s'ils avaient pu recourir indéfiniment aux Juges pour obtenir de nouveaux délais, seraient arrivés à se soustraire à leurs obligations. C'était, pensait-on alors, aller à l'encontre même du but poursuivi par le délai de grâce qui, s'il apportait une entorse qu'on voulait légère, à l'exécution des obligations, était avant tout accordé au débiteur pour faciliter cette exécution elle-même. Le favoritisme dont le législateur moderne entoure

(1) Aubry & Rau, t. IV, par. 319 ; en ce sens : Larombière, t. III, n° 34 ; Demolombe, t. XXV, n° 596 ; Laurent, t. XVII, n° 578 ; Baudry-Lacantinerie & Barde, t. II, n° 1488.

les débiteurs ne s'est guère embarrassé de ces considérations pratiques.

Une abondante jurisprudence interprétait aussi l'article 122. « Ils (les Juges) ne peuvent accorder des délais nouveaux ou proroger les délais anciens et enlever ainsi à l'une des parties le bénéfice d'une disposition qui lui est acquise » (Cour de Nancy, 3 juin 1871, D.P. 1871-5-347). Même solution s'il s'agit non plus d'un jugement mais d'une sentence arbitrale revêtue de l'exequatur. (Cour de Paris, 2 décembre 1871, D.P. 1872-2-71). Par contre, la clôture d'un ordre par le procès-verbal du Juge ne fait pas obstacle à ce que le Tribunal accorde ensuite des délai (C. de Colmar, 26 nov. 1849, D.P. 1852-2-56) ; solution toute naturelle puisque le Juge aux ordres n'est pas compétent pour accorder des délais et que c'est le Tribunal saisi par le débiteur qui statuera sur sa demande. Un arrêt de la Cour de Bordeaux du 29 juin 1827 est plus explicite encore et ses motifs méritent d'être cités : « L'article 122 ne fait que régler le mode d'après lequel les Juges doivent user de la faculté exorbitante que leur accorde l'art. 1244... ils ne sauraient sans excès de pouvoir, accorder des délais par des jugements postérieurs au jugement de condamnation, ils contreviendraient à la règle qui prohibe aux Juges de modifier ou réformer leurs décisions... ils enfreindraient l'autorité de la chose jugée en métamorphosant une obligation immédiatement exigible d'après le premier jugement en une obligation à terme » (1).

Entendons bien que l'article 122 ne s'oppose nullement à ce que les parties qui se croient lésées par les déci-

(1) Jur. Gén. Dalloz au mot Jugement, n° 454 (2).

sions des premiers Juges ne relèvent appel. Il ne rentrait certes pas dans l'intention du législateur de 1804 de priver les justiciables des garanties que leur donnait la hiérarchie judiciaire. Seuls les débiteurs condamnés en vertu d'une décision définitive ne pouvaient plus obtenir de délais.

Autre conséquence de l'article 122 : si les tribunaux ne peuvent modifier les décisions qu'ils ont eux-mêmes rendues, à plus forte raison ne peuvent-ils modifier celles rendues par les Tribunaux d'un autre ordre, tribunaux de commerce ou autres tribunaux d'exception, ou même d'un degré supérieur au leur.

L'article 122 apparaît ainsi comme une application du grand principe de l'autorité de la chose jugée. Il n'apporte aujourd'hui, comme il n'apportait autrefois de restrictions aux pouvoirs des Juges que lorsque les conditions posées par l'article 1351 du Code civil sont réunies.

En habilitant le Juge des référés à accorder à son tour des délais de grâce, la loi du 25 mars 1936 a porté un coup mortel à ce principe.

C'était en définitive, nous venons de le voir, le principe de l'autorité de la chose jugée qui s'opposait à ce que les Tribunaux et Cours d'Appel modifiassent leurs décisions, pareil raisonnement devient inapplicable dès l'instant qu'il s'agit d'une ordonnance de référé. Celle-ci ne peut préjudicier au principal, ne possède qu'un caractère provisoire et n'a pas l'autorité de la chose jugée. Il ne peut donc être question pour elle de faire échec à ce principe. Rien n'empêche donc le Juge des référés de rétracter ses ordonnances ; rien ne s'oppose à ce qu'il renouvelle les délais primitivement accordés, ni à ce qu'il octroie, par une seconde ordonnance, des délais qu'il avait refusés

la première fois, s'il estime que depuis les circonstances ont changé et qu'elles sont maintenant favorables au débiteur. Au cours des Travaux Préparatoires de la loi du 25 mars 1936, la question du renouvellement des délais avait été posée. Un amendement avait même été proposé par M. Camille Planche, le 26 février 1936 ; il portait que les délais pourraient être renouvelés si la nécessité s'en faisait sentir. On ne retrouve pas trace de cet amendement dans la loi, le législateur l'a jugé complètement inutile.

Le Juge des référés est toutefois tenu, comme les autres juridictions, aux termes de la loi du 20 août 1936, de ne pas dépasser la limite d'un an. Encore cette limite, comme nous l'avons dit, a-t-elle été reculée d'une année par le décret du 25 août 1937 qui précise que « à titre provisoire et pendant une année à dater de la promulgation du décret, tout débiteur qui a déjà obtenu, en vertu de l'art. 1244, des délais atteignant une année, peut obtenir le renouvellement de ces délais pendant une période qui ne pourra excéder un an ».

Le législateur ne s'est pas arrêté là. On aurait pu croire que le Juge des référés, libre de revenir sur ses propres décisions, dût au moins respecter celles rendues par les Tribunaux. Il paraissait même choquant qu'il pût en être autrement. Mais qu'importent les principes au législateur devant la détresse de ses électeurs. Les circonstances économiques étaient si changeantes qu'un débiteur pouvait se trouver, au lendemain d'une décision définitive rendue contre lui, dans une situation toute autre qu'au moment où celle-ci avait été rendue. Allait-on abandonner ces débiteurs déshérités, victimes de la crise économique, à leur triste sort ? L'Etat, providence des faibles et des

malheureux, ne le pouvait pas. Il a suffi de quelques mots insérés dans la loi du 25 mars 1936 pour sauver leur situation. « En cas d'urgence, la même faculté appartient en tout état de cause au Juge des référés ».

Qu'est-ce à dire sinon que désormais, comme le fait remarquer au « Recueil Dalloz », dans son étude sur les travaux préparatoires de la loi du 25 mars 1936, M. Leloir, ce pouvoir pourra être exercé « même après la condamnation à payer, par une décision définitive, passée en force de chose jugée, rendue contre le débiteur » ? (1). Concevrait-on encore quelques doutes que le rapport de M. le Garde des Sceaux, préambule au décret-loi du 25 août 1937, tendant à accorder des délais aux débiteurs malheureux et de bonne foi, se chargerait de les dissiper : « En vertu des lois des 25 mars et 20 août 1936, les débiteurs malheureux et de bonne foi ont actuellement la possibilité d'obtenir, par la voie de la procédure simplifiée du **référé**, des délais de grâce, « en tout état de cause », c'est-à-dire même après le jugement définitif et au cours de la procédure d'exécution » (2).

Ainsi, ce que ni le Tribunal, ni la Cour d'appel ne pouvaient faire, le Juge des référés le fera. Les Tribunaux ne sont plus maîtres de leurs décisions, une fois qu'ils les ont rendues, leur sort est entre les mains du Juge des référés. Juge d'exception, celui-ci paralysera à son gré l'exécution des jugements ou arrêts devenus définitifs ! On avait cru jusqu'ici que la hiérarchie judiciaire était une garantie de bonne et saine justice ; c'était, sans doute, une erreur impardonnable ; un Juge des référés sait mieux qu'une

(1) G. Leloir : *Etude sur les Travaux Préparatoires de la loi du 25 mars 1936*, D. P. 1936-4-108

(2) D. P. 1937-4-242.

Cour d'appel s'il convient ou non d'accorder des délais ! A quelque moment que se présente le débiteur malheureux et de bonne foi, ou du moins reconnu comme tel, qu'il soit poursuivi en vertu d'un acte notarié ou d'une décision définitive, que l'exécution soit ou non commencée, le Juge des référés lui fera bon accueil et compatira à ses malheurs en lui accordant des délais.

Le législateur ne pouvait user de termes plus larges pour faciliter l'action du Juge des référés. Aussi l'interprétation de la loi ne semble pas avoir fait de difficultés dans la jurisprudence. Les Juges des référés ont accordé des délais aux débiteurs poursuivis, sans se préoccuper si ces poursuites étaient intentées en vertu d'un jugement ou de tout autre titre exécutoire. Les recueils de jurisprudence ne rapportent sur ce point que peu de décisions. Citons cependant un passage d'un arrêt de la Cour de Paris du 8 juillet 1936 (D.H. 1936, p. 543), qui nous paraît assez significatif. « Considérant qu'il échet de constater qu'en vertu d'un principe incontesté, les dispositions de la nouvelle législation qui concernent les voies d'exécution sont rétroactives, en ce sens qu'elles doivent être considérées comme régissant les poursuites faites ou continuées sous leur empire, alors même que l'obligation dont on réclame l'exécution aurait pris naissance sous la législation antérieure, en vertu d' « *un contrat ou d'un jugement* »... Citons encore un arrêt de la Cour de Besançon du 21 juin 1937 (D.H. 1937, p. 446), qui confirme l'ordonnance d'un Juge des référés, accordant des délais en matière d'assurances sociales, malgré une décision définitive de la commission cantonale des assurances sociales.

Nous avons relevé cependant une curieuse décision rendue par M. le Président du Tribunal civil de Strasbourg,

le 20 mai 1936 (D.H. 1936, p. 423), très peu de temps par conséquent après la loi nouvelle, dont les attendus méritent d'être reproduits : « La loi du 25 mars 1936 confère au Juge des référés les pouvoirs détenus auparavant par le seul Tribunal ; le Juge n'en doit user qu'avec grande réserve. Tout ce qui touche au délai de grâce doit être interprété d'une manière restrictive, le droit du Tribunal constituant une dérogation exceptionnelle au principe que le débiteur ne peut point forcer le créancier à recevoir divisément le paiement... La jurisprudence a toujours contesté à un Tribunal la faculté d'octroyer un délai de grâce lorsque le créancier agit en vertu d'un titre exécutoire, consistant en un jugement passé en force de chose jugée. En donnant au mot cause un sens étroit, on peut estimer que la loi du 25 mars 1936, quand elle accorde au Juge des référés la faculté d'accorder des délais de grâce, « en tout état de cause », suppose qu'il y a encore une chose à juger, ce qui n'est plus le cas lorsque le jugement a un caractère définitif ».

Tout en reconnaissant l'ingéniosité du raisonnement auquel se livre le Tribunal de Strasbourg, la solution qu'il donne ne nous semble pas devoir être suivie et ne l'a pas été en fait. A supposer même qu'en dépit des travaux préparatoires pourtant si clairs de la loi du 25 mars 1936, on ait pu, sous l'empire de cette loi, accepter un instant une telle interprétation, elle est à notre avis devenue insoutenable depuis la loi du 20 août 1936. Il n'est certes plus question à l'heure présente de « grande réserve », ni de donner aux textes concernant les délais de grâce un « sens étroit ». Le législateur veut au contraire que les Juges fassent de la loi l'interprétation la plus large ; c'est même dans cette intention qu'il a voulu apporter un frein à leurs initiatives en leur imposant la limite d'une année

D'ailleurs, le fait de donner aux Juges le pouvoir d'accorder des délais aux débiteurs poursuivis, même en vertu d'une décision définitive, ne présente pas, et c'est malheureux pour les principes juridiques, un caractère si exceptionnel. Un décret-loi du 30 octobre 1935, relatif au délai de grâce en Algérie, avait donné aux Juges ces mêmes pouvoirs pour remédier à la crise algérienne. Ne semble-t-il pas naturel que, pour lutter cette fois contre la crise économique métropolitaine, le législateur ordonne des mesures analogues ?

On voit tous les avantages que va trouver le débiteur à s'adresser au Juge des référés. Comment, ayant le choix de saisir, à son gré, le Tribunal ou le Juge des référés, ne jetterait-il pas son dévolu sur cette dernière juridiction qui, en plus des avantages d'économie et de rapidité qu'elle présente, sera de beaucoup la plus généreuse ?

Aussi, les demandes de délais ont-elles été nombreuses dès le lendemain de la loi du 25 mars 1936. Les Juges se sont montrés très larges. L'atmosphère était, par ailleurs, si favorable au débiteur qu'ils ne pouvaient guère faire autrement. Les premiers délais expirés, on en a demandé d'autres ; c'est tellement plus facile que de payer ses dettes. Les abus sont à craindre, ils sont même parfois flagrants. Si quelques réclamations s'élèvent, elles sont bien vite étouffées par le concert de remerciements qui seul parvient aux oreilles du législateur. On peut s'étonner pourtant que ce soit précisément ceux qui se sont montrés les plus acharnés à dénoncer les abus de notre ancien droit, qui multipliait les délais en faveur des puissants du jour, qui aujourd'hui sont les ardents défenseurs de mesures absolument identiques. Seuls les bénéficiaires ont changé et ils ont le grave défaut d'être plus nombreux ; l'économie de la France s'en ressent.

CHAPITRE IV

Effets du délai de grâce

I. — OBLIGATIONS SIMPLES

1. Le délai de grâce met le débiteur provisoirement et pendant toute sa durée, à l'abri des poursuites de ses créanciers. Ceux-ci ne peuvent désormais se livrer à aucun acte d'exécution, leurs droits sont en quelque sorte paralysés. A la faveur de cette accalmie, le débiteur va mettre de l'ordre dans ses affaires et exécuter ses engagements au mieux de ses propres intérêts aussi bien que de ceux des créanciers. Toutes les poursuites engagées sont suspendues. L'article 1244 du Code civil prend même le soin, depuis les réformes récentes, de le répéter à deux reprises : « Les Juges peuvent néanmoins... et surseoir à l'exécution des poursuites, toutes choses demeurant en état » et plus loin : « s'il est sursis à l'exécution des poursuites, les délais fixés par le Code de Procédure civile pour la validité des procédures d'exécution seront suspendus jusqu'à l'expiration des délais accordés par le Juge ». Les créanciers n'auront qu'à les reprendre si, à l'expiration des délais accordés, le débiteur n'exécute pas cette fois encore ses engagements (1). Il eût été, d'ailleurs, d'une mauvaise politique d'annuler les poursuites engagées antérieurement à l'octroi des délais de grâce. Ce n'aurait eu d'autre résultat, en obligeant les créanciers à les recommencer

(1) En ce sens, Baudry-Lacantinerie & Bardo, t. II, n° 1498.

ab initio, que de mettre de nouveaux frais, et combien inutiles, à la charge du débiteur. Le fait pour les créanciers d'entreprendre de nouvelles poursuites ou de continuer celles déjà commencées, avant l'expiration des délais accordés, peut les exposer à une action en dommages-intérêts de la part des débiteurs.

Les Juges peuvent ainsi, de leur propre initiative, adjoindre aux conventions des modalités que les parties n'avaient certes pas prévues. La dette semble inexigible comme si elle avait été originairement assortie d'un terme de droit. La situation ne se présente pas cependant de la même façon. Le débiteur d'une dette à terme, comme l'indique le vieux dicton, « ne doit rien » à son créancier ; le droit de celui-ci n'est pas ouvert et il ne peut exercer aucune poursuite. Il en va tout autrement du débiteur qui a obtenu des délais de grâce ; sa dette est échue et naturellement le reste ; le créancier a le droit strict de le poursuivre, mais c'est le Juge qui lui refuse l'exécution.

Le débiteur doit s'acquitter, au plus tard, à l'expiration des délais qu'il a obtenus ; c'est là une échéance limite. Il s'ensuit que la dette qui, originairement, pouvait être quérable, devient désormais portable. « Un loyer quérable devient portable lorsqu'après non-paiement à son échéance, une ordonnance de référé a imposé au premier l'obligation d'en effectuer le paiement dans un délai déterminé » (Req. 3 janvier 1927, D.H. 1927, p. 33). Le créancier ne peut en effet être tenu de se présenter continuellement en la demeure de son débiteur pour encaisser les sommes qui lui sont dues ou prendre livraison des marchandises convenues. On retrouve ainsi la conception romaine du terme, où le débiteur devait non pas s'acquitter à une date déterminée, mais avant cette date, « ante calendas ».

Si le débiteur paie sa dette avant l'expiration des délais, il ne fait que son devoir et il est évident qu'il n'aura pas droit à répétition. Une telle solution était déjà admise pour le terme de droit ; à plus forte raison doit-elle l'être pour le terme de grâce, qui n'est pas autre chose qu'une faveur.

L'article 1292 du Code civil apporte encore une autre différence entre les effets du terme de droit et ceux du délai de grâce. Alors que le créancier à terme ne peut en aucun cas compenser sa créance avec une dette immédiatement exigible, le « terme de grâce ne fait pas obstacle à la compensation ». Si donc le créancier, victime d'un délai de grâce, devient à son tour débiteur de son débiteur, la compensation joue de plein droit à son profit jusqu'à due concurrence. Ce n'est d'ailleurs là qu'une exception purement apparente à la règle qui veut que, pour être compensables, les deux dettes soient exigibles, car la dette est échue, seule l'exécution est interdite. Comme le dit Laurent dans son traité de Droit civil, « la dette du débiteur nanti d'un terme de grâce est exigible, mais il est seulement hors d'état de la payer » (1). En fait, l'article 1292 est une simple application de l'équité. Le débiteur n'est plus dans la gêne lorsqu'il est lui-même créancier et qu'il peut ainsi se payer en même temps qu'il paie son propre créancier. « Ne serait-il pas injuste de forcer le créancier à payer à son débiteur qui ne le paye pas et de l'exposer ainsi à une double perte ? » ajoute Demolombe (2).

Le bénéfice des délais s'applique, au gré des Juges, tant aux condamnations principales qu'aux condamnations accessoires. « Il peut n'accorder de délais que pour un

(1) Laurent, t. XVII, n° 583.

(2) Demolombe, t. XXV, n° 601.

des chefs de la condamnation seulement » (1). Si l'obligation principale est assortie d'une clause pénale, celle-ci sera encourue, à moins que le Juge ne précise, dans sa décision, que le délai s'applique également à cette clause accessoire.

2. Que devient le créancier au milieu de toutes les faveurs que la loi prodigue à son débiteur ? Il apparaît quelque peu oublié. Si le débiteur est en demeure, les intérêts courent à son profit, il est déchargé des risques, la prescription est interrompue et, même si la dette relève des petites prescriptions, la nouvelle prescription qui commence à courir est celle du droit commun. Cette mise en demeure sera la plupart du temps réalisée soit par l'action en justice intentée par le créancier, soit par le commandement qui constitue le préliminaire de presque toutes les voies d'exécution. On lui laisse encore la faculté de prendre des mesures conservatoires de ses droits ; nous y reviendrons d'ailleurs. Pour le reste, il n'a qu'à caresser le doux espoir, quelquefois réalisé, d'être un jour payé.

3. A quel moment les effets des délais de grâce se produisent-ils ? L'article 123 du Code de Procédure civile résout la question : « Le délai de grâce court du jour du jugement, s'il est contradictoire, et de celui de la signification, s'il est par défaut ». La règle est clairement posée et se passe de commentaires. Elle est d'une portée générale et s'applique à tous les Tribunaux qui peuvent accorder des délais de grâce et, depuis la loi du 25 mars 1936, semble-t-il, au Juge des référés. Ici encore se retrouve la

(1) Larombière, t. III, art. 1214, n° 32

préoccupation du législateur d'aller vite et d'occasionner le moins de frais possible au débiteur. Si celui-ci comparait, ce qu'en principe il fera toujours, puisque c'est lui qui, dans la plupart des cas, saisira le Juge compétent, on lui évite ainsi les frais d'une signification et il bénéficie immédiatement des délais qu'il a obtenus ; si, au contraire, le débiteur fait défaut, ce qui sera rare, il faut au moins qu'il soit informé de la mesure de faveur qui lui a été accordée ; aussi le délai de grâce ne court-il, dans ce cas, qu'à partir seulement de la signification de la décision. La première décision peut être frappée d'appel, soit par l'une, soit par l'autre des parties ; le délai de grâce ne court alors, du fait du caractère suspensif de l'appel, que du jour de l'arrêt, si toutefois ce dernier accorde toujours des délais. On peut noter cependant, à ce sujet, un arrêt de la Cour de Colmar du 29 juillet 1850 (D.P. 1850-2-239) qui s'écarte de la solution couramment admise et fait courir le délai, non pas du jour de l'arrêt, mais du jour du jugement, pour ne pas accorder au débiteur qui avait déjà bénéficié, si l'on peut dire, d'un délai de fait en raison des lenteurs mêmes du procès, un délai supérieur à celui qu'il avait demandé.

4. Nous avons vu que le débiteur ne pouvait renoncer à l'avance à solliciter du Tribunal des délais pour s'acquitter de ses engagements, mais peut-il renoncer au terme de grâce qui lui a été accordé par les Juges ? La question ne fait aucun doute. Le caractère d'ordre public du délai de grâce n'entre plus en ligne de compte. Le débiteur est à même de profiter des dispositions de la loi. Libre à lui de les refuser, lorsqu'elles lui sont acquises, en s'acquittant avant le terme fixé. Le but du législateur était seu-

lement d'empêcher le créancier de priver le débiteur d'un éventuel délai de grâce. D'ailleurs, ce n'est là qu'une hypothèse d'école. Il sera pratiquement bien rare que le débiteur revienne à une fortune telle qu'il puisse renoncer au délai et faire ainsi à son créancier la délicate surprise de lui payer sa dette.

5. Une dernière question se pose. Comme le fait remarquer M. Cassin, dans son cours de doctorat, sur la suspension des contrats, « le délai de grâce emporte-t-il seulement suspension de l'exécution de l'obligation de l'une des parties, ou influe-t-il sur le lien contractuel tout entier ? ».

Ce problème se présente tout particulièrement dans les contrats synallagmatiques qui comportent pour chacune des parties des obligations successives ou continues. L'un des contractants a obtenu des Juges un délai de grâce pour l'exécution de sa prestation ; celle-ci, qui était immédiatement exigible, ne l'est plus désormais qu'à terme ; l'autre va-t-il, usant de réciprocité, pouvoir ne pas exécuter la sienne ? Ce ne serait, semble-t-il au premier abord, qu'une simple application de l'*exceptio non adimpleti contractus* », du principe que, dans les contrats synallagmatiques, les deux obligations se tiennent l'une l'autre, et qu'on peut, tout en offrant l'exécution de ses obligations, la suspendre si, de son côté, l'autre partie n'exécute pas les siennes. Cependant, une telle attitude de la part de l'une des parties rendrait inutile l'octroi des délais de grâce en faveur de l'autre et constituerait, à notre sens, un acte de mauvaise foi. Le délai de grâce, nous l'avons dit maintes fois, n'est au fond qu'une application de la bonne foi dans les contrats. Le Juge a estimé que l'un des contractants méritait quelque égard et suspendu pendant

un court laps de temps l'exécution de sa prestation ; l'autre ne doit pas anéantir les effets de cette décision en se faisant justice lui-même et en se dérochant à ses propres obligations nées du même contrat. Le but de l'*exceptio non adimpleti contractus* ne paraît pas être de faire échec aux décisions judiciaires. Elle n'a été donnée au contractant que pour lui servir au besoin de levier pour forcer la mauvaise volonté de l'autre ; or, le débiteur qui a obtenu des délais ne fait pas preuve de mauvaise volonté, puisque le Juge lui-même a reconnu sa bonne foi. Ainsi, le délai de grâce suspend seulement l'exécution de l'obligation de celui qui l'a obtenu, il ne touche pas au lien contractuel lui-même. L'autre contractant, même s'il en souffre quelque peu, doit exécuter la sienne, comme si de rien n'était ; la gêne qu'il éprouve sera d'ailleurs assez légère, en tout cas seulement temporaire, car le législateur a malgré tout, ainsi que nous l'avons vu, imposé certaines limites aux Juges dans l'octroi des délais. La question s'est posée d'une manière beaucoup plus délicate pendant la grande guerre, tout spécialement en ce qui concerne les moratoires des loyers. Les pouvoirs publics ont autorisé, par des décrets successifs, jusqu'à la fin des hostilités, certains locataires à rester dans les lieux loués, sans payer leurs loyers. Les propriétaires étaient-ils tenus, de leur côté, de toutes leurs obligations de bailleurs ? Le sacrifice qui leur était imposé était anormal, aussi la jurisprudence a-t-elle adouci certaines de leurs obligations.

II. — OBLIGATIONS A SUJETS MULTIPLES

La vie pratique des affaires ne nous met pas seulement en présence d'obligations simples. Très souvent, pour don-

ner plus de garanties au créancier et en obtenir ainsi plus de crédit, plusieurs débiteurs s'engagent envers lui à payer une même dette. Quels vont être les effets des délais de grâce dans ces obligations à sujets multiples, où nous ne trouvons non plus un seul créancier et un seul débiteur, mais soit plusieurs créanciers, soit plusieurs débiteurs, soit à la fois l'un et l'autre ? Les Juges peuvent-ils accorder des délais de grâce à l'un des débiteurs sans en faire profiter les autres ? Quelles vont être les répercussions de ces délais sur le paiement de la totalité de la dette ?

L'ancien article 1244 était muet sur ce point ; les réformes récentes que nous avons vues n'en font pas non plus mention. La jurisprudence et la doctrine ont donc été réduites à étudier les répercussions des délais de grâce sur les obligations à sujets multiples en s'aidant des seuls principes de la solidarité et du cautionnement. Cependant, des dispositions législatives récentes, spéciales à certaines catégories de débiteurs, sont venues apporter sur ce point quelques précisions. La loi du 12 juillet 1937 sur le règlement des dettes agricoles, les décrets-lois des 25 et 31 août 1937, concernant l'octroi de délais, le premier aux commerçants, industriels et artisans, le second aux débiteurs hypothécaires, renferment à ce sujet les mêmes dispositions, qu'il semble donc qu'il faille généraliser : « Les délais accordés bénéficient à la caution même solidaire ; le co-débiteur solidaire ne peut opposer au créancier le délai obtenu par l'un de ses co-débiteurs ». Ces solutions sont celles mêmes qu'avaient consacrées la jurisprudence et la doctrine ; aussi a-t-on dit qu'elles avaient fait une saine application des principes de la solidarité et du cautionnement. Nous envisagerons successivement la situa-

tion des débiteurs solidaires, celle des cautions simples et enfin celle des cautions solidaires.

1. « Le co-débiteur solidaire ne peut opposer au créancier le délai obtenu par l'un de ses co-débiteurs », précisent les dispositions récentes. Cette solution ne nous paraît pas tout à fait complète, ainsi que nous l'allons voir en étudiant rapidement les principes de la solidarité.

La solidarité passive, celle-là seule qui pratiquement nous intéresse, est définie par l'article 1200 du Code civil : « Il y a solidarité de la part des débiteurs, lorsqu'ils sont obligés à une même chose, de manière que chacun puisse être contraint pour la totalité et que le paiement fait par un seul libère les autres envers le créancier ». L'obstacle qu'elle crée à la division de la dette, au profit du créancier, est purement artificiel. Il ne tient pas à la nature de l'objet de l'obligation qui peut être divisible, mais au seul lien contractuel, à la convention des parties, à la loi ou à la coutume. Cette unité fictive de l'objet de l'obligation n'en laisse pas moins subsister les différents liens qui unissent chacun des débiteurs au créancier. Ces liens multiples, aussi nombreux que le sont les débiteurs, ne sont pas forcément identiques et conservent leur individualité propre. Les uns peuvent être purs et simples, les autres affectés d'une modalité quelconque : terme, condition.

Le créancier retire de cette combinaison juridique de précieux avantages. Chacun des débiteurs étant tenu pour le tout, *ad totum et totaliter*, disait Dumoulin, est présumé, tout au moins à l'égard du créancier, s'être engagé dans son intérêt personnel ; celui-ci peut donc poursuivre en paiement de la totalité de la dette celui des débiteurs qui lui plaît. L'institution très ancienne — les Romains la

connaissaient déjà — s'est perfectionnée au cours des temps et, toujours dans l'intérêt du créancier, on a admis que les co-débiteurs se représentaient mutuellement pour conserver l'obligation. Il suffit ainsi au créancier de mettre l'un de ses débiteurs en demeure, ou d'interrompre la prescription à l'égard de l'un d'entre eux, pour que les mêmes effets se produisent à l'égard de tous. La jurisprudence moderne va même plus loin : le jugement rendu contre l'un des co-débiteurs est, dans certains cas, opposable à tous les autres, l'appel ou le pourvoi interjeté par l'un des co-débiteurs profite à tous les autres (1).

Par contre, la multiplicité des liens qui l'unit à ses débiteurs oblige le créancier à tenir compte de la nature particulière des engagements de chacun d'eux. Son action en paiement peut toujours être repoussée par une exception personnelle au débiteur qu'il poursuit.

Cette indivisibilité de l'objet de l'obligation n'a plus de raison d'être entre les co-débiteurs ; celui d'entre eux qui, sur les poursuites du créancier, a payé la totalité de la dette, peut ensuite se retourner contre chacun de ses co-débiteurs, mais pour sa part et portion seulement, car, bien que subrogé légalement dans les droits du créancier, il est tenu de diviser son recours.

Les Juges peuvent accorder un délai de grâce à celui des débiteurs que poursuit le créancier. Les co-débiteurs vont-ils en profiter et pouvoir l'opposer au créancier ? Il faut répondre négativement.

Le bénéfice du délai de grâce est personnel. Il n'est accordé par les Juges que pour des considérations qui, particulières au débiteur poursuivi, ne se retrouvent pas chez

(1) Note Aubry sous D. P. 1882-1-441.

les autres débiteurs. La pluralité même des liens qui unissent créancier et débiteurs permet aux Juges de faire bénéficier de leurs faveurs un seul d'entre eux et non les autres. Que deviendrait, d'ailleurs, le principe de l'autorité relative de la chose jugée, si le débiteur pouvait se prévaloir des effets d'un jugement ou d'une ordonnance où il n'a pas été partie, qui est pour lui *res inter alios acta* ? Il ne saurait être question ici de faire jouer la représentation mutuelle qui existe entre débiteurs pour les faire jouir du délai accordé à l'un d'eux. Cette représentation n'existe que pour conserver l'obligation, mais non pour l'augmenter et à plus forte raison pour la diminuer. Et quelle diminution ce serait pour le créancier que de voir son droit paralysé par le simple fait qu'un seul de ses débiteurs est momentanément gêné et ne peut payer sa dette.

Mais si les autres débiteurs ne peuvent invoquer cette exception pour le tout, ne peuvent-ils le faire pour la part seulement du co-débiteur qui a obtenu le délai de grâce ? A cela, l'article 1208 du Code civil répond « que les débiteurs solidaires ne peuvent se prévaloir des exceptions qui sont personnelles à chacun d'eux ». Reste à savoir si le délai de grâce constitue une exception personnelle.

Les auteurs se sont livrés à une analyse subtile de ces exceptions personnelles. Parmi celles-ci, il en est qui, purement personnelles, sont fondées « soit sur les modalités sous lesquelles le débiteur s'est engagé, soit sur son incapacité personnelle ou sur les vices dont son consentement s'est trouvé entaché » (1) et dont, par suite, les autres débiteurs ne peuvent en aucun cas se prévaloir ; ce qui se comprend parfaitement, puisqu'il s'agit de sources de

(1) Aubry & Rau, t. IV, par. 298 ter

nullités ou de modalités qui affectent un rapport juridique déterminé, mais qui n'affectent pas les autres rapports juridiques. Mais il en est d'autres, telle la remise de dettes ou la confusion, qui, simplement personnelles, peuvent être opposées par tous les débiteurs, mais seulement pour la part de celui à qui elles sont particulières. Le délai de grâce semble faire partie de ces dernières. Comme la remise de dette, il est étranger à la convention primitive (1) et consacre en quelque sorte une renonciation partielle du créancier à son droit, renonciation imposée, il est vrai, par le Juge, alors que la remise de dette était volontaire.

Il s'ensuit que les créanciers dont les poursuites contre l'un des débiteurs solidaires ont été suspendues par l'octroi des délais de grâce, ne peuvent poursuivre les autres que déduction faite de la part dans la dette de celui qui a obtenu les délais. Autrement, celui qui aurait payé le tout serait en droit, en exerçant son recours contre ses co-débiteurs, de poursuivre pour sa part celui-là même qui a obtenu le délai de grâce. Celui-ci ne pourrait exciper du délai précédemment obtenu, le jugement ou l'ordonnance n'étant pas opposable à son nouveau créancier, car le délai de grâce est personnel aussi bien pour le créancier que pour le débiteur, et serait alors contraint de solliciter de nouveaux délais pour partie de la même dette et contre un créancier subrogé légalement au précédent. Ainsi, les poursuites du créancier intentées pour la totalité de la dette contre un autre co-débiteur, n'auraient d'autre résultat que de priver indirectement du bénéfice des délais de grâce le débiteur qui les avait obtenus (2). Résultat qui

(1) Laurent, t. XVII, n° 302.

(2) Larombière, t. III, art. 1244, n° 36.

n'est guère admissible. S'il est normal que les débiteurs poursuivis ne puissent profiter de l'exception de terme que le créancier a accordée à l'un d'eux dans la convention primitive où ils ont été parties, et soient ainsi obligés d'attendre l'expiration du terme pour exercer leur recours contre lui, il serait incompréhensible qu'on veuille les obliger à subir les conséquences de délais de grâce qui n'étaient pas prévus dans la convention primitive et qui leur sont totalement étrangers. Le jugement qui modifie les rapports du créancier et d'un des débiteurs, en accordant à celui-ci un sursis, ne touche nullement aux rapports du créancier et des autres débiteurs, ni à ceux des co-débiteurs entre eux ; il ne peut aggraver la situation de ces derniers.

Ainsi, s'il est exact d'affirmer que les débiteurs solidaires ne peuvent se prévaloir, vis-à-vis du créancier, des délais de grâce obtenus par l'un d'eux et qu'en conséquence le créancier ait le droit de reprendre immédiatement les poursuites contre les autres, sans attendre l'expiration des délais, il nous semble cependant qu'il ne peut le faire qu'en déduisant de la totalité de la dette la part du co-débiteur qui a obtenu le délai (1). Il n'empêche que le délai de grâce accordé à l'un des débiteurs solidaires fait perdre au créancier une partie du bénéfice de la solidarité, car s'il veut poursuivre immédiatement les autres débiteurs il devra, pour avoir paiement de l'intégralité de sa créance, agir à l'expiration du délai et pour sa part seulement contre ce débiteur favorisé.

Larombière, qui excelle dans ces sortes d'hypothèses, reconnaît toutefois au créancier le droit d'agir pour le

(1) Dans le même sens, Baudry-Lacantinerie, t. II, n° 1406 et s.

tout, « si le délai n'avait été accordé qu'en ce qui concerne l'action en recours de chaque co-débiteur envers ses consorts et nullement en ce qui touche son action principale en paiement, ou bien s'il avait été concédé, par rapport à l'une et l'autre action, seulement en faveur du débiteur qui l'aurait obtenu » (1).

2. Les débiteurs solidaires étaient tous présumés, à l'égard du créancier, s'être engagés dans leur intérêt personnel. Ils étaient tous sur le même plan. La caution se meut, si l'on peut dire, sur un autre plan que le débiteur principal. Elle ne s'est engagée, aux termes de l'article 2011 du Code civil, « envers le créancier à satisfaire à l'obligation que si le débiteur n'y satisfait lui-même ». Du fait même que cet engagement n'a qu'un caractère accessoire, il ne peut excéder celui du débiteur principal ; rien ne s'oppose même à ce qu'il soit moins étendu. Une dette peut très bien n'être cautionnée que pour partie ou sous certaines conditions. Dès lors, la caution profite ipso facto de tous les avantages qui vont être accordés au débiteur principal. Elle ne peut être poursuivie que si le débiteur principal peut l'être. « La caution est autorisée à opposer au créancier non seulement les exceptions qui lui appartiennent personnellement, mais encore toutes les exceptions qui compètent au débiteur, hormis celles qui sont fondées sur son incapacité personnelle » (2). Il ne faut pas conclure de ce caractère accessoire que le créancier soit obligé de poursuivre le débiteur principal avant la caution. Il peut, à son gré, poursuivre l'un ou l'autre, mais s'il choisit la caution, celle-ci a la faculté de lui imposer

(1) Larombière, t. III, art. 1244, n° 36

(2) Aubry & Rau, t. IV, par. 426.

de discuter les biens du débiteur principal avant les siens propres, et même de diviser son recours si elle n'a pas été seule à cautionner la dette. Bien entendu, la caution qui a payé est subrogée dans les droits du créancier contre le débiteur principal. Comme elle n'est pas engagée personnellement dans la dette, elle le poursuit non plus pour sa part comme c'était le cas pour le débiteur solidaire, mais pour la totalité de la dette.

Si le débiteur principal poursuivi par le créancier obtient un délai de grâce, celui-ci va-t-il profiter à la caution ? N'est-ce pas là une exception purement personnelle au débiteur, au sens de l'article 2036, alinéa 2, du Code civil ?

Telle n'est pas la solution donnée par les auteurs et la jurisprudence qui admettent, comme le font les dispositions récentes, que le délai de grâce accordé au débiteur principal profite à la caution (1). L'article 2036, alinéa 2, du Code civil ne vise, en effet, que les exceptions inhérentes à la dette, résultant de la convention, mais non celles qui, comme le délai de grâce, sont étrangères à la convention primitive et ont été accordées malgré elle. Autrement, l'engagement de la caution se trouverait plus onéreux que celui du débiteur principal (Cour de Dijon, 16 juillet 1861, D.P. 1862-2-146). La caution profite ainsi des effets d'un jugement où elle n'a pas été partie. Pothier le remarquait déjà à propos des contrats : « Notre principe que les conventions n'ont d'effets qu'entre les parties contractantes souffre une espèce d'exception à l'égard des cautions, car les conventions qui interviennent entre le créancier et le débiteur principal profitent aux cautions, quoiqu'elles n'y

(1) En ce sens, Larombière, t. III, art. 1244, n° 36 ; Laurent, t. XXVIII, n° 163 ; Aubry & Rau, t. IV, par. 426 ; note Holleaux, sous Req. 23 juillet 1929, D. P. 1931-1-73.

aient pas été parties et elles leur font acquérir, contre le créancier, les mêmes droits qu'elles font acquérir au débiteur principal » (1).

On ne manque d'ailleurs pas d'arguments pour justifier cette solution. Le bénéfice de discussion est un droit pour les cautions pures et simples, qu'un jugement rendu entre le créancier et le débiteur principal ne saurait en rien modifier. Comment celles-ci pourraient-elles exercer ce droit alors que les poursuites du créancier contre le débiteur principal sont paralysées par le délai de grâce ? On ne peut donc que faire profiter la caution du délai obtenu par le débiteur principal. Le Code civil, au titre du cautionnement, pose un autre principe : la caution doit toujours pouvoir recourir contre le débiteur principal. L'article 2032 du Code civil lui donne le droit, à l'expiration du terme convenu, de poursuivre immédiatement le débiteur principal, avant même d'être poursuivie par le créancier et d'avoir payé. L'article 2037 la décharge de ses obligations de caution si le créancier, par sa négligence, ne lui donne pas le bénéfice des sûretés qui garantissaient sa créance contre le débiteur principal et sur lesquelles la caution a compté en s'engageant. Il y a là une situation toute autre qu'en matière de solidarité ; l'action du créancier dépend ainsi, dans une certaine mesure, du recours que la caution peut exercer contre le débiteur principal.

De quelle utilité serait d'ailleurs le délai de grâce pour le débiteur principal si les poursuites du créancier contre la caution l'exposaient lui-même à une action en remboursement de la part de cette dernière ? Lui non plus ne pourrait alors se prévaloir du délai de grâce obtenu contre le créancier, délai qui n'est pas opposable à la caution.

(1) Pothier, *Traité des Obligations*, t. I, p. 65.

Indépendamment du débiteur principal, la caution peut d'ailleurs elle aussi, pour des considérations personnelles, obtenir des Juges un délai de grâce, mais le débiteur principal ne saurait être admis à en profiter ; il n'y a pas réciprocité à cet égard.

3. Il nous reste à envisager la question de la caution solidaire. Les bénéfices de discussion et de division, que les cautions pures et simples peuvent opposer au créancier et qui viennent diminuer la force de ses garanties, lui ont fait préférer la caution solidaire. Celle-ci, qui n'a pas d'intérêt dans la dette, est cependant assimilée, à l'égard du créancier, à un débiteur solidaire. Est-ce à dire que cette assimilation soit complète ? Notre ancien droit ne faisait, semble-t-il, aucune distinction entre la caution solidaire et le débiteur solidaire. Bourjon déclarait que « l'engagement solidaire fait des cautions, relativement aux créanciers, des débiteurs solidaires ». Après la promulgation du Code civil, la plupart des auteurs se sont refusés à assimiler complètement le débiteur solidaire et la caution solidaire. Pour Laurent, la « caution, quoique tenue solidairement, reste caution » (1). Aubry et Rau précisent que « la solidarité à laquelle la caution peut se soumettre n'enlève pas au cautionnement son caractère d'engagement accessoire et ne rend pas la caution débitrice directe de l'obligation principale » (2). Il semble ainsi que si on enlève à la caution solidaire le droit de se prévaloir des bénéfices de discussion et éventuellement de division, on limite là les effets de cette combinaison du cautionnement et de la solidarité. Aussi bien était-il difficile de prétendre

(1) Laurent, t. XXVIII, n° 297.

(2) Aubry & Rau, t. IV, par. 423 et note 7.

assimiler complètement la situation du débiteur solidaire à celle de la caution solidaire, alors que l'un est intéressé directement et effectivement à la dette, tandis que l'autre n'y est que fictivement et reste, au fond, un débiteur de façade.

La jurisprudence apparaît sur ce point incertaine. Elle a maintes fois affirmé, en termes formels, que la caution solidaire devait être considérée comme un véritable débiteur solidaire. « Les effets juridiques du cautionnement solidaire sont régis par les principes établis pour les obligations solidaires » (C. de Cass., Chambre civile, 7 juin 1882, D.P. 1882-1-441 ; 6 janvier 1919, D.P. 1929-1-112 ; Req. 23 juillet 1929, D.P. 1931-1-173, note Holleaux). Elle ne semble pas cependant tirer toutes les conséquences du principe qu'elle pose. Des arrêts ont permis à la caution solidaire de demander sa décharge, conformément à l'article 2037, et parfois d'opposer au créancier certaines exceptions personnelles au débiteur et inhérentes à la dette, comme la compensation (1).

Que décider si un délai de grâce est accordé au débiteur principal ? Quelle va en être la répercussion sur la caution solidaire ? Va-t-on suivre les règles du cautionnement ou celles de la solidarité ?

Il faut, à notre sens, garder à la caution solidaire son caractère d'engagement accessoire et suivre les règles du cautionnement. La caution solidaire pourra ainsi, à l'instar de la caution simple, se prévaloir des délais de grâce accordés au débiteur principal. C'est d'ailleurs cette solution qu'ont adoptée les dispositions législatives récentes.

Si, d'ailleurs, on voulait appliquer à la caution solidaire

(1) Note Aubry, sous arrêt de la C. de Cassation, Chambre Civile, 7 juin 1882, D. P. 1882-1-441.

les principes de la solidarité, on serait conduit à adopter la même solution. Le problème ne se présente pas, en effet, de la même façon pour la caution solidaire que pour le débiteur solidaire. Les poursuites exercées par le créancier contre la caution solidaire, en dépit du délai de grâce accordé au débiteur principal, permettraient à celle-ci de recourir immédiatement contre ce dernier et, cette fois, non plus pour partie de la dette, mais pour la totalité, car la caution solidaire n'est pas personnellement débitrice et n'a pas de part dans la dette. Le débiteur principal se verrait ainsi privé totalement du bénéfice du délai de grâce et contraint d'en solliciter un autre contre son ancienne caution devenue sa créancière.

III. — DES MESURES CONSERVATOIRES

1. Le délai de grâce met le débiteur qui l'a obtenu à l'abri des poursuites du créancier ; il ne doit pas cependant en profiter pour dilapider les biens qui lui restent. Aussi le législateur, qui jusqu'ici semblait avoir quelque peu oublié le créancier, lui permet-il de prendre toutes mesures conservatoires de sa créance. L'article 125 du Code de Procédure civile lui donne expressément ce droit : « Les actes conservatoires sont valables, nonobstant le délai accordé ». « De tels actes ne constituent ni une poursuite, ni même une menace, mais seulement une utile précaution » (1).

Qu'entend-on par acte conservatoire ? Les auteurs se sont ingéniés à en trouver une définition. Pour Carré et

(1) Jossierand, note sous Req. 30 nov. 1926, D. P. 1926-1-49.

Chauveau, les actes conservatoires sont tous ceux « qui ont pour objet d'assurer le paiement de la créance, sans changer pendant les délais accordés au débiteur la position où il était au moment du jugement » (1). Pour Laurent, ce sont plus simplement « des actes qui tendent uniquement à conserver le droit du créancier, sans qu'il en résulte aucune exécution contre le débiteur » (2). La Cour de Cassation les définit « comme des mesures qui, sans atteindre ni compromettre le fond du droit et en le réservant, ont pour unique objet d'empêcher que les biens et deniers du débiteur ne soient détournés au préjudice des ayants droit » (3). Le droit du créancier de prendre de telles mesures dérive du droit de gage spécial que l'article 2092 du Code civil lui reconnaît sur tous les biens composant le patrimoine de son débiteur. Ce sont, au dire de MM. Aubry et Rau, des « droits auxiliaires » de son droit de créance, « qui appartiennent même au créancier dont la créance serait conditionnelle ou ajournée » (4).

2. Ces mesures sont extrêmement nombreuses. Une énonciation complète en est difficile ; il est préférable d'essayer de les classer. Les unes sont relatives au patrimoine du créancier, elles tendent à le conserver ; ainsi celui-ci pourra inscrire une hypothèque, interrompre une prescription. Les autres sont relatives au patrimoine du débiteur. Elles se proposent de le sauvegarder, de le maintenir intact au profit du créancier. Telles sont la confection d'un inventaire, l'apposition des scellés. La mise en demeure est-elle un acte conservatoire ? Il faut répondre

(1) Carré & Chauveau, t. IV, quest. 1926.

(2) Laurent, t. XVII, page 108.

(3) Req. 30 novembre 1926, D. P. 1926-1-49.

(4) Aubry & Rau, t. IV, par. 311.

négativement, car elle aggrave la situation du débiteur en faisant courir les intérêts et en mettant les risques à sa charge. Par contre, l'octroi d'un délai de grâce ne suspend pas l'effet d'une mise en demeure faite précédemment, le créancier continue alors d'en profiter (Cass., Req. 3 janvier 1927, D.H. 1927, p. 33). D'autres mesures, enfin, s'efforcent de prévenir les collusions et les fraudes dont le débiteur chercherait à se rendre coupable. Le créancier peut ainsi faire opposition au partage. L'effet déclaratif du partage est, en effet, une source constante de fraudes, les héritiers arrivent très facilement à ne rien mettre de saisissable dans le lot du débiteur. Le créancier frustré n'a pas en principe la ressource, une fois le partage accompli, d'en demander la nullité, mais il peut, avant le partage, exiger que toutes les opérations soient faites en sa présence. De même, le créancier pourrait agir en vérification d'écritures ; s'il craint qu'à l'échéance le débiteur ne dénie l'acte qui constate sa dette, il a la faculté, avant l'échéance, de faire reconnaître en justice son bon droit, ce qui lui permettra, lors de l'échéance, de poursuivre son débiteur en vertu d'un titre exécutoire et incontestable. Cette faculté avait d'abord donné lieu à de nombreuses fraudes, de la part du créancier cette fois. Ce dernier, une fois le jugement obtenu, pouvait immédiatement inscrire une hypothèque judiciaire sur les biens de son débiteur. Celui-ci éprouvait, de ce fait, un très grave préjudice, son crédit se trouvant bien diminué, sinon anéanti. La loi du 3 septembre 1807 a déjoué cette fraude ; l'inscription de l'hypothèque judiciaire ne peut désormais être prise que lorsque la créance est devenue exigible.

On s'est également demandé si le créancier pouvait, en dehors de la vérification d'écritures, obtenir un jugement

condamnant le débiteur à payer à l'échéance lorsque celui-ci lui donnait des causes légitimes d'inquiétude. La plupart des auteurs ne lui accordent pas ce droit. Une pareille mesure a plus le caractère d'une voie d'exécution que d'une mesure conservatoire (1).

Ajoutons qu'il est d'autres actes, mais d'une nature plus grave, qui constituent les préliminaires de l'exécution, où le créancier n'agit plus *proprio nomine*, mais se substitue à son débiteur pour intenter ses propres actions (action oblique), ou bien, prenant prétexte de la fraude, demande la nullité des actes passés par ce dernier (action paulienne). De tels actes ne sont plus à proprement parler des actes conservatoires et le créancier ne peut en user que si la dette est exigible (2). Cependant, la jurisprudence tend à permettre au créancier dont le droit de poursuite est paralysé par un délai de grâce, l'exercice de pareilles actions. C'est toujours la même idée qui reparait : la dette est échue, elle est exigible en droit, sinon en fait. Ce serait, d'ailleurs, semble-t-il, d'une mauvaise politique que de permettre au débiteur, sous le couvert du délai de grâce, de frauder impunément ses créanciers, ou de se montrer négligent dans l'administration de ses biens, sans permettre à ceux-ci d'intervenir.

3. Il est cependant un acte qui a donné lieu à bien des controverses : la saisie-arrêt. C'est une procédure dans laquelle le créancier ayant appris que son débiteur avait lui-même des débiteurs qui ne l'avaient pas encore payé, bloque les sommes qui lui sont ainsi dues entre les mains

(1) Larombière, t. III, art. 1186 ; Toullier-Duvergier, livre III, titre III, n° 664.

(2) Planiol & Ripert, t. VII, n° 912.

de ces derniers et demande ensuite au Tribunal de valider cette opposition, en lui attribuant jusqu'à concurrence de sa créance les sommes ainsi saisies arrêtées. Deux courants se sont manifestés dans la doctrine. Les uns considèrent la saisie-arrêt, du moins quant à son début, comme un acte conservatoire, les autres, dont le but même de cette procédure retient seul l'attention, l'assimilent à un acte d'exécution. Les premiers font remarquer que la saisie-arrêt peut être pratiquée en vertu d'un acte sous seings privés ou même sans titre avec la seule permission du Juge, alors que les actes d'exécution ne peuvent être poursuivis qu'en vertu d'un titre exécutoire : acte notarié ou jugement. Les seconds s'attachent au but que poursuit le créancier. N'est-ce point un acte d'exécution que celui qui dépossède le débiteur des sommes qui lui sont dues et l'attribue à son créancier ? Pourquoi s'attacher au caractère conservatoire que présente cette saisie au début de sa procédure ? N'en est-il pas de même des autres voies d'exécution ? La saisie immobilière elle-même ne peut-elle pas être considérée comme un acte conservatoire jusqu'à la transcription, sinon jusqu'à la vente ? Qu'importe que la saisie-arrêt soit pratiquée sans titre, les tribunaux n'autorisent-ils pas parfois l'exécution sur minute de leurs jugements ? Un acte destiné à avoir, dans la suite, les effets d'un acte d'exécution doit toujours, même à son début, être considéré comme un acte d'exécution.

La Jurisprudence, comme elle le fait souvent, a adopté un moyen terme et reconnaît à la saisie-arrêt un caractère mixte. Pour en rendre l'emploi plus facile pour le créancier, elle ne la considère comme un acte d'exécution qu'au jour du jugement de validité. (Cour de Cassation, Chambre civile, 10 août 1881, D. P. 1882-1-307 ; Chambre

civile, 1^{er} mai 1889, D. P. 1890-1-264). Celle-ci peut dès lors être pratiquée en vertu d'un jugement frappé d'appel, quand bien même ce jugement ne serait pas exécutoire par provision, ou bien en vertu d'un jugement non signifié. (Cour de Paris, 13 décembre 1894, D. P. 1895-2-90 ; Cour de Bordeaux, 10 juillet 1880, D. P. 1880-2-232 ; Cour de Rennes, 21 août 1871, D. P. 1875-2-21 ; Cour de Besançon, 15 février 1888, D. P. 1888-2-286). La Jurisprudence exige cependant que la dette soit exigible pour que le créancier puisse pratiquer une saisie-arrêt (Cour de Grenoble, 26 mai 1882, D. P. 1883-2-126), mais fait exception pour le terme de grâce (même arrêt).

Cette solution bien établie en Jurisprudence et préconisée par certains auteurs, entre autres : Carré et Chauveau (1), Toullier (2), apparaît cependant critiquable. On a craint que le débiteur, à l'abri des poursuites du créancier, ne fasse aussitôt disparaître ses nouvelles rentrées d'argent. Il a paru alors normal que les créanciers puissent se garantir en les bloquant entre les mains des débiteurs de leur débiteur. La situation de ce dernier n'était d'ailleurs plus la même qu'au moment de l'octroi des délais de grâce, le paiement de leurs dettes par ses propres débiteurs l'avait rendu plus riche. C'est ce qu'expriment Carré et Chauveau : « Les délais n'ont été accordés au débiteur que parce qu'il ne pouvait pas payer, le motif cesse dès que la rentrée de fonds le place dans une autre position ».

Ces arguments ne sont pas convaincants. Le délai de grâce a été accordé au débiteur pour lui permettre de remonter le courant, de rétablir sa situation. C'est employer un singulier moyen pour y arriver que de permettre

(1) Carré & Chauveau, t. IV, quest. 1926.

(2) Toullier-Duvergier, livre III, t. III, n° 673.

en même temps au créancier de lui couper les vivres. Et c'est à ce résultat qu'on aboutit. La saisie-arrêt peut être considérée, à son début, comme un acte conservatoire vis-à-vis du créancier, mais elle est toujours pour le débiteur un acte d'exécution. Une seule chose est certaine pour lui, il ne touchera pas son argent. « La saisie-arrêt est une véritable exécution et même un paiement, puisqu'elle prive le débiteur de la somme saisie » (Cour de Grenoble, 26 mai 1882, déjà cité). Comment veut-on que le débiteur revienne à meilleure fortune si on lui supprime les rentrées d'argent sur lesquelles il comptait sans doute pour alimenter ses affaires. D'ailleurs, comme l'ajoute Larombière, « est-il écrit dans la loi que le débiteur est déchu aussitôt qu'il est devenu plus riche et plus solvable ? » (1). Tout au moins devrait-on admettre la solution préconisée par Demolombe (2) et laisser au Juge le soin d'autoriser ou non la saisie-arrêt, même si la créance est constatée par un titre.

(1) Larombière, t. III, art. 1244, n° 27

(2) Demolombe, t. XXV, n° 603.

CHAPITRE V

Causes de déchéance du délai de grâce

Le délai de grâce est avant tout une faveur faite par les Juges au débiteur ; il en est de lui comme de toutes les faveurs, il faut le mériter pour l'obtenir et aussi pour le conserver.

L'article 124 du Code de Procédure civile stipule que « le débiteur ne pourra obtenir un délai, ni jouir du délai qui lui aura été accordé, si ses biens sont vendus à la requête d'autres créanciers, s'il est en état de faillite, de contumace ou s'il est constitué prisonnier, ni enfin lorsque, par son fait, il aura diminué les sûretés qu'il avait données par le contrat à son créancier ». Voilà quatre cas où le débiteur se trouve dans l'impossibilité d'obtenir des délais ou bien en sera déchu s'il les avait précédemment obtenus. Il se trouve que sur ces quatre cas, deux sont communs au terme de droit et au délai de grâce : la faillite et la diminution des sûretés ; les autres qui, en définitive, n'ajoutent pas grand'chose et sont plutôt les manifestations de cet état d'insolvabilité, sont spéciaux au délai de grâce. N'est-il pas normal que les causes de déchéance soient plus nombreuses pour un délai qui n'a pas été accordé du consentement des parties, mais par la seule volonté du Juge et en faveur du seul débiteur ? Les causes de déchéance du terme de droit et celles du délai de grâce ne reposent pas d'ailleurs sur les mêmes principes. Si le délai de grâce

est toujours accordé en faveur du débiteur, il n'en est pas de même du terme de droit qui peut fort bien être consenti par le débiteur au profit du créancier. Lorsque, d'autre part, un créancier accorde un terme à son débiteur, c'est qu'il a confiance en lui, il est donc normal que, dès l'instant où ce dernier anéantit ou diminue, par son fait, les espoirs que le créancier avait fondés sur lui, il soit déchu du bénéfice du terme. Il en va tout autrement pour le délai de grâce. C'est le Juge et non le créancier qui l'a accordé, le débiteur le conserve donc tant qu'aux yeux des Juges il continue de le mériter. Peut-on parler de la confiance que met en son débiteur le créancier qui subit le délai de grâce ? Il n'a plus confiance en lui, puisque c'est déjà sur ses poursuites que le débiteur a demandé et obtenu des délais. Nous examinerons d'abord les causes de déchéances communes au terme de droit et au délai de grâce, nous verrons ensuite celles spéciales au délai de grâce.

I. — CAUSES DE DECHEANCE COMMUNES AU TERME DE DROIT ET AU DELAI DE GRACE

L'article 124 du Code de Procédure civile en indique deux : la faillite et la diminution des sûretés, la Jurisprudence y a ajouté la déconfiture.

1. La faillite du débiteur entraîne *ipso facto* déchéance du terme de droit et à plus forte raison du délai de grâce. Alors que dans d'autres pays, qui tendent à devenir les plus nombreux, elle est commune au débiteur civil et au débiteur commerçant, elle est chez nous uniquement le

fait de ce dernier. « Le commerçant qui cesse ses paiements doit être déclaré en état de faillite » (art. 437 du Code de Commerce). Notons bien que le seul fait de la cessation des paiements est de nature à entraîner la faillite. Point n'est besoin pour le créancier de prouver l'insolvabilité du débiteur. C'eût été d'ailleurs une preuve extrêmement malaisée et dont les difficultés mêmes auraient été incompatibles avec la rapidité et la sécurité nécessaires à la bonne marche des affaires commerciales.

C'est une institution qui a une origine très ancienne. Elle remonte à la « bonorum venditio » romaine. Elle organise la liquidation collective des biens du failli. Il était en conséquence nécessaire de mettre tous les créanciers chirographaires sur le même plan. Que leurs créances soient assorties d'un terme de droit ou que le Juge ait accordé à leur débiteur, depuis tombé en faillite, un délai de grâce, ils seront tous appelés en même temps à produire à la faillite.

2. A la faillite que mentionne seule l'article 124 du Code de Procédure civile, les auteurs et la jurisprudence assimilent la déconfiture, qu'il s'agisse du terme de droit ou du délai de grâce. « La disposition qui permet au Juge d'accorder des délais au débiteur pour se libérer est inapplicable au cas où le débiteur est en état de déconfiture » (Cour de Poitiers, 17 juin 1862, D. P. 1864-2-22) (1).

C'est, à vrai dire, un état assez vague qui correspond pour le débiteur civil à la faillite du débiteur commerçant. Treilhard disait : « On peut faillir sans être marchand, à la vérité la faillite est alors appelée déconfiture, mais peu

(1) Aubry & Rau, t. IV, par. 319, note 22.

importe la dénomination quand la chose est » (1). Le Code civil ne la définit pas, mais la nomme çà et là à propos de la vente (art. 1613), de la société (art. 1685) et du mandat (art. 2003). La coutume de Paris (art. 180) déclarait qu'il y avait déconfiture « quand les biens du débiteur, tant meubles qu'immeubles, ne suffisaient pas aux créanciers apparents ».

C'est donc plus un état de fait qu'un état de droit. Elle résulte d'un concours de circonstances. Le débiteur dont l'insolvabilité est notoire, dont tous les biens meubles et immeubles sont saisis, dont le passif excède notoirement l'actif, est en déconfiture. Les Juges ont toute latitude pour apprécier son existence. Elle suppose un état plus grave que celui nécessaire pour entraîner la faillite, la seule cessation des paiements ne serait certainement pas suffisante ; le débiteur doit éprouver non pas seulement une gêne momentanée, mais une gêne totale et absolue.

Quand est-elle encourue ? Ici encore les difficultés naissent. Il n'y a rien qui corresponde pour la déconfiture au jugement déclaratif de faillite. Les auteurs et la Jurisprudence sont hésitants. Pour les uns, un jugement est nécessaire, et alors se pose la question de savoir si ce jugement est attributif ou déclaratif de droit, si ses effets doivent remonter au jour de la demande ou ne se produire qu'à partir du jugement. Encore cette solution a-t-elle l'avantage de fixer d'une manière précise l'époque de la déconfiture. « La déchéance du terme résultant de l'insolvabilité du débiteur n'est pas encore encourue de plein droit, elle doit être demandée en justice » (Cour de Cassation, Chambre civile, 30 mars 1892, D. P. 1892-1-281, note Pla-

(1) Séance du Conseil d'Etat du 18 brumaire an XII, n° 11, Loqué, t. VI, page 88.

niol). Pour les autres, elle est encourue de plein droit sans qu'un jugement soit nécessaire pour la prononcer, dès que la situation des débiteurs présente des symptômes certains de son existence et produit illico ses effets. Il ne faut pas d'ailleurs exagérer l'importance de ces controverses. Si le créancier prétend que son débiteur est en déconfiture et reprend les poursuites, le débiteur pourra toujours saisir le Juge de son exception de délai et celui-ci dira, en définitive, si elle est encore recevable.

La Jurisprudence a ainsi obéi aux mêmes raisons que celles qui avaient inspiré le législateur en matière de faillite. Comme le dit l'arrêt de la Cour de Poitiers rappelé *suprà* : « Elle a voulu tenir compte de l'intérêt sainement compris du créancier ». Accorder un délai de grâce au débiteur en déconfiture eût été définitivement compromettre les intérêts déjà bien mal en point du créancier.

3. Troisième cause de déchéance commune au terme de droit et au délai de grâce : la diminution des sûretés. Cette cause de déchéance semble d'ailleurs s'appliquer davantage à celui-là qu'à celui-ci. Il est naturel qu'un débiteur qui veut obtenir de son créancier un terme pour le paiement de sa dette, lui donne en contre partie certaines garanties, qui pourrait s'étonner de ce que le débiteur soit déchu du terme si, par sa faute, il vient à diminuer ces dernières. Le problème est tout autre s'il s'agit d'un délai de grâce. Le Juge n'exige pas de nouvelles sûretés du débiteur à qui il octroie des délais. Il se contente d'apprécier sa solvabilité et ne donne guère comme sûreté au créancier que la bonne foi de ce débiteur. C'est à la fois beaucoup et très peu, car la bonne foi est chose fragile. Il ne s'agira donc que des sûretés que le créancier

avait pu se réserver antérieurement à l'octroi des délais de grâce.

Quoi qu'il en soit, les sûretés dont s'agit doivent être spéciales et conventionnelles. Le droit de gage général qu'ont les créanciers sur les biens de leurs débiteurs, qui fait d'eux leurs ayants cause à titre universel, les hypothèques légales qu'ils pourraient avoir sur leurs biens ne sont pas des sûretés au sens de l'article 124 du Code de Procédure civile. Autrement cette cause de déchéance serait susceptible de jouer par trop souvent. Seules les sûretés données par le contrat entrent en ligne de compte. « La déchéance du bénéfice du terme encourue par le débiteur qui a détruit ou diminué les sûretés ou garanties données à son créancier, ne peut être prononcée en faveur du créancier auquel nulle sûreté particulière n'a été promise ou consentie » (Cour de Metz, 16 déc. 1868, D. P. 1869-2-206). On a cependant compris sous ce qualificatif de « sûretés données par le contrat », certains privilèges comme celui du vendeur, par exemple, sur lesquels le créancier a compté en contractant.

Cette diminution doit être le fait du débiteur. Si celui-ci a vendu, par exemple, les immeubles hypothéqués à la sûreté de sa dette et que sur cette vente, l'acquéreur fasse la purge, il sera déchu du bénéfice du terme qui lui avait été accordé. Quelques arrêts ont même été plus loin et prononcé la déchéance du terme, sans qu'il y ait faute du débiteur, en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique des immeubles affectés à la garantie de la dette (Cour de Paris, 13 février 1858, D. P. 1858-2-57), et encore en cas d'adjudication sur licitation, au profit d'un des co-partageants, l'effet déclaratif du partage ayant anéanti l'hypothèque constituée par un héritier autre que l'adju-

dicataire, alors que, dans l'espèce, aucune fraude n'avait été commise (Cour de Bordeaux, 14 février 1871, D. P. 1873-2-28). Le débiteur aura beau alléguer qu'il reste au créancier des sûretés suffisantes à la garantie de la dette, il n'en sera pas moins déchu.

On a cherché à étendre en faveur du créancier cette cause de déchéance. Le débiteur dont le paiement a été divisé par le Juge, et qui ne paie pas à l'un des termes fixés, ne diminue-t-il pas, de ce fait, les sûretés qu'il a données au créancier ? (1) Ne doit-il pas être déchu du délai de grâce ? La question est très intéressante pour le créancier qui pourra ainsi poursuivre immédiatement le débiteur pour le tout.

Le plus souvent, toute difficulté cesse du fait que les Juges ont le soin de préciser que faute de paiement par le débiteur d'un seul des termes prévus, le tout deviendra immédiatement exigible. Lorsque les Juges n'ont rien prévu, il semble qu'il faille néanmoins admettre la même solution. Le fait pour le débiteur de ne pas payer à l'un des termes fixés par le Juge, constitue, à notre sens, une véritable diminution des sûretés et entraîne la déchéance des délais obtenus. Carré et Chauveau ont proposé une autre explication. Le délai de grâce ne serait accordé que sous la condition « si le débiteur paie à chaque terme » ; la condition violée, l'effet rétroactif se produit et « les parties sont replacées dans le même état qu'avant l'obtention du délai » (2). N'y a-t-il pas d'ailleurs mauvaise foi de la part du débiteur à solliciter des délais et à ne pas payer aux nouvelles échéances ? N'est-ce pas d'autre part, une preuve

(1) Aubry & Rau, t. IV, par. 319, note 25. Contra : Laurent, t. XVII, n° 576 ; Larombière, t. III, art. 1244, n° 35.

(2) Carré & Chauveau, t. I, quest. 526.

évidente d'insolvabilité que cette double défaillance, une première fois à l'échéance fixée par la convention, l'autre à celle fixée par le Juge ? Le délai de grâce n'est institué ni pour les débiteurs de mauvaise foi, ni pour les insolvable. Le créancier devra, bien entendu, mettre le débiteur en demeure, à moins toutefois que les Juges n'en aient décidé autrement et ce dernier pourra faire échec à la demande de la totalité de la dette, en offrant le paiement du terme échu.

II. — CAUSES DE DECHEANCES SPECIALES AU DELAI DE GRACE

Venons-en aux causes de déchéance spéciales au délai de grâce. Elles ne nous retiendront pas longtemps.

1. Le débiteur sera déchu du bénéfice des délais, si ses biens sont vendus à la requête d'autres créanciers. C'est encore l'idée de l'égalité qui doit régner entre tous les créanciers qui a inspiré ici le législateur. Il eût été injuste de forcer un créancier à rester spectateur impuissant, des poursuites que les autres exerçaient contre le débiteur. Si, parmi les créanciers, les uns peuvent poursuivre, tous les autres doivent pouvoir le faire. C'est là une mesure de bon sens et de simple justice. Et d'ailleurs, ce cas ne s'apparente-t-il pas à la déconfiture et à la faillite ? Qu'est-ce qu'un débiteur que tous ses créanciers poursuivent et font vendre, sinon la plupart du temps un insolvable ?

2. Déchu aussi du bénéfice du délai de grâce, le débiteur contumace. L'état de contumace est défini par les

articles 465 et suivants du Code d'Instruction criminelle. C'est l'accusé introuvable ou évadé, qui, rebelle à la loi, est suspendu de l'exercice de ses droits de citoyen, dont les biens sont séquestrés. Il ne s'agit pas, bien entendu, de celui qui, cité en simple police ou devant le Tribunal correctionnel, ne comparait pas, il y a alors défaut et non pas contumace. A quel titre le contumace, dont les biens sont soumis au même régime que s'il était absent, obtiendrait-il un délai ou conserverait-il celui qu'il a obtenu ? Le seul fait que ses biens soient séquestrés n'exclut-il pas à lui seul toute idée de délais ? Les Juges ont mieux à faire que protéger des gens aussi peu intéressants et dont la mauvaise foi est évidente. Certains ont voulu donner une définition spéciale de l'état de contumace en ce qui concerne les délais de grâce. Pour Larombière, le contumace est, au sens de l'article 124 du Code de Procédure civile, « celui qui a disparu, qui se cache, se soustrait aux poursuites de ses créanciers et met frauduleusement entre eux et lui de grandes distances (1). Ce ne semble pas cependant avoir été l'intention du législateur.

3. Dernière cause de déchéance : le débiteur prisonnier. S'agit-il de la prison ordinaire pour délit de droit commun ? Il paraît bien que ce soit uniquement de l'emprisonnement pour dettes. Aubry et Rau émettent cependant l'opinion contraire : « l'article 124 ne fait aucune distinction, il s'applique à la détention préventive et à l'emprisonnement pour crimes de droit commun » (2). Cette cause de déchéance a perdu presque tout son intérêt depuis l'abolition de la contrainte par corps par la loi du 22 juillet 1867.

(1) Larombière, t. III, art. 1244, n° 34.

(2) Aubry & Rau, t. IV, par. 319, note 24.

Celle-ci ne subsiste plus aujourd'hui qu'en matière pénale pour le paiement des amendes et indemnités, et encore sa durée a-t-elle été réduite (loi du 30 décembre 1928). Cette déchéance est d'ailleurs justifiée, car quelle bonne volonté peut-on attendre de celui qui s'est laissé trainer en prison plutôt que de payer ses dettes ?

4. D'une manière générale, cette déchéance du terme est-elle encourue de plein droit, ou doit-elle être prononcée par jugement ? La première solution paraît avoir les préférences de la doctrine et de la jurisprudence (3). Il n'est donc pas besoin d'une décision de justice ; le créancier qui a de bonnes raisons de croire son débiteur déchu du bénéfice du terme, n'a qu'à le poursuivre immédiatement, le Juge, s'il est saisi par le débiteur, appréciera.

Cette déchéance présente d'ailleurs un caractère tout personnel pour celui qui l'encourt et ceci est particulièrement intéressant dans les obligations à sujets multiples. La déchéance du délai de grâce encourue par un débiteur solidaire, si elle rend la dette immédiatement exigible et pour la totalité contre lui et ses co-débiteurs, ne les empêche pas à leur tour, s'ils réunissent les conditions requises, de solliciter et d'obtenir des délais. Il en est de même de la caution, la déchéance du délai de grâce encourue par le débiteur principal rend la dette immédiatement exigible contre la caution qui jusque là profitait du délai accordé à celui-ci, mais rien ne s'oppose à ce qu'à son tour, elle sollicite, si elle est poursuivie personnellement, le bénéfice de délais de grâce.

(3) Toullier-Duvergier, livre III, titre III, n° 668.

CHAPITRE VI

Exceptions au délai de grâce

Malgré la généralité des termes de l'article 1244 du Code civil, il subsiste encore quelques matières où le délai de grâce n'a pas encore pénétré. Il en va d'elles comme de places fortes dont les murailles se démantèlent peu à peu sous les furieux assauts des assiégeants. Il en est ainsi pour certaines dettes commerciales, les annuités du Crédit Foncier, les contrats administratifs et les dettes fiscales, certaines ventes, les cotisations d'assurances sociales et d'allocations familiales, une question nous retiendra tout particulièrement, celle de la saisie immobilière.

1. Tout d'abord, en matière commerciale, les Juges ne peuvent surseoir au paiement des dettes constatées par des effets de commerce négociables : lettres de change et billets à ordre. Ainsi en décidaient autrefois les articles 135, 157 et 187 du Code de Commerce, le décret-loi du 30 octobre 1935 qui a modifié les textes du Code de Commerce relatifs à la lettre de change et au billet à ordre, pour les mettre en harmonie avec la Convention de Genève du 7 juin 1930, a maintenu cette disposition (articles 182 et 185 nouveaux).

C'était là une innovation du Code. La tradition, semblait-il, n'était pas aussi rigoureuse et autorisait l'octroi de délais modérés. Outre l'ordonnance de 1669 qui autorisait les Juges à accorder un sursis de trois mois pour toutes

les condamnations qu'ils avaient à prononcer, aussi bien en matière civile qu'en matière commerciale, celle du mois de mars 1673 et une déclaration royale du 28 novembre 1713 prévoyaient spécialement, en matière d'effets de commerce, la possibilité pour les Juges d'octroyer un délai de 10 jours. Le législateur a supprimé d'un coup tous ces délais de grâce, de faveur, d'usage ou d'habitude. Cette suppression était, à vrai dire, une impérieuse nécessité. Le commerce a besoin d'une grande rigueur dans l'exécution des engagements. Le fait pour un commerçant de ne pas faire face à ses échéances est susceptible d'avoir des répercussions beaucoup plus graves que celui, pour un simple débiteur civil, de ne pas payer ses dettes. Comment concevoir l'octroi des délais de grâce et les retards forcés qu'ils apportent au paiement avec la libre circulation des effets de commerce ? Une seule défaillance, même momentanée, entraîne des défaillances successives dangereuses pour la tranquillité et l'activité sociales. Admettre l'octroi des délais de grâce pour le paiement des effets de commerce eût été supprimer tout crédit et, comme le commerce ne vit que de crédit, anéantir le commerce lui-même. Un très vieil arrêt de la Cour de Douai du 13 avril 1814 (1) se fait l'écho de ses préoccupations, ses motifs valent d'être rapportés : « Accorder des délais pour les affaires de commerce aurait des conséquences aussi nuisibles qu'incalculables pour le porteur et les endosseurs. Même en présence de circonstances de force majeure, le jour même où le délai serait accordé, tout commerce serait anéanti puisqu'un vendeur ne pourrait se fier à un acheteur ».

(1) Jur. Gén. Dalloz, au mot Jugement, n° 449, note 1.

Aussitôt après la promulgation du Code de Commerce, la Jurisprudence s'est montrée hésitante. Interprètes trop stricts des paroles de l'orateur du Gouvernement, lors de la discussion de l'article 1244 du Code civil : « Nous ne parlons pas ici des obligations de commerce qui doivent avoir leurs règles particulières selon la nature de l'engagement », certains tribunaux ont voulu bannir les délais de grâce de toutes les obligations commerciales. « L'article 1244 n'est pas applicable aux obligations de commerce, qui doivent avoir leurs règles particulières selon la nature des engagements » (Cour de Colmar, 24 janvier 1806 (1)). C'était aller trop loin et dépasser manifestement l'intention du législateur. D'autres, au contraire, n'obéissant pas à la lettre aux prescriptions nouvelles, s'étaient permis d'accorder des délais aux souscripteurs de lettres de change ou de billets à ordre, victimes de circonstances exceptionnellement malheureuses (Metz, 5 juillet 1814 (1), ou bien dont la cause de l'engagement était non pas commerciale mais civile (Colmar, 22 novembre 1815 (1)). Ces hésitations ont d'ailleurs cessé rapidement et le principe s'est définitivement établi. La prohibition d'accorder des délais de grâce ne concerne que les souscripteurs de lettres de change et de billets à ordre, l'article 1244 peut recevoir application dans toutes les autres matières commerciales. « La prohibition faite aux Juges d'accorder des termes ou délais pour le paiement des lettres de change ou des billets à ordre ne s'étend pas aux autres engagements commerciaux et notamment aux obligations résultant de comptes courants, ces obligations sont susceptibles soit de concessions de délais, qui peuvent même s'élever à trois

(1) Jur. Gén. Dalloz, au mot Obligations, n° 1781, notes 1 et 2.

années, soit même de divisions ou de paiements partiels » (Cour de Cassation, Req. 20 décembre 1842, D. P. 1843-1-22) (1).

Le législateur a cependant fait lui-même quelques entorses au principe et ses interventions n'ont pas toujours eu des conséquences heureuses. Dans certaines périodes troublées, il est intervenu pour suspendre le paiement des effets de commerce, ainsi en 1830, 1848, 1870 et 1914. Une loi du 27 janvier 1910 avait d'ailleurs permis au Gouvernement de proroger, par décrets pris en Conseil des Ministres, les délais dans lesquels devaient être faits les protêts et tous les actes destinés à conserver les recours pour toutes les valeurs négociables, en cas de mobilisation de l'armée, de fléau ou autre calamité publique. Tout récemment même, il a été jusqu'à permettre aux Juges d'accorder aux débiteurs du prix d'acquisition de fonds de commerce des délais pour le paiement des billets qu'ils avaient souscrits (loi du 29 juin 1935). Un décret du 30 juillet 1937 est venu retarder le paiement des effets lorsque le dernier jour du mois tombe un samedi. Toutes ces exceptions ne sont que de courtes éclipses d'un principe né des nécessités mêmes du commerce.

Après les lois nouvelles des 25 mars et 20 août 1936, certains débiteurs ont essayé d'obtenir des Juges des délais de grâce pour le paiement des effets de commerce. A part de rares exceptions, leurs actions ont été repoussées. Les Juges se sont montrés particulièrement fermes. Certains tribunaux ont même repoussé les demandes de

(1) La plupart des auteurs sont dans ce sens : Larombière, t. III, art. 1244, n° 22 ; Aubry & Rau, t. IV, par. 319, note 28 ; Laurent, t. XVII, n° 577 ; Baudry-Lacantinerie & Barde, t. II, n° 1501. Contra : Toullier-Duvergier, livre III, titre III, n° 661.

délais sans distinguer si le billet à ordre avait une cause civile ou commerciale.

La Jurisprudence sur ce point est abondante. Citons un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du 24 septembre 1936 (D. H. 1937, p. 16) qui précise que « s'il est vrai que les dispositions claires et formelles de l'ancien article 157 du Code de Commerce n'aient pas été reproduites dans le décret du 30 octobre 1935, on ne saurait en induire que le principe que cet article consacrait à être abrogé... que le nouvel article 182 dispose qu'aucun jour de grâce ni légal ni judiciaire n'est admis en dehors des cas prévus aux articles 147 et 157 du même Code ». Le Tribunal civil de Carpentras, dans un jugement du 21 octobre 1936 (D. H. 1937, page 15) déclare que « les articles 135, 157 et 187 du Code de Commerce interdisent au Juge d'accorder des délais de grâce pour le paiement des effets de commerce ». Enfin, la Cour de Paris, dans un arrêt du 12 octobre 1937 (D. H. 1937, p. 510) dit également que « la loi du 25 mars 1936 a seulement précisé que la faculté donnée aux Tribunaux d'accorder des délais, appartient au Juge des référés, mais ne leur a nullement permis d'en accorder pour le paiement d'effets de commerce ».

2. C'est à la même idée de sécurité de crédit, qu'ont obéi les rédacteurs du décret du 28 février 1852 sur l'organisation du Crédit Foncier. Cette institution a été créée pour venir en aide aux propriétaires en difficultés. Le Crédit Foncier s'est chargé de leur consentir des prêts portant intérêts et remboursables par annuités, en leur demandant en contre-partie une hypothèque en premier rang sur leurs immeubles. Pour se procurer les capitaux nécessaires au financement de ces prêts, il a émis des obligations gagées

sur ces hypothèques. Sachant bien qu'il réussirait d'autant mieux à capter la confiance des prêteurs que les garanties données seraient plus fortes, il a été amené à multiplier les rigueurs contre les emprunteurs qui ne pouvaient payer leurs annuités à l'échéance. L'article 26 du décret stipule que « les Juges ne peuvent accorder aucun délai pour le paiement des annuités ». La procédure de saisie elle-même a paru trop lente et trop onéreuse. Il fallait pouvoir réaliser rapidement le gage. L'article 37 du décret fait échec à l'article 703 du Code de Procédure civile : « aucune remise d'adjudication ne pourra être faite que du consentement du Crédit Foncier ». On avait, en outre, substitué à la saisie immobilière de droit commun, une saisie simplifiée où, entre autres, le commandement tenait lieu de procès-verbal de saisie immobilière et dont s'est inspiré d'ailleurs le nouveau décret du 17 juin 1938. Tant et si bien qu'on pouvait arriver en six semaines à la vente des immeubles hypothéqués, alors qu'autrement il aurait fallu plusieurs mois. Le résultat est d'ailleurs venu confirmer les espoirs des pouvoirs publics et le Crédit Foncier est encore à l'heure actuelle une institution florissante.

A ce principe, le législateur a cependant apporté une exception dans l'article 2 de la loi du 25 mars 1936. La situation des débiteurs du Crédit Foncier était alors très délicate. Parmi les propriétaires endettés, les uns avaient des locataires que des lois autorisaient plus ou moins à ne pas payer leurs loyers tout en les maintenant dans les lieux, les autres, agriculteurs, ne pouvaient vendre leurs récoltes. Comment pouvaient-ils faire face au paiement des annuités du Crédit Foncier ? Et pourtant telle est la force de la tradition et aussi tellement impérieuse la nécessité du crédit que le législateur n'est intervenu qu'à regret.

A titre exceptionnel seulement, le Juge des référés peut accorder à ces malheureux débiteurs un délai d'un an, à condition toutefois qu'ils n'aient pas déjà bénéficié d'un délai amiable d'une année. Cette loi a d'ailleurs donné lieu à des difficultés. Quel est le point de départ de ce délai d'un an dont le débiteur ne doit pas avoir bénéficié pour se prévaloir de la loi ? Deux solutions ont été données par la Jurisprudence. L'une fait partir ce délai amiable seulement du commandement signifié au débiteur par le Crédit Foncier (Tribunal civil de Brignolles, 27 mai 1936, D. H. 1936, p. 420), l'autre du jour où la dette est exigible (Tribunal civil de Versailles, 19 mai 1936, D. H. 1936, p. 472). La question ne paraît pas avoir été tranchée. Cette disposition exceptionnelle n'a pas été renouvelée. Le décret-loi du 25 août 1937 portant octroi de délais aux débiteurs malheureux et de bonne foi, ne parle pas des débiteurs du Crédit Foncier. Les décrets-lois des 25 août et 31 août 1937 relatifs à l'octroi de délais, l'un aux commerçants, industriels et artisans, l'autre aux débiteurs hypothécaires, excluent de leurs dispositions les créances des organismes dont les emprunts, prêts ou ouvertures de crédit, sont soumis à un régime légal ou réglementaire, et partant les créances du Crédit Foncier. Ainsi les débiteurs qui ont déjà bénéficié de ce délai d'un an n'en peuvent plus obtenir d'autres. Un récent arrêt de la Cour d'Amiens du 10 mars 1938 (D. H. 1938, p. 330) précise d'ailleurs « que le texte fondamental qui règle la matière est le décret du 28 février 1852, qui interdit aux Juges d'accorder aucun délai pour le paiement des annuités dues au Crédit Foncier, que l'article 2 de la loi du 25 mars 1936 a apporté à cette interdiction une dérogation dont le caractère a été qualifié d'exceptionnel et a été expressément limitée dans

le temps ; que l'art. 1244 a été, en effet, par cette disposition, déclaré applicable aux débiteurs du Crédit Foncier, mais pour un délai qui n'excédera pas un an à dater de la promulgation de la loi ; qu'il résulte donc de ses termes mêmes qu'à l'expiration du délai qu'il a fixé, l'art. 2 de la loi du 25 mars 1936 a cessé d'avoir effet et n'aurait pu revivre qu'en vertu d'une nouvelle disposition législative ».

3. Les Juges ne peuvent pas non plus étendre leur sollicitude aux concessionnaires malheureux des Administrations Publiques ni aux contribuables gênés. Ce n'est certes pas que ceux-ci n'en aient parfois besoin, mais le principe même de la séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire s'insurge contre cette immixtion des Juges dans les contrats administratifs et dans la perception de l'impôt. Cela ne veut pas dire d'ailleurs que ni les concessionnaires des Administrations Publiques, ni les débiteurs du fisc ne bénéficieront pas de délais, mais leur sort ne dépend plus de la bienveillance des Juges, mais seulement de celle des Ministres intéressés qui peuvent toujours, suivant les besoins des administrations ou du Trésor, donner, par des circulaires ou tout autre moyen, des instructions dans ce sens à leurs subordonnés.

Ce principe est bien établi et nous ne croyons pas qu'il ait jamais été discuté. En matière d'enregistrement, l'article 59 de la loi du 22 frimaire an VII, confirme cette opinion, puisqu'il stipule « qu'aucune autorité publique ne peut suspendre ou faire suspendre le recouvrement des droits ». C'est aussi l'opinion de la Cour de Cassation (S. 1894-1-369, 1899-2-181). Lors de l'élaboration de la loi du 21 août 1936, la question a été posée. Un amendement de M. Fernand Laurent, qui faisait bénéficier de la loi les

débiteurs du Trésor, a été repoussé. Une circulaire de la Chancellerie du 12 mars 1937 rappelle le principe. Au cours des travaux préparatoires de la loi du 12 juillet 1937, certains députés ont prétendu que les dettes fiscales étaient, comme les autres, soumises aux délais de grâce. Le décret-loi du 25 août 1937, relatif à l'octroi de délais aux commerçants, industriels et artisans, maintient cependant, dans son article 8, le principe traditionnel : « Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables... aux sommes dues au Trésor Public ». Cette disposition n'est pas spéciale aux matières visées par le décret et doit être généralisée. Si le législateur ne craint pas, en retardant l'exécution des conventions privées, d'y apporter des désordres préjudiciables non seulement aux intérêts des créanciers, mais le plus souvent à ceux de la société toute entière, il se soucie beaucoup moins de s'attirer les mêmes ennuis dans l'administration de ses finances. L'Etat, mauvais payeur, se montre volontiers rigoureux envers ses propres débiteurs.

Un autre décret, aussi du 25 août 1937, instituant le « règlement amiable homologué » autorise cependant le débiteur qui veut mettre à profit ses dispositions à solliciter des délais « pour le paiement des impôts directs et autres sommes dues au Trésor Public ». Cette nouvelle disposition ne fait que confirmer l'opinion que nous avons émise. Un décret du 13 janvier 1938, qui réglemente son application, précise, en effet, que seules parmi les dettes fiscales, celles se rapportant à l'Enregistrement et au Domaine bénéficient de cette mesure de faveur. En outre, cette demande de délais doit être adressée non pas aux Juges, mais bien à l'agent chargé du recouvrement. Le sort des débiteurs du Trésor se trouve donc ainsi dépen-

dre non de la bienveillance des Juges, mais de celle du Trésor lui-même, qui agira suivant ses possibilités et sa générosité. Ce n'est là qu'un délai amiable, de même nature que celui qu'un créancier ordinaire peut accorder à son débiteur. Ce n'est pas un délai de grâce. Ajoutons pour être juste que les agents du Trésor se sont montrés assez larges depuis quelques années et accordent assez facilement des délais aux débiteurs dans la gêne. Contre la décision des agents, le débiteur peut d'ailleurs se pourvoir devant le « chef hiérarchique départemental de comptabilité chargé du recouvrement ».

L'économie du décret est assez intéressante à étudier. Le bénéfice des délais est lié à l'homologation du règlement amiable. Le débiteur en est privé s'il ne l'obtient pas ou s'il en est déchue. Les causes de déchéance prévues rappellent celles du délai de grâce : « tout manquement aux conditions fixées par la décision accordant des délais de paiement... l'exercice de poursuites pour le recouvrement des créances du Trésor qui ne seraient pas visées par la décision accordant des délais de paiement, ...faillite, ...ou liquidation judiciaire du débiteur ».

4. Dans le Code civil, au titre de la vente, nous trouvons plusieurs articles où les délais de grâce sont écartés.

L'article 1655, traitant de la vente d'immeubles, interdit au Juge d'accorder des délais à l'acquéreur si le vendeur est « en danger de perdre la chose et le prix ». De même, l'article 1657, en matière de ventes de denrées et d'effets mobiliers, stipule que « la résolution a lieu de plein droit après l'expiration du terme convenu pour le retirement ». Enfin, l'article 1661, qui traite de la vente à réméré, précise que les Juges ne peuvent prolonger, par

un délai de grâce, le délai de rachat primitivement fixé par les parties dans leur convention. C'eût été d'ailleurs détruire l'économie du contrat de vente à réméré que de permettre au Juge d'accorder des délais et d'augmenter ainsi les chances possibles de rachat du vendeur. Peut-être faut-il voir surtout dans cette prohibition, une certaine défiance du législateur contre ces sortes d'opération qui cachent trop souvent des prêts à taux usuraire.

5. La Jurisprudence admettait déjà, avant les lois des 25 mars et 20 août 1936 l'inapplicabilité des délais de grâce au paiement des cotisations d'assurances sociales. Un arrêt de la Chambre civile du 18 février 1936 (D.H. 1936, p. 179) fixait en des termes particulièrement précis l'attitude de la Cour Suprême : « L'employeur est tenu d'acquitter aux échéances fixées la double contribution patronale et ouvrière ; la stricte observation de cette obligation constitue la condition indispensable au fonctionnement d'une loi de prévoyance sociale, instituée dans un intérêt public, et la garantie des droits nés ou éventuels des assurés sociaux. Il s'ensuit que l'octroi de délais de grâce à l'employeur est incompatible avec l'esprit et les conditions d'application de la loi précitée, il est soustrait au pouvoir des Juges du fond ».

Les lois nouvelles ne semblent pas avoir modifié la jurisprudence sur ce point. Un autre arrêt de la Chambre criminelle, cette fois, du 14 avril 1937 (D.H. 1937, p. 304), reprend exactement les mêmes termes que le précédent. On trouve cependant, en parcourant la jurisprudence, un arrêt en sens contraire de la Cour de Besançon du 21 juin 1937 (D.H. 1937, p. 446). La Cour déclare « que s'il est exact que le Juge des référés est incompétent en matière admi-

nistrative et fiscale, il n'apparaît pas que la loi qui régit les assurances sociales soit une loi fiscale ; qu'il s'agit d'une loi de prévoyance instituée dans un intérêt public, qui n'a pas pour but de percevoir des impôts, mais de recueillir une double contribution aux échéances fixées pour permettre son fonctionnement ». Elle conclut « que l'article 1244, en raison de l'étendue donnée à son champ d'application par les lois des 25 mars et 20 août 1936, est applicable en matière d'assurances sociales ».

Le décret-loi du 25 août 1937 en faveur des commerçants, industriels et artisans, exclut à son tour du bénéfice de ses dispositions « les créances visées par la loi du 5 avril 1928 » ; il y ajoute même « les sommes dues aux caisses de compensation, en vertu des dispositions de la loi du 11 mars 1932 ». Ces dispositions doivent être considérées comme générales et applicables en toutes matières. Un arrêt récent de la Chambre criminelle du 27 octobre 1937 (D.H. 1937, p. 587) confirme d'ailleurs la doctrine antérieure de la Cour de Cassation. Pour ce qui est des sommes dues aux caisses de compensation des allocations familiales, les mêmes raisons qui ont conduit la jurisprudence à refuser des délais aux débiteurs de cotisations d'assurances sociales sont et demeurent valables.

Notons enfin une dernière exception de moindre importance : les délais de grâce sont interdits pour les prêts consentis par le Crédit Municipal. Ainsi en décide le décret du 24 octobre 1918, en son article 3.

6. C'a été une question autrefois très discutée que l'applicabilité des délais de grâce en matière de saisie immobilière. Les auteurs et la jurisprudence avaient fini par la

résoudre négativement (1). L'octroi de délais de grâce paraissait incompatible avec la procédure de saisie immobilière qui, extrêmement compliquée, était régie par des règles spéciales. Pour en rendre l'emploi plus difficile et protéger ainsi les richesses immobilières du débiteur, le législateur y avait multiplié les nullités et contraint les créanciers à exercer leurs poursuites dans des délais stricts et fatals. Les délais de grâce l'auraient encore alourdie, auraient détruit son harmonie et diminué encore le crédit que le débiteur pouvait tirer de ses immeubles, crédit déjà très ébranlé par les difficultés de la procédure instituée par la loi du 2 juin 1841.

L'article 2212 du Code civil, au titre de l'expropriation forcée, apportait à cette thèse un précieux argument. Cet article autorisait les Juges à suspendre les poursuites de saisie immobilière, mais seulement si le débiteur était à même de justifier par baux authentiques que le revenu net et libre de ses immeubles, pendant une année, suffisait pour le paiement de la dette en capital, intérêts et frais, et s'il offrait la délégation de ces revenus à son créancier. Les poursuites étaient naturellement reprises s'il survenait quelque obstacle ou opposition au paiement, si le débiteur tombait en faillite, s'il était poursuivi par d'autres créanciers ou encore si, de mauvaise foi, il avait délégué ses revenus à d'autres qu'à son créancier.

Comment d'ailleurs expliquer le rôle que pouvait jouer l'article 703 du Code de Procédure civile, qui prévoyait expressément, en matière de saisie immobilière, une remise d'adjudication de soixante jours au plus ? Les rédacteurs du Code de Procédure, promulgué postérieurement au Code

(1) Larombière, t. III, art. 1244, n° 34 ; Baudry-Lacantinerie, t. II, n° 1487.

civil, auraient-ils prévu cette simple remise d'adjudication si le débiteur avait pu, à son gré, obtenir des délais en invoquant l'article 1244 ?

Une jurisprudence unanime consacrait l'inapplicabilité de cet article en matière de saisie immobilière. Un arrêt de la Cour de Caen du 7 mars 1849 (D.P. 1850-2-155) dit notamment : « Lorsqu'il s'agit de poursuivre une saisie immobilière, le Juge ne peut plus user de la faculté illimitée que lui accorde l'article 1244 ; il doit appliquer les dispositions de la loi concernant les poursuites en expropriation. Il ne peut, sans contrevenir à l'esprit et au texte de la loi, prolonger la procédure au delà du terme fixé d'une manière définitive. L'article 703 du Code de Procédure est seul applicable... ». Citons encore deux arrêts de la Cour de Caen des 21 février et 16 avril 1850 (D.P. 1852-2-175). La Cour de Cassation elle-même s'était ralliée à cette opinion (Req. 2 décembre 1903, D.P. 1904-1-329) et avait entraîné toute la jurisprudence ; la question n'était même plus discutée (Cour de Paris, 10 juillet 1920, D.P. 1921-2-54 ; Trib. civ. de Rouen, 22 novembre 1927, D.H. 1928, p. 122 ; Trib. civ. de Bordeaux, 28 mai 1931, D.H. 1931, p. 454).

Au lendemain des lois des 25 mars et 20 août 1936, la question s'est de nouveau posée. Ces lois ne l'avaient pas résolue de façon précise ; aussi les difficultés ont-elles commencé. Deux courants de jurisprudence se sont créés ; l'un, fidèle à la tradition, ne reconnaît pas aux Juges le pouvoir de retarder la procédure d'expropriation forcée ; l'autre, plus libéral, plus conforme aux tendances nouvelles, leur donne cette faculté.

A l'appui de la première thèse, on trouve des décisions assez nombreuses, entre autres deux jugements, l'un du

Tribunal civil de Cognac du 31 mai 1936 (1), l'autre du Tribunal civil de Pont-l'Évêque du 16 juin 1936 (2) et un arrêt de la Cour de Montpellier du 3 juin 1936 (3). On invoque tout d'abord la tradition, ce qu'on ne saurait trop louer, surtout à l'heure actuelle. Les dispositions concernant les délais de grâce dérogent au droit commun ; il faut donc les interpréter restrictivement. Les lois nouvelles ont certes élargi les pouvoirs des Juges puisque désormais deux juridictions, dont l'une est particulièrement rapide, vont en user concurremment pour le plus grand bonheur des débiteurs. On n'y trouve cependant nulle part mention de la saisie immobilière. On ne doit donc pas en « généraliser les termes, comme on est tenté de le faire, en les étendant à des matières autres que celles que l'article 1244 a toujours régies ». En outre, l'article 703 du Code de Procédure n'a pas été modifié et son texte apparaît difficilement conciliable avec les termes du nouvel article 1244. A supposer d'ailleurs que cet article accorde désormais aux Juges le pouvoir de surseoir aux poursuites de saisie immobilière, cette prérogative appartient-elle à la fois au Tribunal et au Juge des référés ou à ce dernier seulement ? Il semblerait, si l'on veut concilier les textes des articles 703 et 1244, que seul le juge des référés puisse le faire. Comment concevoir, dans ces conditions, que celui-ci ait la faculté d'accorder des délais allant jusqu'à un an, tandis que le Tribunal devrait se contenter d'octroyer une modeste remise d'adjudication de soixante jours ? Enfin, le traitement de faveur dont l'article 2 de la loi du 25 mars 1936 fait bénéficier les débiteurs du Crédit

(1) D. H. 1936, page 343.

(2) D. H. 1936, page 422.

(3) S. 1937-2-67.

Foncier ne s'applique qu'à ces derniers. Les travaux préparatoires, s'ils traitent assez longuement des expropriations forcées, ne visent que les procédures intentées par le Crédit Foncier.

Ces bonnes raisons n'ont cependant pas convaincu tous les tribunaux et la thèse adverse, à laquelle nous nous rallions volontiers, est étayée par des décisions nombreuses (Trib. civ. de Meaux, 4 mai 1936 (1) ; Trib. civ. de Guelma, 8 juin 1936 (2) ; Cour de Paris, 8 juillet et 18 novembre 1936) (3). Les motifs qu'elle invoque nous paraissent plus convaincants.

C'est tout d'abord le texte général de la loi du 25 mars 1936. Si elle ne mentionne pas expressément la saisie immobilière parmi les procédures d'exécution qu'elle permet aux Juges de suspendre, du moins elle ne l'exclut pas ; elle la désigne même implicitement. « N'est-ce pas surtout en matière de saisie immobilière, où les actes successifs sont soumis à des délais dont l'échéance est fatale, qu'il était nécessaire de suspendre les dits délais pour que le créancier ne soit pas obligé de recommencer sa procédure après l'expiration des délais de grâce ? » (Cour de Paris, 18 novembre 1936.)

Le fait même que l'article 2 de la loi du 25 mars 1936 ait dérogé, en faveur des débiteurs du Crédit Foncier, aux dispositions rigoureuses du décret du 28 février 1852, n'est-il pas la preuve que les débiteurs ordinaires, soumis de longue date à un régime moins sévère, peuvent bénéficier des mêmes mesures, sans d'ailleurs se voir appliquer cette limite d'une année imposée pour les seuls débiteurs

(1) D. H. 1936, page 349.

(2) D. H. 1936, page 421.

(3) D. H. 1936, page 543, et 1937, page 8.

du Crédit Foncier ? « Serait-il logique que les débiteurs du Crédit Foncier puissent bénéficier d'un délai d'un an, alors que les débiteurs hypothécaires ordinaires ne pourraient invoquer que l'article 703 du Code de Procédure et obtenir ainsi un sursis maximum de soixante jours ? » (Cour de Paris, 8 juillet 1936).

Les travaux préparatoires sont formels à cet égard et ne visent pas seulement les débiteurs du Crédit Foncier. On peut multiplier les citations parlementaires ; le Tribunal civil de Guelma, dans son jugement cité plus haut, se plaît à les rapporter. Au Sénat, M. Clément Raynaud parle de « placards et affiches ». A la Chambre, M. Fernand Augé, rapporteur, explique que le Sénat a voulu donner « pouvoir au Juge des référés d'accorder à tous débiteurs des délais et de surseoir aux exécutions et aux ventes forcées » ; M. Mistler s'étend sur « ces poursuites particulièrement pénibles qui aboutissent à la vente forcée des petites propriétés de famille ».

On doit ajouter que ces lois nouvelles ont été inspirées par un esprit social que les Juges peuvent ne pas approuver, mais qu'ils doivent respecter. Elles ont rompu brutalement avec la tradition. On n'a cessé de répéter qu'elles ont créé un droit nouveau. Ce droit nouveau n'exige-t-il pas des solutions nouvelles ?

L'article 703 du Code de Procédure n'est d'ailleurs pas inconciliable avec l'article 1244 du Code civil, ni même avec l'article 2212 du Code civil qui ne vise qu'un cas particulier. Les termes très larges employés par l'article 1244 donnent, à notre avis, aussi bien aux Tribunaux qu'aux Juges des référés, le pouvoir de surseoir aux poursuites de saisie immobilière. Si, dans la jurisprudence, on trouve des décisions plus nombreuses émanant des Juges des référés,

c'est que les dispositions de l'article 122 du Code de Procédure paralyseront parfois l'action des Tribunaux et qu'ensuite les saisis s'adressent plus volontiers à ceux-là, pour les raisons que nous avons déjà eu l'occasion d'exposer.

En réalité, les articles 1244 et 703 ne s'appliquent pas au même moment de la procédure de saisie immobilière. Au début de la procédure, tant que le jour de l'adjudication n'a pas été fixé, le saisi peut s'adresser, en se basant sur l'article 1244, soit au Tribunal, soit au Juge des référés, afin d'en obtenir des délais. Mais une fois le jour de l'adjudication définitivement fixé, ce qui sera fait soit dans le jugement de publication et lecture du cahier des charges, soit encore, d'après la nouvelle procédure instituée par le décret du 17 juin 1938, dans les sommations de prendre communication du cahier des charges, s'il n'y a ni dires ni observations, il nous semble que dès lors seul l'article 703 sera applicable et que seul le Tribunal pourra accorder, pour causes graves et dûment justifiées, une remise d'adjudication de soixante jours au plus.

Quoi qu'il en soit, la question reste entière à l'heure actuelle et ne paraît pas avoir été définitivement tranchée. Cependant, les décrets récents du 25 août 1937, et même celui du 31 août 1937, apportent un argument nouveau et combien précieux en faveur de l'applicabilité des délais de grâce en matière de saisie immobilière. Ils prévoient, en effet, « la remise de vente ou d'adjudication des immeubles saisis consentie en vertu de l'article 1244 ». La position des partisans de la thèse de l'inapplicabilité apparaît ainsi de plus en plus difficile à soutenir.

Le décret-loi du 17 juin 1938, qui a profondément transformé la procédure de saisie immobilière en s'inspirant de

celle suivie par le Crédit Foncier, ne paraît pas avoir soulevé cette question et l'on peut s'en étonner. Le nouvel article 703 prévoit toujours une remise d'adjudication de soixante jours au plus et ajoute même qu'il ne pourra être accordé de nouveaux délais, « si ce n'est pour cause de force majeure ». L'article 676 nouveau permet au Tribunal de surseoir provisoirement aux poursuites, mais seulement lorsque la saisie portant sur des immeubles situés dans des arrondissements différents, la partie saisie justifie que la valeur de quelques-uns de ces immeubles est suffisante à elle seule pour rembourser les créanciers poursuivants. Le Tribunal peut ainsi surseoir aux poursuites exercées contre les autres immeubles, mais encore faut-il que les dits immeubles ne dépendent pas d'une seule et même exploitation. Les poursuites seraient d'ailleurs reprises si les biens indiqués par le saisi n'étaient pas suffisants pour désintéresser les créanciers. Il s'agit là d'un cantonnement provisoire de la saisie, soumis d'ailleurs à certaines conditions, mais non pas de délais de grâce. De même l'article 730 nouveau autorise le saisi à assigner le saisissant en référé par devant le Tribunal, de la situation des biens, pour obtenir un sursis aux poursuites « pendant un délai qui sera fixé par le magistrat, toutes choses demeurant en état », mais c'est à la condition qu'antérieurement aux sommations aux créanciers inscrits il ait été rendu un jugement prescrivant la vente en justice des immeubles compris dans la saisie.

TITRE SECOND

Les Droits Particuliers à Certaines Catégories de Débiteurs

Une des caractéristiques de l'ancien Droit était la diversité des législations. Le droit privé était divisé, morcelé à l'excès. Chaque région, chaque pays avait ses coutumes, ses usages qu'il conservait jalousement comme de véritables privilèges. Voltaire disait plaisamment qu'en France le voyageur changeait de lois à chaque relais. Les droits des individus variaient encore suivant leur condition sociale, selon qu'ils étaient clercs, nobles ou roturiers.

Dans un moment d'enthousiasme, la Révolution avait délibérément renversé toutes les barrières sociales et aboli les coutumes. Le Code civil avait consacré l'unité de législation. Il n'y avait plus désormais pour l'ensemble de la France qu'un seul Droit. Tous les Français, à quelque classe qu'ils appartiennent, de quelque situation qu'ils fussent, étaient égaux devant la loi.

On s'est plu longtemps à considérer cette réforme comme

un progrès. L'égalité civile, maintenant, ne suffit plus. Un droit nouveau veut l'égalité sociale. Ce nivellement qu'on réclame nécessite l'abandon du principe de l'égalité civile, mais on le sacrifie de gaieté de cœur. Le législateur se doit d'intervenir pour rétablir entre les individus l'équilibre constamment détruit par une vie économique qui, par ailleurs, n'a jamais été plus instable. Les droits de ceux-ci vont varier désormais en raison inverse de leur situation sociale. Les privilèges d'antan réapparaissent, appelés de tous leurs vœux par ceux-là mêmes qui glorifient la Révolution qui les avait abolis. Les riches, les puissants, n'ont plus que des devoirs ; seuls les pauvres, les misérables, ont des droits. « Le concept d'une législation de classe se développe... ; ce n'est plus en tant qu'homme que notre droit nous est octroyé ou mesuré, mais bien en qualité de commerçant, d'industriel ou de fonctionnaire, d'employeur ou d'employé, d'artisan ou de cultivateur, d'ancien combattant ou de père de famille, de propriétaire ou de locataire, de contribuable ou de non assujetti, de syndiqué ou d'isolé » (1).

Au nom de l'égalité sociale, et non plus de l'égalité civile, certaines catégories de débiteurs ont réclamé leurs lois spéciales et les ont obtenues des pouvoirs publics. Les facilités qui leur ont été accordées varient en proportion des malheurs qu'elles ont éprouvés et aussi, hélas, des influences que chacune d'elles possède sur les parlementaires. Comme l'ont fait remarquer d'éminents juristes, on assiste à une renaissance des « droits civils ». On revient aux conceptions des législations antiques où les droits étaient différents selon les sujets auxquels ils s'adres-

(1) M. Josserand : *Sur la Reconstitution d'un Droit de Classe*, Chronique Dalloz, 1937, page 1.

saient. Le droit de ne pas payer ses dettes est ainsi reconnu plus ou moins ouvertement à certains débiteurs privilégiés.

A côté de ces lois spéciales, les timides délais de grâce d'autrefois apparaissent bien ridicules. Le Juge ne se contente plus d'accorder des délais, mais la plupart du temps réduit de sa propre autorité le taux des intérêts conventionnels ou les supprime tout à fait, quand il ne s'attaque pas au principal même de la dette. Il met maintenant en échec les clauses résolutoires expresses, domaine qui lui était interdit autrefois. Les conventions privées ne pèsent pas lourd dans ses mains toutes puissantes.

Pour mieux assurer aux débiteurs les privilèges qu'il leur a octroyés et empêcher les créanciers d'entraver, par des conventions particulières, le libre jeu des lois nouvelles, le législateur prend soin de préciser que toutes ces dispositions sont d'ordre public.

Ces mesures ont été sans doute inspirées par une crise économique sans précédent. Le législateur s'est trouvé en face de situations inextricables. Il n'en reste pas moins vrai qu'elles ont délibérément foulé aux pieds le principe du respect des conventions privées. Les conséquences qu'elles ont entraînées et continuent d'entraîner sont désastreuses. Et c'est de ce droit nouveau que certains chantent les louanges.

Nous étudierons rapidement les législations particulières les plus importantes, qui ont fait l'objet de dispositions récentes, celles propres aux commerçants, industriels et artisans, celles propres aux agriculteurs et enfin celles propres aux débiteurs hypothécaires.

I. — LES COMMERÇANTS, INDUSTRIELS ET ARTISANS

Les commerçants et les industriels sont depuis longtemps régis par un droit particulier. A Rome même, bien qu'on ignorât l'existence du droit commercial proprement dit, ce n'était pas le « jus civile » rigoureux et formaliste qui s'appliquait aux opérations commerciales, mais un droit plus souple, le droit prétorien. Si, actuellement encore, quelques pays comme l'Angleterre et la Suisse semblent ignorer la distinction du droit commercial et du droit civil, il n'en est pas moins vrai que cette distinction existe, sinon dans la forme, du moins dans la réalité, et que des lois spéciales s'appliquent aux commerçants. C'est que le droit commercial doit répondre à d'autres nécessités que le droit civil ; le commerce a besoin de simplicité et de rapidité, il lui faut un droit large et souple ; le commerce a besoin de crédit et de sécurité dans les paiements, il lui faut des sanctions très sévères contre les débiteurs défaillants.

Déjà sous l'ancien régime, les ordonnances de 1673 et de 1681 réglementaient le commerce et les commerçants ; ces mesures étaient d'ailleurs plus favorables à celui-là qu'à ceux-ci, qui étaient soumis à un régime très rigoureux. Le Code de Commerce promulgué en 1807 a maintenu la tradition. Voté sous la présidence de Napoléon, à la suite des nombreux scandales des trafiquants aux armées, il s'est montré particulièrement sévère. On a dit de lui qu'il avait été fait contre les commerçants. Ces sévérités se sont émoussées avec le temps. Des lois successives ont peu à peu amélioré la situation des commerçants et industriels. Le droit de la faillite en est un exemple saisissant. Le

failli, sous l'empire du Code de Commerce, était traîné en prison, accablé de déchéances. Celui qui laisse sombrer ses affaires, disait-on alors, ne doit pas être mieux traité que le capitaine qui laisse sombrer son navire. La loi de 1838, celle du 4 mars 1889 sur la liquidation judiciaire, après la guerre le règlement transactionnel et, depuis le 25 août 1937, le règlement amiable homologué, sur lequel nous reviendrons, ont adouci progressivement son sort. A l'heure actuelle, loin d'être l'objet du mépris et de la réprobation publics, le débiteur failli est considéré avec respect, sinon avec admiration. La réhabilitation est devenue si facile que la faillite est devenue une opération profitable pratiquée par des commerçants et industriels ingénieux qui ne craignent pas de s'en vanter.

Notre droit moderne est devenu de plus en plus conciliant. Le commerçant et l'industriel, gros ou petits, ne sont-ils pas des électeurs sérieux ? L'argent qu'ils possèdent, l'influence qu'ils peuvent exercer, qui sur leurs clients, qui sur leurs ouvriers, sont autant d'atouts précieux dans le jeu d'un candidat parlementaire. Comment s'étonner de la bienfaisante pitié dont le législateur les entoure ?

Les artisans avaient paru longtemps oubliés. Ils étaient inconnus au début de ce siècle. Les frontières paraissaient d'ailleurs assez mal définies entre l'artisan et l'industriel. D'aucuns avaient cru que le développement de la grande industrie amènerait peu à peu leur disparition ; l'avenir devait les détromper. Le développement des frais généraux, la hausse des salaires ont favorisé le travail en famille et à domicile. Les artisans sont actuellement en pleine renaissance ; ils sont nombreux, bien groupés, leur puissance politique est grande. Comment le bon cœur de

nos députés pourrait-il ne pas s'émouvoir devant la détresse de ces anciens ouvriers qui se sont élevés par leur travail ? (1). Aussi jouissent-ils déjà d'avantages substantiels. Ils échappent à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, à la taxe sur le chiffre d'affaires (loi du 30 juin 1923). Chaque année, la loi de finances met une somme importante à la disposition du Ministre du Commerce pour consentir des prêts à long terme aux artisans. La loi du 26 juillet 1925 a créé les Chambres des Métiers ; celle du 27 mars 1934 a donné en termes précis la définition de l'artisan. Un décret du 8 août 1935 est venu débarrasser l'artisanat français de la concurrence étrangère en limitant le nombre des artisans étrangers. La loi du 17 janvier 1935 donne, à prix égal, la préférence aux artisans pour tous les travaux ordonnés par les collectivités publiques ; celle du 10 mars 1937 fixe le statut de l'apprentissage.

1. Le 30 juin 1926, le législateur est intervenu en faveur des commerçants et industriels locataires pour leur faciliter le renouvellement de leurs baux. Les bailleurs d'immeubles doivent désormais respecter la « propriété commerciale » de leurs locataires ; si, sans cause légitime, ils ne veulent pas consentir au renouvellement de leurs baux, ils leur paieront une indemnité d'éviction. Cette loi devait forcément faire naître des difficultés ; des lois postérieures se sont efforcées d'y pallier.

La loi du 22 avril 1927, loi interprétative — on ne veut pas dire rétroactive, le mot eût paru choquant — prend en considération la situation du malheureux locataire

(1) M. G. Ripert : *Le Régime Démocratique et le Droit Civil Moderne*, n° 203 et s.

menacé d'expulsion avant que ne soit réglée l'indemnité d'éviction qui lui est due. S'il est de bonne foi et si, par bonheur, la décision définitive prononçant son expulsion n'a pas encore été exécutée, le Juge des référés lui accordera un délai de grâce, sans toutefois pouvoir dépasser six mois. Peu importe au législateur le caractère provisoire des ordonnances de référé, le respect dû à une décision définitive ; seule compte la situation des malheureux commerçants. Une circulaire de M. Barthou invite discrètement les magistrats à se servir largement de la loi : « le Gouvernement fait confiance aux magistrats... la conciliation des droits et des intérêts en présence doit être le souci des Juges ». Cette loi n'était sans doute pas suffisante ; celle du 27 mars 1928 se propose à nouveau de « réglementer temporairement la situation des locataires commerçants et industriels menacés d'expulsion ». Pendant une année, tous les occupants de locaux commerciaux et industriels, même s'ils ne peuvent profiter de la loi du 30 juin 1926, même s'ils sont de mauvaise foi, pourront, en basant leur action sur l'article 1244, obtenir du Juge des référés qu'il soit sursis à leur expulsion. Une autre circulaire ministérielle attire « l'attention des Juges sur cette extension délibérément voulue, aux occupants de locaux commerciaux et industriels, d'un bénéfice dont jusqu'ici ils avaient pu paraître privés ». Le législateur se repose sur le Juge du soin d'appliquer délibérément la loi, « dans une matière où il est difficile de fixer des règles générales et où la paix sociale doit toujours inspirer la conduite des magistrats ».

La loi du 13 juillet 1933 apporte encore de nouveaux aménagements ; celle du 2 février 1937 relève les locataires de certaines forclusions et nullités qu'ils avaient pu encou-

rir. Des dispositions récentes ont même été plus loin ; elles ont interdit purement et simplement toutes poursuites et expulsions jusqu'au 1^{er} janvier 1938 (décret-loi du 25 août 1937), puis jusqu'au 1^{er} avril 1938 (loi du 31 décembre 1937). C'est que la Chambre des députés avait adopté une proposition de loi tendant une fois de plus à relever les locataires commerçants et industriels des forclusions qu'ils avaient pu encourir, et on ne voulait pas priver ces derniers, par une expulsion intempestive, du bénéfice éventuel de la loi. On ne se contente pas d'appliquer les lois en vigueur, on tient compte maintenant des lois futures ! Cette loi a d'ailleurs été votée, comme il fallait s'y attendre, le dernier jour, le 31 mars 1938.

Le 12 juillet 1933, on a permis à ces mêmes locataires, et cette fois aussi aux locataires artisans, de demander la réduction du montant de leur loyer « ayant pris cours ou conclu avant le 1^{er} janvier 1932 ». Il ne s'agit rien moins que d'une action en révision pure et simple. Pendant l'exercice de l'action et jusqu'au prononcé du jugement, l'exercice et les effets de l'action résolutoire, si elle est inscrite au bail, sont suspendus, ainsi que toutes autres poursuites d'exécution et même les mesures conservatoires susceptibles de gêner l'exercice de la profession (lois des 19 mai et 6 juillet 1934). Le décret-loi du 16 juillet 1935 est d'ailleurs venu diminuer encore de 10 % le montant de tous les loyers, même de ceux qui avaient déjà été réduits.

2. A l'égard des débiteurs du prix d'acquisition de fonds de commerce, le législateur s'est montré plus bienveillant encore. Ce sont eux qui les premiers ont bénéficié de ses faveurs. Leurs dettes étaient constatées par des billets de fonds ; les Tribunaux ne pouvaient leur accorder de délais.

Ils n'avaient d'autre ressource que de s'adresser au législateur. Bien leur en a pris, car ils ont été comblés.

Les lois des 5 juillet 1933 et 26 février 1934 leur ont tout d'abord permis, s'ils étaient débiteurs « d'un effet à ordre souscrit antérieurement au 1^{er} juillet 1932, en paiement du prix d'achat de leur fonds, de demander au Président du Tribunal de Commerce de se libérer partie en espèces et le surplus en une retraite ou nouveau billet à ordre payable à un an de date, augmenté des frais et intérêts calculés au taux légal ». Peu après, les lois des 19 mai et 6 juillet 1934 ont complété et prorogé ces dispositions. Elles ont admis au même bénéfice « les commerçants qui avaient acquis leur fonds par acte de transmission ou d'attribution, enregistré antérieurement au 1^{er} juillet 1932, et dont les dettes n'étaient pas constatées par des billets de fonds ». Les pouvoirs des juges ont été augmentés ; leurs décisions sont rendues sans appel et ils ont la faculté de suspendre jusqu'au 1^{er} juillet 1935 les effets de toute clause résolutoire et même de surseoir à la vente du fonds demandée par le vendeur, conformément à la loi du 17 mars 1909. Voilà des délais de grâce que nous ne connaissions pas. Pour en obtenir, le débiteur devait autrefois attendre d'être poursuivi ; on lui épargne cette angoisse, il peut désormais prendre les devants. Il ne s'agit pas d'ailleurs d'un moratoire ; l'octroi des délais reste facultatif pour le Juge, mais si celui-ci est libre de les accorder ou non, il n'en peut fixer à son gré la durée, le délai est toujours d'une année. D'autre part, les tiers tenus avec le débiteur à quelque titre que ce soit bénéficient des délais qui lui sont accordés.

Ce n'étaient là que des mesures préliminaires ; la situation de plus en plus critique des commerçants réclamait

une solution d'ensemble. La loi du 29 juin 1935, modifiée successivement par celles des 9 janvier et 22 mars 1936, est venue l'apporter. Tout commerçant débiteur en tout ou en partie du prix d'acquisition d'un fonds de commerce peut bénéficier de ses dispositions. Le vendeur doit lui-même se prêter à l'exécution de la loi, en dénonçant au débiteur le nombre et la liste des billets de fonds. De leur côté, les porteurs de billets doivent se faire connaître ; s'ils ne le font pas, une sanction grave est prise contre eux : les accords amiables et décisions de justice intervenus leur seront opposables. Le Président du Tribunal de Commerce jouit des pouvoirs les plus étendus. Jamais Juge ne fut plus puissant. Non seulement il a toute liberté pour accorder ou refuser des délais, mais il en fixe à son gré la durée. On ne l'incite même pas à se montrer prudent. La situation économique doit seule lui servir de guide. Il peut même régler les échéances à venir ; il accorde ainsi des délais avant que les dettes ne soient échues. Pendant l'instruction de la demande et jusqu'à l'expiration des délais accordés, les poursuites, l'exercice et les effets de l'action résolutoire, l'exécution de toutes décisions de justice sont suspendus de plein droit. La capitalisation des intérêts est interdite.

La loi va encore plus loin ; le juge peut s'attaquer maintenant au contrat lui-même. Il n'avait fait jusqu'ici que surseoir aux obligations du débiteur, il va maintenant les restreindre. De sa propre autorité, il peut réduire le taux des intérêts moratoires et conventionnels et même les supprimer complètement, s'il s'agit de fonds acquis entre le 1^{er} juillet 1926 et le 1^{er} juillet 1933 et si l'acquéreur justifie que le chiffre d'affaires moyen des deux dernières années a diminué de plus de 33 % par rapport à celui des deux années qui ont précédé la vente. Si les parties sont d'accord

sur le principe d'une réduction amiable du prix, mais ne peuvent s'entendre sur le quantum, le Juge, s'aidant « de ses lumières et de sa conscience », déterminera le montant de la réduction. Les malheureux vendeurs sont ainsi à la merci des Juges dont les décisions ne sont pas même susceptibles d'appel. Mieux encore, une instance en réduction du prix pour lésion est ouverte au profit de l'acquéreur si le prix des éléments incorporels du fonds a dépassé de plus de 33 % leur valeur réelle au jour de la vente, et il semble bien que le simple exercice de cette action en réduction suspende jusqu'à sa solution les poursuites du vendeur.

Le législateur ne s'est pas arrêté en si bon chemin. La loi du 29 juin 1935 n'avait pas répondu aux espérances qu'il avait fondées sur elle. Les débiteurs obtenaient largement des délais, mais leurs dettes ne faisaient que s'accroître du poids des intérêts de retard ; l'action en réduction pour lésion aboutissait rarement faute de preuve. De leur côté, les créanciers voyaient leur paiement indéfiniment retardé. N'y avait-il pas pour les uns comme pour les autres intérêt à un règlement immédiat ? Aussi, le 17 juillet 1937, crée-t-il une action en révision. Les débiteurs ne peuvent pas payer. Ils ignoraient, lors de l'acquisition de leur fonds, la crise économique qu'ils allaient subir. Il faut dès lors proportionner le montant de la dette à leur capacité de paiement. Rien de plus simple ! Quelques sénateurs ont mis en garde leurs collègues contre les répercussions d'une telle mesure. Ce privilège accordé aujourd'hui aux débiteurs du prix d'acquisition de fonds de commerce, pourquoi les autres débiteurs ne le réclameraient-ils pas demain ? L'influence des commerçants est telle que nul n'a voulu les entendre. Tous les débiteurs ne vont pas cependant profiter des dispositions nouvel-

les ; les acquéreurs de mauvaise foi, « ceux qui se sont volontairement abstenus d'exécuter les conventions amiables ou les décisions de justice intervenues, ou encore ceux qui ont payé moins des 2/3 de leur fonds et qui néanmoins en ont racheté et créé un autre, ou bien ont construit ou acquis des immeubles à la faveur des délais accordés, au lieu de payer leur vendeur », n'en pourront bénéficier. Les pouvoirs du Tribunal de Commerce sont d'ailleurs limités : le pourcentage de la réduction doit correspondre à celui de la diminution des recettes d'exploitation ; la réduction ne peut en tout cas descendre au-dessous de la somme restant due au vendeur par l'acquéreur. Au créancier spolié une fois de plus, on accorde une compensation : il pourra reprendre son fonds. La loi nouvelle marque cependant une curieuse réaction du législateur. La plupart des Tribunaux avaient admis que l'action en réduction pour lésion, de la loi du 29 juin 1935, suspendait pendant son instruction, et jusqu'à sa solution définitive, toutes poursuites contre le vendeur. Le législateur revient sur cette interprétation : « Les actions en réduction et en remise de dettes n'ont en aucun cas pour effet de suspendre, pendant l'instance, l'exercice des conventions amiables ou des décisions de justice intervenues pour le règlement du prix du fonds et devenues définitives » (art. 9 quater). De même la loi précise que les ordonnances du Président du Tribunal de Commerce, qui avait accordé des délais de grâce, sont exécutoires à l'échéance ; on ne pouvait donc plus les renouveler. Elle met en outre fin au moratoire accordé par la loi du 21 août 1936 à certains débiteurs du prix du fonds.

L'œuvre de la loi du 17 juillet 1937 a elle-même été retouchée par un décret-loi du 25 août 1937. Les pouvoirs

des Juges ont été de nouveau augmentés. Le Président du Tribunal de Commerce peut servir d'amiable compositeur pour arbitrer les différends des parties. La procédure de conciliation qu'avait instituée cette dernière loi devient obligatoire. Le décret revient sur les dispositions de l'article 9 quater, que nous citions tout à l'heure. Le Juge conciliateur, à défaut d'entente, fixe, en effet, la provision due au vendeur, et le rapport-préambule précise : « que la provision due au vendeur, et fixée par le Juge à l'expiration de la procédure de conciliation conformément à l'article 9 bis de la loi, limite les obligations immédiates du débiteur en ce qui concerne le paiement des termes de retard et le mettra à l'abri de toute poursuite qui pourrait être exercée pour un montant supérieur en vertu de l'article 9 septiès ». Il paraît logique d'admettre également que le vendeur ne pourra pas non plus intenter les poursuites avant que le Juge n'ait fixé cette bienheureuse provision.

Ce n'étaient là que des mesures fragmentaires dont bénéficiaient seulement certains d'entre les commerçants, industriels et artisans. La crise économique imposait des mesures d'ordre général. La loi du 21 août 1936, puis le décret-loi du 25 août 1937, devaient les apporter.

3. Devant la situation économique générale du pays, chacun s'accordait à penser qu'il devenait nécessaire de « faire une loi destinée à régler définitivement dans leur ensemble les rapports des débiteurs et des créanciers » (1). La lenteur des travaux parlementaires exigeait un certain temps avant qu'une telle réforme ne fût votée. La détresse

(1) Rapport de M. Maulion au Sénat.

des débiteurs était cependant si grande qu'il fallait agir immédiatement. La loi du 21 août 1936 est venue apporter aux débiteurs un adoucissement provisoire à leur malheureux sort.

Les mesures nombreuses prises jusque-là en faveur des débiteurs — la dernière remontait à la veille — avaient le défaut de nécessiter des procédures lentes et coûteuses. « La procédure est devenue la bête noire du petit commerce par la perte de temps et la perte d'argent qu'elle entraîne », disait M. Bergery. Aussi la proposition de M. Rous, qui devait devenir la loi du 21 août 1936, prévoyait-elle une suspension automatique des poursuites en faveur des débiteurs qu'elle présumait les plus touchés. Un contre-projet du Gouvernement combattit cette proposition. Au lieu et place de cette suspension automatique des poursuites, il donnait de larges pouvoirs au Juge des référés pour accorder des délais. La majorité de la Chambre, issue des élections de mai 1936, repoussa le projet et vota d'emblée la proposition. Au Sénat, on se fit un peu tirer l'oreille. Finalement, on accepta en modifiant quelque peu le texte voté par la Chambre, en faveur des créanciers dont elle n'avait guère paru se soucier. Ceux-ci, dans certaines circonstances, pourront aussi bénéficier de la loi.

Le titre de la loi est encore une fois erroné. A l'en croire, celle-ci « tendrait à permettre l'octroi de délais aux commerçants, industriels et artisans ». On est un peu décontenancé lorsqu'on lit le texte : nulle part il n'est question de délais. Il s'agit d'une suspension générale et de plein droit, nonobstant toute clause résolutoire contraire « de toutes poursuites et mesures d'exécution, ainsi que de toutes mesures conservatoires susceptibles d'empêcher

l'exercice normal de la profession ». C'est en réalité un véritable moratoire que consacre cette loi d'apparence toute anodine. Les Juges n'ont pas à intervenir ; le rapport de M. Maulion au Sénat le précise : « le sursis jouera automatiquement, en dehors de toute décision du Juge, il interviendra d'office, aucune clause ne pourra en arrêter l'effet ». Ce moratoire ne joue que pour certains créanciers et seulement pour certaines dettes.

On pouvait penser, et ç'avait été le désir du Gouvernement — la rédaction de son contre-projet en témoigne — que tous les commerçants, industriels et artisans allaient profiter de ces dispositions exceptionnelles, hormis seulement les débiteurs de mauvaise foi. Il n'en est malheureusement pas ainsi. Seuls certains débiteurs privilégiés peuvent se prévaloir du moratoire. Il n'est pas même nécessaire qu'ils soient malheureux et de bonne foi ; il faut et il suffit qu'ils ne soient pas inscrits au rôle de l'impôt général sur le revenu, au titre de leurs revenus de 1935. C'est pour le moins inattendu. Voilà une mesure de discrimination fiscale qui va servir à désigner les sujets d'une loi civile. Le fait de ne pas être inscrit au rôle de l'impôt général sur le revenu est loin d'être un signe de misère. Dans un pays comme le nôtre, où la fiscalité est particulièrement lourde et partant la fraude très répandue, ce n'est souvent que le résultat d'une habile dissimulation de ses revenus. Pour ce qui est de la bonne ou mauvaise foi du débiteur, il ne prouve rien du tout.

Parmi ces pauvres débiteurs, on fait encore des distinctions. Les débiteurs étrangers sont exclus de la loi, à moins qu'ils ne résident en France depuis plus de cinq ans et qu'ils n'appartiennent à un Etat qui donne aux commerçants, industriels et artisans français les mêmes avanta-

ges. Autant dire qu'ils en bénéficieront rarement, car il est peu d'Etats qui se montrent aussi généreux pour le débiteur que le nôtre. Le souffle généreux, humain, international même qui animait notre Code civil aurait-il disparu ? « Nos pères légiféraient moins pour la France que pour l'Homme » (1).

D'autres débiteurs, pour lesquels le législateur tient à marquer le discrédit dans lequel il les tient, ne sont pas dignes des faveurs de la loi. Ce sont les établissements à succursales multiples, les établissements de crédit, ainsi que toutes les sociétés qui ont été imposées à la cédule des bénéfices industriels et commerciaux au titre de l'exercice commercial de 1935. Les sociétés en nom collectif ont été épargnées ; elles ne sont pas, en effet, soumises à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Elles sont de plus nombreuses et souvent peu importantes ; le législateur favorise les petits.

L'article 2 énumère les dettes visées par la loi. Dans le but d'éviter les fraudes qui ne manqueraient pas de se produire, on a utilisé le moyen classique : les dettes devront avoir date certaine. Ce sont tout d'abord « les dettes contractées antérieurement au 1^{er} janvier 1935 à l'occasion de l'acquisition d'un fonds de commerce ou artisanal ». Ce sont ensuite « les engagements locatifs de nature commerciale, industrielle ou artisanale, contractés antérieurement au 1^{er} janvier 1935 et échus avant la promulgation de la présente loi ». Ce sont enfin « les emprunts contractés avant la promulgation de la présente loi pour l'acquittement des dettes visées ci-dessus ». La proposition de loi initiale envisageait même l'application du moratoire en matière fiscale,

(1) M. Josserand : *La Renaissance des Droits Civils*, Chronique Dalloz, 1937, page 69.

mais après discussion cette partie de la proposition a été abandonnée.

Quant au malheureux créancier, il n'a même plus le droit de prendre des mesures conservatoires. On revient aux sombres jours de 1914. Existe-t-il des mesures conservatoires qui n'apportent aucun trouble à l'exercice normal de la profession du débiteur ? Les termes de la formule sont si larges et si mystérieux qu'à vrai dire nous n'en voyons aucune. Le législateur s'est cependant soucié de certains de ces malheureux créanciers qui, du fait de la loi, allaient voir brusquement tarir leurs sources de revenus. Ils n'étaient pas payés, ils ne pouvaient pas payer. Et sans plus de façon, il les autorise à leur tour à bénéficier du moratoire. Ces heureux privilégiés sont les vendeurs de fonds et les propriétaires d'immeubles, mais à condition, bien entendu, qu'ils ne soient pas eux non plus inscrits au rôle de l'impôt sur le revenu. On a d'ailleurs repris la même formule que celle dont on s'était servi pour les débiteurs, sans songer que la situation pouvait n'être pas du tout la même. Il n'est pas sûr que le créancier de l'acquéreur du fonds ou que le bailleur d'immeuble ait une profession. Quelles seront donc ces mesures conservatoires que leurs créanciers ne pourront prendre contre eux que si elles ne gênent pas l'exercice normal d'une profession qu'ils n'ont peut-être pas ? Cette disposition est ainsi incompréhensible. On se montre cependant plus sévère pour les créanciers que pour les débiteurs. Il y a des raisons d'être défiant ; ce sont tout de même des créanciers. Aussi permet-on à leurs propres créanciers, s'ils ne sont pas eux-mêmes inscrits au rôle de l'impôt sur le revenu, de se faire autoriser par le Juge des référés à les poursuivre, à la condition toutefois de démontrer que leurs débi-

teurs sont de mauvaise foi, « qu'ils roulent automobile pendant qu'ils refusent de s'acquitter de leurs dettes » (1), ou qu'eux-mêmes sont dans le besoin, totalement dénués de ressources, privés d'aliments, dans une situation analogue à celle que prévoit l'article 205 du Code civil (art. 4). Notons d'ailleurs que les dettes pour lesquelles le créancier sera poursuivi par son propre créancier ne seront pas forcément de la même nature que celles que prévoit l'article 2 de la loi ; la disposition de l'article 4 jouera donc quelle que soit la cause de la dette.

Le législateur n'a pas été plus loin et n'a pas permis aux créanciers de ces derniers créanciers de se prévaloir des dispositions de la loi. Logiquement, il aurait dû le faire, mais il s'est malgré tout rendu compte que ses efforts seraient vains. Il n'est pas possible au législateur, même le mieux averti, de prévoir sans défaillance les répercussions de semblables mesures. On a dit avec raison de cette loi qu'elle était une « loi de classe », votée pour les prolétaires, contre les bourgeois.

En guise de consolation, les créanciers pouvaient au moins se dire qu'après tout ce n'était qu'un mauvais moment à passer. La loi n'était que transitoire. Son dernier article laissait espérer toutes proches « des lois fixant définitivement les modes de règlement de chacune des dettes » qu'elle visait. Le 1^{er} décembre 1936, limite maxima que le législateur s'était fixée, passa et rien ne vint ; les fameuses mesures n'étaient pas prêtes. La loi du 24 décembre 1936 prorogea les dispositions de la précédente jusqu'au 15 février 1937. La Chambre eût voulu que ce fût jusqu'au 1^{er} mars, mais le Sénat, jouant son rôle de serre-

(1) La phrase est de M. Maulion, rapporteur à la Commission de Législation du Sénat.

frein, n'admit la prorogation que jusqu'au 15 février suivant.

Cette loi du 24 décembre 1936 tranche d'ailleurs une difficulté que la pratique avait révélée. Les créanciers des débiteurs pouvaient bénéficier, vis-à-vis de leurs propres créanciers, des mêmes mesures que ces débiteurs. Toutefois, ces derniers créanciers pouvaient, eux, demander au Juge des référés l'autorisation de poursuivre leurs débiteurs s'ils étaient dans le besoin, ou si leurs débiteurs étaient de mauvaise foi. Dans l'esprit des rédacteurs de la loi, cette faculté de poursuivre les débiteurs avec la permission du Juge des référés ne s'appliquait qu'à ces derniers créanciers et non aux vendeurs de fonds, pas plus qu'aux bailleurs ou prêteurs visés par l'article 4. Certains tribunaux avaient admis cependant les créanciers sans distinction à établir devant le Juge des référés la mauvaise foi de leurs débiteurs ou l'état de nécessité dans lequel eux-mêmes se trouvaient. Bien entendu, tandis que le Sénat était partisan de cette dernière opinion plus restrictive des droits des débiteurs, la Chambre était d'avis contraire. Le Sénat obtint pourtant gain de cause. N'était-il pas logique d'admettre le malheureux créancier à faire la preuve de la mauvaise foi de son débiteur ? N'était-ce pas autrement avouer implicitement qu'on voulait nuire sciemment au créancier au profit même d'un débiteur de mauvaise foi ? Désormais le créancier, qu'il soit seulement créancier du débiteur, ou même créancier du créancier du débiteur, pourra toujours aller en référé faire la preuve de la mauvaise foi de son débiteur. Le fait d'ailleurs que le créancier poursuivant soit dans le besoin n'entre plus en ligne de compte ; on a évité ainsi bien des difficultés de preuve.

La loi du 31 mars 1937 apporte une nouvelle prorogation

jusqu'au 30 juin 1937. La Chambre, toujours hardie, proposait de ne pas fixer de délai et de proroger le moratoire jusqu'à ce que les mesures spéciales tant attendues fussent votées. Le Sénat, toujours prudent, se montra résolument hostile à ce renvoi *sine die*. Enfin, la loi du 30 juin 1937 a prorogé définitivement la loi du 21 août 1936 jusqu'au 30 novembre 1937.

4. La loi du 21 août 1936, malgré les nombreuses prorogations dont elle avait fait l'objet, n'avait qu'un caractère provisoire. Elle avait en outre le grave défaut de ne s'appliquer qu'à un nombre volontairement restreint de débiteurs. Elle ne prévoyait pas la possibilité pour ses bénéficiaires d'obtenir des délais. Les commerçants, industriels et artisans exclus de la loi — et c'était le plus grand nombre — en étaient réduits à invoquer les dispositions du droit commun, et les Juges ne pouvaient leur accorder qu'un délai d'un an. Le décret-loi du 25 août 1937, après s'être fait longtemps attendre, est venu enfin leur apporter des mesures d'ensemble, cohérentes, ainsi qu'un nouveau régime de faveur.

L'idée de moratoire a été abandonnée. Les abus qu'il a suscités en ont détourné le législateur. On rentre désormais dans le droit des délais de grâce facultatifs pour les Juges. Ce sont toutefois des délais exceptionnels qui sont accordés ; le décret nous en avertit dès ses premières lignes : « par dérogation à l'article 1244... ».

L'article 1^{er} du décret énumère les dettes dont il va faciliter le règlement. Ce sont les mêmes que celles que visait la loi du 21 août 1936. Le champ d'application de cette dernière loi a cependant été étendu puisqu'elle ne visait que les engagements ou emprunts échus ou contractés

avant sa promulgation, alors que le décret s'applique à ceux échus ou contractés avant sa propre publication : 25 août 1937. On remarquera toutefois que les dettes de fonds de commerce sont exclues du bénéfice de ses dispositions ; elles jouissent, en effet, comme nous l'avons vu, d'un régime spécial ; la loi du 17 juillet 1937 les avait d'ailleurs déjà soustraites du champ d'application de la loi du 21 août 1936.

Le décret prend soin d'exclure certaines dettes à raison de leur nature, l'article 8 en donne une longue liste. Nous en avons rencontré quelques-unes en étudiant le droit commun des délais de grâce. Ce sont les sommes dues au Trésor Public, les cotisations d'assurances sociales et d'allocations familiales. Le décret y ajoute : les sommes dues aux sociétés dont les emprunts sont soumis à un régime réglementaire ou spécial, ou bénéficient de la garantie de l'Etat, des départements ou communes, ou autres Etablissements Publics ; on ne pouvait mieux nommer le Crédit Foncier. Il n'est pas non plus applicable aux sociétés commerciales dans leurs rapports avec leurs obligataires. Le décret n'est pas davantage applicable aux dettes de salaires ou de fournitures d'aliments. Le caractère même de ces dettes s'oppose à ce qu'il soit sursis à leur paiement. L'ouvrier, le créancier d'aliments ne peut attendre pour toucher, qui son salaire, qui sa pension. L'un et l'autre en ont besoin pour vivre.

Toutes les dettes qui ne sont pas visées dans cet article restent soumises au droit commun. Les débiteurs pourront donc obtenir des délais dans les termes des lois en vigueur que nous avons étudiées. Il semble, cependant bien, que le décret ne le dise pas expressément, que les souscripteurs d'effets de commerce ne peuvent en aucun

cas bénéficiaire, conformément au droit commun, des dispositions du décret.

Le décret profite à tous les débiteurs commerçants, industriels et artisans. Il n'est plus question de savoir s'ils sont ou non inscrits au rôle de l'impôt général sur le revenu, s'ils sont de nationalité française ou étrangère. Par contre, ils ne peuvent bénéficier des délais qu'il prévoit qu'à la condition expresse d'être « malheureux et de bonne foi », qualités dont l'appréciation souveraine est confiée aux Juges. L'article 3 prend soin de préciser que le décret s'applique même à ceux d'entre les débiteurs qui auraient déjà bénéficié des nouvelles dispositions de l'article 1244 du Code civil.

La loi du 20 août 1936 permettait seulement aux Juges d'accorder des délais dans la limite d'une année, le décret les autorise à accorder des délais allant jusqu'à cinq ans, comme autrefois les lettres de répit. Ils peuvent en outre réduire le taux des intérêts impayés ou même à échoir, sans que toutefois ce taux puisse être abaissé au-dessous de 5 %, taux légal en matière commerciale depuis le décret-loi du 10 août 1935. Ils peuvent enfin surseoir à l'exécution des poursuites, nonobstant toutes clauses contraires inscrites dans les baux et suspendre ainsi la réalisation et les effets des clauses de résiliation pour défaut de paiement du loyer au terme convenu, à moins toutefois que cette résiliation ne soit constatée par une décision de justice devenue définitive.

Dans le même temps et jusqu'à l'expiration des délais accordés, « les délais fixés par le Code de Procédure civile pour la validité des procédures d'exécution sont également suspendus ». Le décret-loi comme celui concernant les débiteurs ordinaires prévoit expressément le sursis à la procédure d'expropriation forcée. Pour diminuer les frais

occasionnés par la revente de l'immeuble, les nouveaux placards et insertions ne contiendront qu'une désignation sommaire des immeubles ou objets saisis. Les placards pourront être manuscrits et apposés par l'huissier sans procès-verbal. Tous les actes sont dispensés des formalités du timbre et de l'enregistrement. Les émoluments des officiers ministériels sont notablement réduits.

Prenant en considération l'intérêt des créanciers, ce que n'avait fait que très imparfaitement la loi du 21 août 1936 et ce dont ne semblait pas se préoccuper l'article 1244 du Code civil, le décret prévoit, d'une part le retour à meilleure fortune du débiteur, de l'autre les causes de déchéance qu'il peut encourir. On ne peut que louer de telles dispositions, car il peut se passer bien des choses en cinq ans. Ainsi les décisions rendues par le Juge n'ont qu'un caractère provisoire et sont susceptibles d'être modifiées au gré des événements.

Si les ressources du débiteur viennent à être notablement augmentées, le créancier pourra obtenir des Juges la révision de leur précédente décision ; ceux-ci supprimeront ou réduiront les délais accordés. Si le débiteur ne satisfait pas aux nouvelles échéances que le Juge a fixées, s'il s'est rendu coupable de dol ou de fraude, le créancier peut demander l'annulation de la décision. Cette annulation n'a pas lieu de plein droit. Le défaut de paiement d'un des termes ne rend pas la totalité immédiatement exigible, le créancier doit solliciter, avant de poursuivre, l'autorisation du Juge. Par contre, le montant des dettes devient immédiatement exigible en cas de vente ou de cession du fonds de commerce ou artisanal, ainsi qu'en cas de vente des immeubles appartenant au débiteur et dans lesquels le fonds est exploité. Le créancier, en effet,

perd dans ce cas toutes ses garanties ; c'est là une diminution des sûretés qui entraîne déchéance de plein droit du bénéfice des délais de grâce. En outre, les délais sont accordés en considération de la personne du débiteur, « intuitu personae » ; sa mort entraîne ipso facto révocation des délais qui ont pu lui être octroyés.

Le décret prévoit également la situation des coobligés à la suite des délais obtenus par l'un d'entre eux. Le délai accordé au débiteur principal bénéficie de plein droit à la caution, même solidaire, les co-débiteurs solidaires ne peuvent se prévaloir du délai accordé à l'un d'entre eux.

Compétence est donnée pour accorder des délais aux débiteurs concurremment au Tribunal de Commerce et au Juge des référés, qui doivent être l'un et l'autre saisis dans les six mois de la publication du décret, soit avant le 1^{er} mars 1938. En ce qui concerne la procédure, le statut spécial des commerçants, industriels et artisans contient deux dérogations importantes au droit commun.

D'une manière générale, le débiteur ne peut solliciter de délais que s'il est poursuivi par son créancier, soit que celui-ci l'assigne devant le Tribunal aux fins de paiement de sa dette, soit que ce même créancier saisissant directement ses biens, il n'aille implorer le Juge des référés de surseoir aux poursuites exercées contre lui. Le décret l'autorise, comme l'avait déjà fait la loi du 29 juin 1935, à prendre les devants. Il ne vivra plus désormais dans la hantise des poursuites. Si sa situation est délicate, il s'adressera directement au Juge qui l'entendra contradictoirement avec le créancier. Autre modification de moindre importance : le Juge des référés peut désormais être saisi même en dehors du cas d'urgence ; on a voulu dispenser le débiteur de cette dernière entrave, si tant est

qu'elle ait jamais pu en être une. Il n'est en effet rien de si facile à prouver que l'urgence. La dispense si aisée à obtenir du préliminaire de conciliation obligatoire avant tout procès le prouve bien.

Est-il besoin d'ajouter que le rôle du Tribunal sera tout à fait restreint ? Les plaideurs ne s'adresseront à lui que lorsqu'ils ne pourront faire autrement. Le débiteur saisira presque toujours le Juge des référés, qui peut statuer en « tout état de cause », aussi bien si les poursuites sont déjà intentées qu'en dehors de toute instance. En outre, le Juge est doté des pouvoirs les plus étendus. Il doit s'efforcer de concilier les parties, s'entourer de tous renseignements utiles et au besoin nommer des experts. S'il parvient à un accord, il dresse procès-verbal des conditions d'arrangements et ce procès-verbal aura force exécutoire. A défaut d'entente entre créanciers et débiteurs, il accorde, s'il le juge utile, des délais dans les limites fixées par le décret.

5. Les commerçants, industriels et artisans ont encore bénéficié de deux nouvelles mesures prises par deux décrets en date du 25 août 1937 qui, si elles ne rentrent pas directement dans l'objet de notre étude, ont servi de prétexte à leur accorder des délais supplémentaires. Nous voulons parler du règlement amiable homologué et de la procédure d'injonction.

Le législateur se rendant compte « qu'il fallait mettre un terme aux moratoires et aux sursis et donner cependant aux débiteurs malheureux et de bonne foi, le moyen de se sauver d'une déconfiture qui n'avait d'autre cause qu'une crise économique sans précédent », a créé par décret en date du 25 août 1937, une liquidation judiciaire adoucie sous le nom de « règlement amiable homologué ».

Le bénéfice en est réservé aux débiteurs malheureux et de bonne foi. Si créanciers et débiteurs sont d'accord, ou si, tout au moins, celui-ci obtient l'adhésion de la majorité de ses créanciers en nombre et des deux tiers en sommes, les pièces constatant l'accord amiable sont déposées au Greffe pour être soumises à l'homologation du Tribunal. A défaut d'entente amiable, le débiteur dépose ses propositions de règlement. Le Tribunal, après avoir désigné un Juge commissaire, qui convoque les créanciers et s'entoure de tous renseignements utiles, admet ou refuse le règlement amiable homologué. Celui-ci n'entraîne aucune déchéance pour le débiteur qui l'obtient. Il ne perd même pas le bénéfice du terme (art. 14) lorsque celui-ci est plus étendu que celui des échéances de règlement. Sa gestion est seulement surveillée par des « mandataires de justice » désignés par le Tribunal. Si le débiteur revient à meilleure fortune, les créanciers ont alors la possibilité, mais, seulement s'il s'est écoulé cinq ans depuis le jugement portant homologation du règlement amiable, d'en demander la révision.

Pour revenir d'une manière plus précise au but de notre étude, la seule instruction de la demande est déjà l'occasion de délais pour le débiteur : « la décision du Tribunal déléguant un Juge pour examiner la demande et la situation du débiteur entraîne de plein droit au profit de ce dernier, un sursis provisoire à toutes poursuites et mesures d'exécution, ainsi qu'à toutes mesures conservatoires susceptibles d'empêcher l'exercice normal de la profession ». On laisse cependant au Président du Tribunal qu'on pourra saisir par simple requête, la faculté d'en ordonner autrement suivant les circonstances. Pendant le même temps, la réalisation et les effets des clauses résolutives sont suspendus.

Les coobligés du débiteur sont moins bien traités. Les débiteurs solidaires, cautions solidaires et avaliseurs, ne profitent pas du sursis provisoire. La caution pure et simple peut même être l'objet de mesures conservatoires de la part des créanciers.

L'instruction de la demande terminée, le débiteur admis au bénéfice du règlement amiable homologué jouit de remises de dettes ou de délais variables, selon les conditions fixées par le Tribunal. Le règlement amiable homologué n'est pas opposable aux créanciers privilégiés, hypothécaires ou nantis de quelques sûretés. Le débiteur peut cependant obtenir contre eux, du Juge des référés, des délais compris dans la durée du règlement amiable « s'il s'agit soit d'engagements garantis par le privilège du vendeur de fonds de commerce, soit d'engagements locatifs de nature commerciale, industrielle ou artisanale, soit d'emprunts garantis par un nantissement sur le fonds de commerce ».

Un autre décret-loi du 25 août 1937 a institué une procédure de recouvrement simplifiée pour les petites créances commerciales inférieures ou égales à 1.500 francs. Cette mesure n'est pas transitoire comme la plupart de celles instituées par les décrets, mais destinée à durer. Elle est conçue dans l'intérêt commun des créanciers et des débiteurs. Elle permet à ceux-là d'arriver rapidement au paiement de petites créances qui ne peuvent supporter le lourd appareil de la procédure ordinaire, à ceux-ci d'être poursuivis à peu de frais et aussi à l'occasion d'obtenir quelques délais.

Le Président du Tribunal y joue un rôle prépondérant. Il est saisi par une simple requête du créancier. Par l'intermédiaire du greffier, une injonction de payer est adres-

sée au débiteur ; si celui-ci ne répond pas, on lui signifie un exploit d'huissier. Le débiteur, au reçu de la lettre ou de l'exploit, paiera peut-être ou bien formera un contredit. S'il n'a pas formé de contredit et s'il n'a pas payé dans la quinzaine de la lettre recommandée ou de l'exploit, l'injonction de payer sera visée par le Président du Tribunal de Commerce et revêtue de la formule exécutoire. C'est, on le voit, mener rondement les choses. Elles n'iront pas si vite en pratique car, d'une part, le Tribunal saisi du contredit et, de l'autre, le Président, en accordant « son visa pour exécutoire » pourront stipuler des délais de paiement en faveur des débiteurs.

II. — LES AGRICULTEURS

Les agriculteurs ne sont pas, en droit français, considérés comme des commerçants. Le fait de vendre les produits qu'ils cultivent et récoltent ne constitue pas un acte de commerce. N'est commerçant que celui qui s'entremet dans la circulation des richesses. Ils n'étaient pas non plus fabricants. Le régime de faveur dont bénéficiaient les industriels, commerçants et artisans, ne leur était donc pas applicable. Ils ne pouvaient se prévaloir que des dispositions du droit commun. D'ailleurs, les deux lois des 25 mars et 20 août 1936, qui ont modifié l'article 1244 du Code civil, avaient pour origine la détresse des débiteurs profondément touchés par la crise. Ce n'est qu'au cours de leur élaboration qu'elles furent transformées par le Sénat en mesures générales. Déjà cependant la loi du 20 août 1936 leur avait accordé certaines facilités pour le remboursement des dettes contractées pour les besoins de

leur exploitation. Des avances leur étaient consenties par les Caisses de Crédit Agricole de leur région. Mais tous les agriculteurs n'étaient pas à même de solliciter et d'obtenir ces prêts. Seuls le pouvaient ceux qui avaient obtenu « en vertu d'une décision de justice, la suspension d'une mesure d'exécution ou une remise d'adjudication ». Ainsi ceux qui étaient parvenus à grand' peine à payer leurs dettes étaient exclus du bénéfice de la loi ; pour pouvoir emprunter, il fallait d'abord ne pas payer. C'est encore une conception moderne de l'aide que le législateur doit apporter aux débiteurs en difficultés !

Les débiteurs agricoles étaient cependant tout aussi respectables que les commerçants, industriels et artisans ; ils étaient aussi profondément touchés par la crise, leurs charges venaient encore d'être accrues par les lois sociales, ils avaient par surcroît le mérite d'être nombreux. Le législateur ne pouvait faire autrement que leur voter un statut de faveur. Cela a été l'objet de la loi du 12 juillet 1937.

Cette loi a été votée très rapidement. La Chambre des Députés adopta une proposition le 2 juillet. Le Sénat la modifia le 7 juillet et la Chambre adopta à contre-cœur les modifications apportées par le Sénat, le même jour. Une nouvelle proposition de loi, qui reprend les termes de l'ancienne, a d'ailleurs été déposée, en signe de protestation, semble-t-il, par M. Jean Renaud sur le bureau de la Chambre.

La loi nouvelle ressemble beaucoup au décret-loi que nous avons déjà étudié. Elle s'applique à tout producteur agricole (il faut entendre par là le propriétaire exploitant aussi bien que le fermier et le métayer) et également aux Coopératives agricoles régies par la loi du 5 août 1920 et

agréées par le Conseil Supérieur de Coopération. Le producteur agricole doit être de bonne foi et dans une situation difficile. Il n'a plus besoin d'être malheureux. On peut s'étonner de ne plus voir accolés ces deux qualificatifs comme dans les lois et décrets que nous avons vus. Les Travaux Préparatoires nous donnent la clef de ce mystère. M. René Thorp, rapporteur de la commission de Législation civile, s'explique ainsi : « Le projet actuel vise les débiteurs malheureux et de bonne foi. Il semble donc, aux termes du projet, qu'une double condition soit exigée : il faut d'abord que le débiteur soit malheureux et ensuite qu'il soit de bonne foi. Cette double condition avait également été prévue en matière de dettes commerciales. Il a semblé à la Commission de Législation Civile qu'il fallait, en matière de dettes agricoles, établir une distinction et supprimer le mot « malheureux ». La situation suivante peut, en effet, se présenter par suite de la mévente des produits agricoles due à la crise économique : un cultivateur peut avoir dans son grenier ou dans son chai une récolte importante qu'il ne peut vendre faute de trouver preneur. Le producteur, tout en ayant une récolte, ne pourra cependant en tirer profit et sera gêné pour payer ses dettes ».

Le Juge appréciera en toute liberté la situation du débiteur. Ceux d'entre eux qui auraient déjà bénéficié des dispositions de l'article 1244 du Code civil ne sont en aucun cas exclus du bénéfice de la loi nouvelle.

Quelles sont les dettes visées par la loi ? A s'en tenir strictement à son titre, il ne s'agirait que de « dettes agricoles », mais le titre d'une loi ne fait pas partie intégrante du corps même de la loi, il ne constitue jamais qu'une indication et ne signifie pas grand'chose à l'heure ac-

tuelle, à en juger par celui de certaines lois récentes. Aussi soutient-on généralement, en dépit de son titre, l'applicabilité de la loi non seulement aux dettes relatives à l'exploitation agricole, mais à toutes les dettes des producteurs agricoles de quelque nature qu'elles soient. On fait seulement exception pour les dettes visées à l'article 1^{er} : les dettes de salaires et de fournitures d'aliments. Nous ajoutons d'ailleurs à ces seules exceptions qu'indique la loi, les sommes dues au Trésor, les cotisations d'assurances sociales et d'allocations familiales, les lettres de change et les billets à ordre, conformément au droit commun. Bien entendu, ainsi que l'a déclaré le rapporteur à la Chambre, la loi ne s'applique qu'aux dettes antérieures à sa promulgation.

La procédure est simplifiée et se déroule toute entière devant le Président du Tribunal civil. La loi ne dit pas s'il s'agit du Président du Tribunal civil statuant en état de référé. Cela n'a pratiquement aucune importance. Il serait d'ailleurs, à notre avis, préférable que les lois et décrets qui sont venus dernièrement accorder aux Présidents des Tribunaux civil et de commerce, les pouvoirs les plus étendus, n'aient pas parlé de référé. Elles auraient évité bien des critiques. On arrive ainsi à dénaturer complètement cette malheureuse juridiction des référés et tout cela pour ne pas dire ouvertement qu'on crée, dans un but de célérité et d'économie, une nouvelle juridiction à Juge unique.

Le débiteur agricole qui veut profiter de la loi doit saisir, dans les deux années qui suivront sa promulgation, le Président du Tribunal civil. Il peut le faire en tout état de cause, soit avant toute procédure, soit après une décision de justice définitive et même au cours des mesures

d'exécution. Ses créanciers seront convoqués par lettre recommandée du greffier, comme en matière de loyers ou d'accidents du travail, ou bien par un simple dire inséré par l'huissier sur son procès-verbal de saisie. Le Président s'efforce de concilier les parties ; s'il y parvient, le procès-verbal contenant les conditions d'arrangement aura force exécutoire. A défaut d'entente, il a la faculté d'accorder au débiteur des délais pouvant atteindre deux années. Les dispositions de la loi nouvelle sont donc beaucoup plus favorables au débiteur que le droit commun ; comme celles du décret du 25 août 1937 en faveur des commerçants, industriels et artisans, elles sont exorbitantes du droit des délais de grâce.

Le Président peut, en effet, s'il le juge à propos, suspendre, pendant la durée des délais accordés, l'effet des clauses de résiliation des baux à ferme et à métayage, pour cause de non-paiement. Le législateur excepte de cette dernière disposition le colon partiaire. Il le distingue un peu artificiellement du métayer. Le métayage et le colonat partiaire sont, en effet, deux institutions semblables et les deux expressions souvent employées l'une pour l'autre. Le nom de métayage ne fait en somme que préciser la part de fruits qui revient au colon. Lorsque cette part de fruits est inférieure ou supérieure à la moitié, les gens précis préfèrent user des termes « bail à portion de fruit ou colonat partiaire ». Le législateur y a attaché un sens spécial. Pour lui, le métayer est un ouvrier agricole rémunéré en nature et le colon partiaire un associé du propriétaire (1) et il n'a pas voulu permettre au Juge d'intervenir dans ce contrat de société. Comme le déclare

(1) Planiol & Ripert, *Traité Élémentaire de Droit Civil*, t. II, n° 1780 ; *Revue Trimestrielle de Droit Civil*, 1937, page 689.

M. Lefas, au cours des travaux préparatoires de la loi, « une société de ce genre ne peut subsister que sur les bases d'une confiance réciproque ».

Le législateur pose cependant une limite qui peut être inférieure au délai de deux années : « S'il s'agit d'une dette du fermier ou du métayer vis-à-vis du propriétaire, le délai de paiement ne pourra être reporté au delà de la date d'expiration du contrat ». On ne veut pas priver le créancier de ses garanties. Remarquons d'ailleurs que le commerçant ou l'artisan qui abandonne le fonds de commerce ou le fonds artisanal qu'il exploite est pareillement déchu des délais de grâce obtenus. Ces deux mesures différentes sont inspirées par la même idée : le fermier qui s'en va, comme le commerçant ou l'artisan qui abandonnent leur fonds, doit liquider son compte.

Si le champ d'application de la loi du 12 juillet 1937 est plus étendu que ne le sera celui du décret-loi du 25 août 1937, en faveur des commerçants, industriels et artisans, puisque celle-là vise toutes les dettes des agriculteurs alors que celui-ci ne vise que certaines dettes des commerçants, industriels et artisans, les pouvoirs du Juge semblent l'être beaucoup moins. Celui-ci, en effet, doit se contenter d'accorder des délais et parfois de faire échec aux clauses de résiliation insérées dans les baux, il ne peut en aucun cas réduire le taux des intérêts moratoires et conventionnels. On ne peut qu'en déduire que l'influence prépondérante autrefois des agriculteurs tend à s'effacer devant celle grandissante des commerçants, industriels et artisans, car la crise économique a atteint les uns comme les autres.

Les ordonnances rendues par le Président ne sont pas susceptibles d'appel, elles n'en ont pas moins qu'un carac-

tère provisoire. Elles sont susceptibles d'être modifiées à la demande du créancier, si les ressources du débiteur viennent à être notablement augmentées. « Les demandes en révision seront introduites et jugées comme la demande de délais elle-même ». La loi, moins complète que ne le sera le décret-loi du 25 août 1937, ne prévoit pas le cas où le débiteur manque à ses engagements. Il semble que, d'après le droit commun, le seul défaut de paiement à l'un des termes fixés par le Juge, entraînera déchéance des délais obtenus et rendra le tout immédiatement exigible. A moins que, par analogie, on applique la solution préconisée par le décret-loi du 25 août 1937 et qu'ainsi le créancier soit obligé de demander au Juge la révision de sa décision. La question est délicate. Elle se posera d'ailleurs rarement dans la pratique car, outre les délais qu'elle permet au Président d'accorder aux débiteurs agricoles, la loi favorise la liquidation de leurs dettes en les autorisant à contracter des emprunts aux Caisses de Crédit Agricole, emprunts qu'un décret du 20 octobre 1937 est venu régler. Les dettes agricoles se trouveront ainsi réglées directement par ces dernières. Il est à penser que les agriculteurs endettés ne manqueront pas de profiter d'une telle aubaine.

A l'égard des coobligés, on trouve la même solution que dans le décret-loi du 25 août 1937 : « Les délais accordés au débiteur principal bénéficient de plein droit à la caution même solidaire ; le co-débiteur solidaire ne peut opposer au créancier les délais accordés à son co-débiteur.

Il nous reste, avant de terminer cette brève étude, de la loi du 12 juillet 1937, à dire un mot de la proposition déposée sur le bureau de la Chambre, presque aussitôt après le vote de la loi, par M. Jean Renaud. Cette propo-

sition combine l'idée de moratoire avec celle du délai de grâce. Le Juge doit accorder à tous les débiteurs agricoles un délai d'un an au moins, il peut ensuite accorder des délais allant jusqu'à cinq années. Pendant la durée des délais accordés, toute mesure d'exécution serait suspendue de plein droit ; le Juge devait, en outre, suspendre pendant le même temps l'effet des clauses de résiliation pour non-paiement des fermages. Si nous avons un souhait à formuler, c'est qu'une telle loi ne soit jamais votée. Il est malheureusement à prévoir qu'étant donné l'esprit de la législation actuelle, cette proposition finira bien par être votée un jour ou l'autre, sinon en totalité du moins en partie.

III. — LES DEBITEURS HYPOTHECAIRES

Parmi les décrets pris en application de la loi du 8 juin 1935, trois d'entre eux, en date des 16 juillet, 28 août et 30 octobre, avaient déjà permis aux débiteurs hypothécaires de rembourser leurs dettes par anticipation et, en outre, réduit de 10 % le montant des intérêts des dettes hypothécaires. On voulait alors arriver à une baisse générale du taux de l'intérêt et on invoquait comme motifs à l'appui de ces mesures : « la disparité apparue entre les charges de capital contractées pendant la période de prospérité et les ressources amoindries dont disposent aujourd'hui les débiteurs pour s'acquitter de leurs engagements », ou encore « la rigidité des clauses dont les débiteurs n'ont pas toujours pu apprécier la portée et qui constituent une injustice sociale » (1).

(1) Rapport préambule au décret du 16 juillet 1935.

Deux ans après le Gouvernement reprend l'œuvre de redressement économique. Tout naturellement, il songe à venir en aide aux débiteurs hypothécaires. Une mesure éphémère, le 25 mars 1936, avait permis aux Juges d'accorder des délais aux débiteurs du Crédit Foncier. Le décret-loi du 31 août 1937 « relatif au remboursement anticipé et à l'aménagement des dettes hypothécaires » s'adresse aux débiteurs hypothécaires ordinaires. Le sort de ces derniers était-il plus enviable que celui des agriculteurs ou des commerçants, industriels et artisans ?

Le rapport, préambule au décret, justifie d'ailleurs les mesures proposées ; elles sont favorables aux débiteurs, certes, mais peuvent également présenter des avantages pour le créancier et le crédit immobilier ». La possibilité pour le débiteur d'obtenir des délais évitera la multiplication des saisies et des ventes qui risque de provoquer un avilissement de la propriété foncière et l'amoindrissement de la valeur des gages immobiliers ».

Le décret-loi comprend trois titres. Le premier concerne le remboursement anticipé des dettes, le second porte sur les aménagements des échéances et le troisième sur les délais de grâce. Nous ne retiendrons que ces deux derniers qui prévoient deux sortes de délais.

Les dettes visées par le décret sont toutes celles « qui ne sont pas représentées par des valeurs mobilières, résultant d'un emprunt garanti par une hypothèque » et ont été contractées soit avant le 16 juillet 1935 pour les délais du titre second, soit avant le 1^{er} janvier 1935 pour ceux du titre troisième.

Sont exclues du bénéfice du présent décret, en même temps que les dettes de valeurs mobilières dont le remboursement est garanti par une hypothèque, les dettes

garanties par une hypothèque légale ou judiciaire. Il doit s'agir, en effet, d'une hypothèque affectée à la sûreté d'un emprunt.

En outre, certaines créances, bien que réunissant les conditions voulues, ne bénéficient pas des dispositions du décret. Ce sont celles des « organismes dont les emprunts prêts ou ouvertures de crédit sont soumis à un régime légal ou réglementaire spécial, ou bénéficient de la garantie de l'Etat, des départements, des communes ou autres établissements publics », ainsi celles du Crédit Foncier. Pour ces dettes, ainsi que pour celles contractées depuis le 1^{er} janvier 1935, les débiteurs se prévaudront, s'ils le peuvent, des dispositions spéciales aux commerçants, industriels et artisans, ou aux agriculteurs, ou bien encore, faute de mieux, se contenteront du droit commun.

Le titre second du décret permet au débiteur qui rembourse à son créancier la moitié de sa dette au moins, de demander à ce dernier, dans les deux mois de la publication, pour les dettes échues avant cette date et dans le mois qui suivra l'échéance pour celles échues postérieurement, de lui accorder des délais pour se libérer du surplus de sa dette. Si le créancier n'accepte pas, le débiteur saisit le Président du Tribunal civil par simple déclaration au Greffe. Le Juge statue sur la recevabilité de la demande et « ordonne, s'il y a lieu, à l'égard du ou des créanciers mis en cause, un sursis provisoire à toutes mesures d'exécution et la suspension de la réalisation et des effets des clauses de résolution pour défaut de paiement ». Il s'efforce ensuite de concilier les parties et, à défaut d'entente, fixe la durée des délais accordés qui sont susceptibles d'atteindre deux années, en tenant compte de la situation respective des parties. On croit rêver. Le législateur serait-il

revenu au temps lointain où il était tenu compte de la situation du créancier pour accorder des délais au débiteur ? En réalité, le législateur ne semble pas avoir considéré ces délais comme des délais de grâce, mais comme de simples mesures destinées à faciliter la conversion d'une partie des dettes hypothécaires en dettes amortissables par annuités. Le débiteur sera d'ailleurs déchu immédiatement du bénéfice de cet aménagement d'échéances, faute d'acquitter régulièrement les intérêts venant à échoir.

Le titre III du décret nous ramène en des sentiers connus. Il traite cette fois des délais de grâce proprement dits. Les dispositions en sont calquées sur celles du décret-loi du 25 août 1937 que nous avons étudié. Les débiteurs hypothécaires doivent être malheureux et de bonne foi. Il doit s'agir des dettes hypothécaires définies plus haut et contractées avant le 1^{er} janvier 1935. Les délais accordés peuvent atteindre deux années. Le Tribunal civil et le Juge des référés, ce dernier en tout état de cause et même en dehors de toute urgence, sont seuls compétents. Les débiteurs devront toutefois faire leur demande de délais dans les deux ans de la promulgation du décret-loi, autrement ils seraient forclos. Il peut être sursis même aux poursuites d'expropriation forcée. En cas de remise en vente ou d'adjudication, des exemptions de formalités et de droits sont prévues. Comme précédemment, les décisions du Tribunal et du Juge des référés sont susceptibles de révision à la demande des créanciers, si les ressources du débiteur viennent à être notablement augmentées. Les créanciers peuvent, en outre, en poursuivre l'annulation si le débiteur s'est rendu coupable de dol ou de fraude.

Il s'est cependant glissé une erreur dans la loi. L'article 8 *in fine* semble indiquer qu'à défaut, pour le débiteur, de

s'acquitter régulièrement du « montant de tous intérêts, annuités de capital et d'intérêts ou du capital seulement, qui viendront à échéance, il serait déchu de plein droit du bénéfice des délais obtenus ». L'article 11 du décret tient un tout autre langage. Il se contente de dire que les décisions du Juge pourront être annulées si le débiteur n'accomplit pas ses engagements. Il est difficile de concilier les deux dispositions.

En ce qui concerne les coobligés du débiteur, le décret-loi se contente de reprendre la solution déjà donnée par la loi du 12 juillet 1937 et le décret-loi du 25 août 1937.

Conclusion

Ce simple aperçu jeté sur le droit moderne ne manque pas de laisser songeur. Il avait suffi aux auteurs du Code civil de quelques lignes pour poser le principe large et souple de l'article 1244. Nos législateurs ont promulgué une telle profusion de lois qu'elles pourraient à elles seules constituer un petit code. Ils ont multiplié les prescriptions comme s'ils craignaient que les Juges, toujours traditionalistes, hésitent à les suivre sur la voie nouvelle où ils voulaient s'engager.

A vrai dire, de tout temps il a existé un conflit entre le principe du respect de la parole donnée et celui de la justice contractuelle. L'expérience a révélé et on peut s'étonner que les partisans de la théorie de l'autonomie de la volonté n'en aient pas tenu compte, que du contrat naît souvent l'injustice. C'est la crainte d'un remède pire que le mal qui a fait considérer aux uns comme essentielle la sécurité des contrats, tandis que les autres préféraient y introduire l'équité, malgré les graves perturbations qu'elle pouvait y apporter.

Le Code civil avait résolument opté pour la sécurité des conventions. Pour lui, le contrat émanation de la volonté des parties, était et devait rester intangible. Non seulement, les parties devaient respecter leurs conventions, mais le Juge ne pouvait les modifier et celles-ci s'imposaient au législateur lui-même.

Il ne s'était pas cependant tout à fait désintéressé de la justice contractuelle. Au nom de la bonne foi et à titre exceptionnel, il avait permis au Juge d'accorder des délais de grâce aux débiteurs malheureux poursuivis par leurs créanciers. Ce tempérament apporté à la rigueur de l'exécution était alors suffisant. La vie économique était stable, on ignorait pratiquement ce qu'étaient les crises. Si elles revenaient de temps à autre, l'industrie et le commerce n'étaient pas assez développés pour que leurs effets se fassent sentir profondément. Les contrats de longue durée et ils étaient alors très nombreux s'exécutaient tels que les parties l'avaient prévu.

Depuis, les circonstances économiques ont changé. A la stabilité a succédé le désordre. La vie économique n'a jamais été plus tourmentée. Les crises, autrefois espacées, se rapprochent à un tel point qu'elles semblent devenues permanentes. Le climat politique s'est lui-même modifié. Depuis l'avènement du suffrage universel, la majorité du Parlement a constamment glissé sur la gauche. La tendance sociale a de plus en plus pris le pas sur l'individualisme prôné par la Révolution. Les débiteurs, parce qu'ils sont les plus nombreux sont maintenant l'unique souci du législateur. Les lois nouvelles ont ouvert, a-t-on dit, « l'âge d'or des débiteurs » ; ils sont véritablement les héros de l'heure ; on leur sacrifie chaque jour davantage les malheureux créanciers.

Ceux-ci apparaissent, de plus en plus, comme des personnages ennuyeux et égoïstes et font figure de parasites dans une société qui prétend aisément se passer d'eux. C'est à peine si l'on s'inquiète parfois de ce que, privés de leurs légitimes ressources, ils tombent à leur tour dans le besoin. Le droit qui leur avait toujours été laissé de prendre des

mesures conservatoires de leurs créances est battu en brèche aujourd'hui. Ils n'ont plus qu'à assister impuissants à leur ruine, s'ils deviennent débiteurs, ils profiteront eux aussi de la loi.

Ainsi, des mesures rendues nécessaires par le développement des événements économiques, se sont trouvées amplifiées du fait de la surenchère électorale.

Les timides délais de grâce de jadis apparaissent bien ridicules. Certes, les délais restent facultatifs pour les Juges, mais les termes employés par les lois sont si larges, l'opinion publique par des campagnes de presse et des cortèges, le législateur lui-même par des circulaires, se font si insinuants, qu'il est bien rare que ceux-ci les refusent.

A côté du droit commun, chose dont le Code civil n'aurait même pas eu l'idée, sont apparues des lois spéciales à certaines catégories de débiteurs, leur apportant des statuts plus favorables. On serait bien embarrassé pour y reconnaître les principes anciens. Le délai de grâce n'apportait au contrat qu'une modification de fait, il ne portait pas atteinte au fond même du droit du créancier, dont il ne faisait que retarder le paiement. Ces lois récentes ont rendu le Juge tout puissant. Il ne lui suffit plus d'accorder des délais, il réduit maintenant le taux des intérêts convenus, quand il ne s'attaque pas au principal même de la dette. Le débiteur n'a plus besoin désormais d'attendre d'être poursuivi, il peut, de sa propre initiative, traîner les créanciers devant les Tribunaux. Il s'agit là moins de l'octroi de délais que d'une véritable révision des contrats.

On ne manque pas de dire que la plupart de ces lois ne sont que temporaires, qu'elles disparaîtront avec la crise qui les a fait naître ; que ce sont des lois d'exception et que les principes anciens demeurent. Cependant la crise

dure toujours, on n'en voit même pas la fin, et on continue de vivre sous ce régime d'exception. Les principes du Code civil, s'ils y demeurent encore écrits, ne s'appliquent pour ainsi dire jamais. Cela eût été, d'ailleurs, une réforme trop radicale que de les supprimer et le législateur moderne n'aime pas ces sortes de mesures. Il préfère laisser les principes traditionnels sombrer peu à peu dans l'oubli. Le respect des contrats tend ainsi à devenir lettre morte. C'est ce que certains nomment le droit nouveau.

D'ailleurs, la crise existait depuis longtemps avant que toutes ces mesures ne soient prises. Les débiteurs étaient-ils moins malheureux en 1932 qu'en 1936 ? Il ne le semble guère. Dans l'ombre, le Gouvernement qui sait volontiers se faire ingénieux pour plaire à ses favoris, venait déjà en aide aux débiteurs par des procédés qui, pour être illégaux, n'en étaient pas moins efficaces et dont il continue d'user, même depuis les lois nouvelles. Des instructions données aux Parquets par la Chancellerie revenaient indirectement à accorder des délais parfois très longs aux débiteurs. Le processus était des plus simples. Le créancier qui avait obtenu un jugement contre son débiteur, ou passé un contrat par devant notaire, recevait du greffier ou du notaire, non sans quelque joie secrète, un splendide parchemin dûment timbré et terminé par une belle formule exécutoire. Si le débiteur ne satisfaisait pas de son plein gré aux termes du contrat ou du jugement, le créancier, fort de son bon droit, recourait alors à l'huissier. Celui-ci saisissait, mais pour vendre les biens saisis, il lui fallait l'autorisation du Parquet, d'autres fois, pour procéder à l'expulsion d'un locataire récalcitrant, l'assistance de la force armée lui était nécessaire. Dociles aux instructions de la Chancellerie, les parquets n'accordaient pas tout de suite l'autori-

sation de saisir ou d'expulser, ils se livraient à une enquête. Le temps passait, l'enquête se prolongeait parfois d'autant plus que le débiteur était bien noté en haut lieu. Et le créancier, nanti de son beau titre exécutoire ne pouvait qu'en méditer les termes non sans quelque amertume : « Le Président de la République mande et ordonne... aux Procureurs... de tenir la main à l'exécution des présentes... », ou se plonger en quelque dissertation savante sur le principe de la séparation des pouvoirs.

Déjà les conséquences de pareilles mesures se font sentir. Le débiteur promet tout ce qu'on lui demande d'un cœur léger, il sait qu'il pourra faillir impunément à sa promesse. Le créancier ne peut plus compter sur l'exécution des contrats qu'il passe ; rendu méfiant, il se tient coi. Ainsi, le marasme économique qu'on se targuait de combattre, ne fait que s'aggraver, alors qu'une attitude courageuse aurait pu sinon conjurer la crise, du moins en limiter les effets.

On en vient à se demander si l'évolution du droit ne va pas conduire à substituer à ces « mesures sporadiques », un principe général, comme celui que posait autrefois l'article 1244, mais autorisant cette fois le Juge, non plus seulement à accorder un délai, mais à modifier le contrat lui-même si, depuis sa conclusion, l'équilibre s'en trouve rompu. Ce pouvoir de révision que certains voudraient voir confier aux Juges n'était-il pas déjà, disent-ils, en germe dans l'ancien article 1244 ?

La question n'est d'ailleurs pas nouvelle et a soulevé bien des polémiques. Senèque s'en préoccupait déjà. « Tout doit être dans le même état que lorsque je t'ai promis pour que tu puisses dire que tu as ma parole » (1). Les cano-

(1) *De beneficiis*, livre IV, chap. 26.

nistes devaient reprendre le principe et l'appliquer à tous les contrats. Pour eux, la clause « *rebus sic stantibus* » était sous-entendue dans tout contrat de quelque durée. Celui qui violera sa promesse ne sera pas coupable si les circonstances ont changé et les Juges pourront l'en délier.

L'Ecole du droit naturel, la théorie de l'autonomie de la volonté, amenèrent les auteurs du Code civil à écarter toute faculté de révision du contrat par le Juge, à l'exception, bien entendu, du délai de grâce. Le Code prussien de 1794, promulgué par conséquent très peu de temps avant le Code civil, l'avait cependant admis, mais d'une manière très limitée. « Si, par le changement de circonstances, le but de l'une des parties, déterminé d'une manière expresse ou clairement indiqué par la nature de l'affaire, se trouve entièrement annulé, elle peut revenir sur le contrat » (article 381).

La révision des contrats par le Juge a été remise en honneur immédiatement après la guerre. Les bouleversements économiques que celle-ci a entraînés n'ont pas été le seul fait de notre pays. L'Europe entière a été violemment secouée. Certains pays comme l'Allemagne, la Suisse, la Pologne, sont devenus révisionnistes, alors que d'autres restaient attachés au respect des contrats. Et pourtant ni le Code allemand, ni le Code suisse, qui datent tous les deux du commencement de ce siècle, ne contiennent de dispositions spéciales donnant aux Juges une telle latitude. On a craint sans doute d'ébranler ouvertement le principe « *Pacta sunt servanda* » qui, s'il n'est pas inscrit dans ces Codes, comme il l'est dans notre Code civil, n'en constitue pas moins la base de leur système contractuel.

C'est en partant de la notion de bonne foi qui doit régner dans la conclusion et l'exécution du contrat qu'ils

sont arrivés à permettre aux Juges de résilier et même de modifier les conventions privées. « La bonne foi doit présider à l'exécution des obligations du débiteur, elle doit régir aussi le droit à exécution du créancier » (article 242 du Code allemand). « Chacun est tenu d'exercer ses droits et d'exécuter ses obligations selon les règles de la bonne foi, l'abus manifeste d'un droit n'est pas protégé par la loi » (article 2 du Code suisse des Obligations).

La même bonne foi qui contraint le débiteur à s'acquitter, quand il le peut, de ses engagements, oblige donc le créancier à ne pas abuser de ses droits, à les modérer lorsque la prestation qu'il exige du débiteur est « devenue toute autre que les parties ne l'avaient prévue et voulue par suite de la modification totale des circonstances » (1). Les contractants ne doivent pas, en effet, se conduire comme des ennemis, mais comme « des compagnons associés en vue de la réalisation d'un but fixé d'un commun accord » (1). L'équité doit donc présider à leurs conventions. Il doit exister entre les prestations une certaine équivalence.

Le législateur polonais est allé plus loin. Il n'a pas hésité à inscrire dans son Code des Obligations, qui date de 1935, le principe de la révision des contrats par le Juge. L'attitude des autres pays qui ne veulent pas admettre la révision ou la pratiquent à l'aveuglette, sans avoir posé de principe général, lui a paru comparable à celle de l'autruche qui cache sa tête dans le sable pour ne pas voir la vérité. Il lui a paru préférable de donner aux Juges quelques directives qui puissent les guider dans les ténèbres et préserver les justiciables d'abus de pouvoirs éven-

(1) M. Wolkmar : *Rapport de l'Allemagne à la Semaine Internationale de Droit*, Paris 1937.

tuels. L'article 269, qui pose le principe, vaut la peine d'être cité : « Lorsque, par suite d'événements exceptionnels tels que guerre, épidémie, perte totale des récoltes ou autres cataclysmes naturels, l'exécution de la prestation se heurterait à des difficultés excessives qui menaceraient l'une des parties d'une perte exorbitante que les parties n'ont pas pu prévoir lors de la conclusion du contrat, le Tribunal peut, s'il le juge nécessaire, d'après le principe de la bonne foi et après avoir pris en considération les intérêts des deux parties, fixer le mode d'exécution, le montant de la prestation et même prononcer la résolution de la convention ».

Le droit polonais admet ainsi largement l'ancienne clause « *rebus sic stantibus* ». Cependant, il n'a pas été sans prendre quelques précautions et ne donne ouverture à révision qu'en présence de circonstances exceptionnelles, hors de toute prévision humaine, entraînant pour l'une des parties une difficulté par trop grande à exécuter sa prestation. Les pouvoirs des Juges sont très étendus puisqu'ils fixent, si bon leur semble, un mode d'exécution autre que celui qu'avaient prévu les parties, accordent des délais, réduisent le montant de la prestation ou résilient la convention.

Notre droit a résisté jusqu'ici aux assauts des révisionnistes. Il n'a pas encore accordé au Juge ce pouvoir général. Il est juste d'ailleurs de dire que notre pays n'a pas ressenti la crise économique aussi profondément que d'autres, l'Allemagne et la Pologne en particulier, où la dévaluation s'est faite si rapidement qu'il a fallu envisager la revalorisation des créances.

Après la guerre, le législateur est intervenu timidement pour autoriser la résiliation et non pas la modification de

certaines contrats (Loi Failliot). Il n'osait pas alors autoriser la révision. Plus tard, il s'est quelque peu départi de sa timidité première, en permettant la révision des baux à longue durée et des baux à ferme, puis des baux commerciaux et celle du prix d'acquisition des fonds de commerce.

Notre droit privé ne s'est pas encore laissé complètement entraîner par l'exemple du droit public qui, lui, tout en reconnaissant la nécessité du respect des engagements, admet cependant assez largement la révision des contrats. Celui-ci, il est vrai, a une excuse, son but est d'assurer avant tout le fonctionnement régulier et continu des services publics et la fin justifie parfois les moyens. Ce n'est que depuis quelque temps que la multiplicité des interventions du législateur inquiète les juristes.

C'est qu'il est très dangereux, quoiqu'en pensent les juristes polonais, de permettre aux Juges d'une manière générale de réviser les contrats privés. C'est laisser la porte ouverte à bien des abus. Le débiteur s'engage alors avec l'arrière-pensée, l'immense espérance de pouvoir peut-être s'évader des liens du contrat. « Qu'y a-t-il de plus contradictoire avec l'obligation civile que le pouvoir d'y contrevenir impunément ? » (1). Il apparaît pour le moins curieux que ce soit au nom de la bonne foi qu'on permette à l'un des contractants de ne pas exécuter ses engagements. La bonne foi « étoile polaire du droit » (2) serait-elle, comme on l'a soutenu, une « arme à deux tranchants » ? La plus haute manifestation de cette bonne foi n'est-elle pas précisément le respect de la parole donnée ?

(1) Pothier : *Traité des Obligations*, t. I, page 42.

(2) Le mot est de M. Sladitz, rapporteur de la Hongrie à la Semaine Internationale de Droit, Paris 1937.

La vie juridique a besoin de sécurité, les contrats qui en sont la trame doivent être ponctuellement exécutés. Le débiteur qui se lie par le contrat doit savoir qu'au besoin, il sera rigoureusement poursuivi s'il n'exécute pas ses engagements. Cela l'incitera à ne pas s'engager à la légère.

Laisser le Juge à même de modifier les contrats, c'est favoriser le débiteur de mauvaise foi, c'est détruire la confiance sans laquelle tout commerce entre les individus ne saurait exister. Pour sauver quelques débiteurs malheureux, faut-il donc compromettre les intérêts vitaux de la société toute entière ?

Certes, le Juge, plus près des justiciables, est souvent mieux placé pour intervenir que le législateur qui arrivera parfois trop tard ou dont l'intervention brutale aura des conséquences néfastes, mais apparaît-il apte au rôle qu'on voudrait lui faire jouer ? N'est-ce pas lui demander une tâche au-dessus de ses forces ? N'est-on pas en droit de se méfier de la prétendue équité qui serait ainsi introduite dans les **contrats privés** ?

En réalité, les arguments avec lesquels on a essayé de justifier la théorie de l'imprévision sont loin d'être convaincants. La fameuse clause « *rebus sic stantibus* » n'est au fond, qu'un ingénieux subterfuge pour venir en aide aux débiteurs malheureux. **Le contrat est un acte de prévoyance, « une emprise sur l'avenir »** (1). Les parties n'ont contracté que précisément pour se mettre à l'abri, se protéger contre les changements de circonstances. Réviser le contrat revient ainsi, la plupart du temps, à priver l'un des contractants d'un avantage légitimement acquis par le contrat.

(1) M. Ripert : *La Règle Morale dans les Obligations Civiles*, n° 82.

Sous le prétexte d'introduire la justice dans les contrats, on voudrait instaurer une sorte de « dirigisme contractuel » (1), comparable à ce que serait, pour le commerce et l'industrie, le système de l'économie dirigée. Ainsi, les Juges et, par derrière eux, le législateur, auraient un droit de regard sur tous les contrats. C'en serait alors fini de cette vie contractuelle si riche, ondoyante et diverse comme l'est la nature de l'homme. On comprend que, devant ce danger, certains juristes aient pu parler de déclin du contrat. Les parties sont-elles donc devenues incapables pour que le Juge ou le législateur, tels des tuteurs diligents, les relèvent de leurs engagements lorsque ceux-ci se révèlent plus onéreux qu'elles ne l'avaient prévu ?

Il ne faudrait pas cependant retomber dans les erreurs des partisans de la théorie de l'autonomie de la volonté. Il s'est trouvé, il se trouvera encore des circonstances où l'intervention du législateur est nécessaire. Encore faut-il qu'il sache user de ses pouvoirs avec prudence et modération. L'injustice n'en apparaît que plus criarde si quelques débiteurs ont été favorisés ; les réclamations des autres se font plus âpres et on assiste à une lutte d'appétits égoïstes où chacun s'efforce d'obtenir des Pouvoirs publics la part du lion.

Comme M. Ripert le fait remarquer, en résumant les travaux de la Semaine internationale de Droit de 1937, « le respect de la parole donnée n'est autre que le grand héritage que nous tenons de l'antiquité classique et du christianisme. C'est l'héritage que nous tenons du Droit romain exprimant cette idée que la volonté de l'homme le

(1) L'expression est de M. Josserand, *Chr. Dalloz*, 1933, p. 90 ; *Le Contrat dirigé*.

lie aussi de la morale chrétienne, exprimant l'idée que quand on a donné sa parole, quand on a juré sa foi, on doit la tenir ».

Nous ne voulons pas croire à cet ordre juridique qu'on dit nouveau. On ne peut, à notre sens, concevoir un ordre juridique qui ne serait pas basé sur le principe du respect dû aux contrats passés. Il importe donc, comme l'écrit M. Rouast, si l'on veut sortir de cet état d'anarchie, « de tourner résolument le dos à la route où l'on s'est engagé, de se libérer des théories perfides de la lésion objective ou du contrat dirigé, de remettre en honneur le principe du respect des engagements, en limitant au strict nécessaire les palliatifs que les bouleversements économiques peuvent imposer et qui ne doivent avoir qu'une durée strictement limitée. Il importe encore de « sanctionner avec sévérité la mauvaise foi et particulièrement les abus que certains peuvent faire des lois d'exception ». Il importe enfin « qu'en toute occasion, dans l'enseignement, dans la presse, la radio et le cinéma, on mette en honneur la fidélité aux engagements. Le salut de la France et celui du Monde dépend en grande partie de ce retour au respect de la parole donnée » (1).

VU :

Le Président de thèse,

A. ROUAST.

VU :

L'Assesseur du Doyen,

G. RIPERT.

VU et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

ROUSSY.

(1) M. Rouast : *Le Respect des Engagements librement consentis et le Contrat dirigé.*

Index Bibliographique

I. — Ouvrages antérieurs aux réformes récentes

- AUBRY ET RAU. — *Cours de Droit civil français*, (4^e édition), Paris 1871, tome IV, § 319.
- BAUDRY-LACANTINERIE ET BARDE. — *Traité de Droit civil*, (3^e édition, Paris 1905, tome II, n^{os} 1481 et s.
- CARRÉ ET CHAUVEAU. — *Lois de la Procédure civile et commerciale*, (5^e édition), Paris 1880, tomes I et IV.
- COLIN ET CAPITANT. — *Cours élémentaire de Droit civil*, (7^e édition), Paris 1932, tome II, n^o 408.
- DALLOZ. — *Nouveau Code civil annoté*, par Gaston Griolet et Charles Vergé, tome III, Paris 1903-1905, sous l'article 1244 (additions 1921-1932). — *Nouveau Code de Procédure civile annoté*, par Gaston Griolet et Charles Vergé, tome I, Paris 1910, sous les articles 122 et s. (additions 1933). — *Répertoire méthodique et alphabétique de Législation de Doctrine et de Jurisprudence*, Paris 1860 ; aux mots « Jugement », n^{os} 435 et s., et « Obligations », n^{os} 1769 et s.
- DEMOLOMBE. — *Cours de Code Napoléon*, Paris 1869, tome XXV, n^{os} 585 et s.
- JOSSERAND. — *Cours de Droit civil positif français*, Paris 1933, tome II, n^o 855.
- LABATUE. — *Le Délai de Grâce*, Thèse, Toulouse 1927.
- LAROMBIÈRE. — *Théorie et Pratique des Obligations*, Paris 1862, tome III, sous l'article 1244, n^{os} 18 et s.
- LAURENT. — *Principes de Droit civil français*, (3^e édition), Paris 1878, tome XVII, n^{os} 570 et s.
- LOCRÉ. — *Législation civile, commerciale et criminelle de la France*. Recueil des discussions et travaux préparatoires de nos codes. Paris 1829, tome VI.
- MERLIN. — *Répertoire universel et raisonné de Jurisprudence*, (4^e édition), Paris 1812, aux mots « Délai », tome 3, section 3, et « Répit », tome 2.
- PLANIOL ET RIPERT. — *Traité élémentaire de Droit civil*, (11^e édition), Paris 1932, tome II, n^{os} 369 et s. — *Traité pratique de Droit civil*. Les Obligations, tome VII, Paris 1931, avec le concours de MM. Esmein, Radouant et Gabolde, n^{os} 1018 et s.

POTHIER. — *Traité des Obligations*, nouvelle édition par M. Bernardi, Paris 1805, tomes I et II.

TOULIER. — *Le Droit civil français*, (6^e édition), continué et complété par J.-B. Duvergier, livre III, titre III, n^{os} 653 et s.

G. RIPERT. — *La Règle morale dans les Obligations civiles*, (3^e édition), Paris 1935, n^{os} 78 et s.

H. — Ouvrages postérieurs aux réformes récentes

H. CAPITANT. — *Le Régime de la Violation des Contrats*, Chronique Dalloz, Rec. Heb. 1934, page 1.

M. DEBRÉ. — *Les récents progrès de la Législation artisanale*, Chronique Dalloz, Rec. Heb. 1937, p. 37.

A. EDoux. — *Le Délai de Grâce et la Saisie immobilière*, Gazette du Palais, 29 avril 1936.

H. GUIBERT. — *Commentaire de la Loi du 12 juillet 1937*, D. P. 1938-4-83.

FUZIER-HERMANN. — *Code civil annoté*, nouvelle édition refondue et mise à jour par M. Demogue, tome III, Paris 1936, sous l'article 1244.

R. HOMBURG. — *Le Délai de Grâce et la Saisie immobilière*, Gazette du Palais, 8 mai 1936.

L. JOSSERAND. — *Le Contrat dirigé*, Chronique Dalloz, Rec. Heb. 1933, p. 90.
— *La Transformation du Droit des Obligations et des Contrats depuis la Promulgation du Code civil*, (extrait du Livre-souvenir des Journées du Droit civil français de Montréal, 1934).

— *Sur la Reconstitution d'un Droit de classe*, Chronique Dalloz, 7 janvier 1937, Rec. Heb. page 1.

— *Un ordre juridique nouveau*, Chronique Dalloz, 10 juin 1937, Rec. Heb., p. 41.

— *La Renaissance des Droits civils*, Chronique Dalloz, 4 novembre 1937, Rec. Heb., p. 69.

— *La publicisation du Contrat*, Recueil d'études en l'honneur d'Ed. Lambert, 1938, p. 145 et s.

G. LÉLOIR. — *Etude sur les Travaux préparatoires de la Loi du 5 juillet 1933*, D. P. 1934-4-146.

— *Etude sur les Travaux préparatoires de la Loi du 26 février 1934*, D. P. 1934-4-147.

— *Etude sur les Travaux préparatoires de la Loi du 19 mai 1934*, D. P. 1934-4-339.

— *Etude sur les Travaux préparatoires de la Loi du 6 juillet 1934*, D. P. 1934-4-340.

— *Etude sur les Travaux préparatoires de la Loi du 25 mars 1936*, D. P. 1934-4-108.

— *Etude sur les Travaux préparatoires de la Loi du 20 août 1936*, D. P. 1936-4-247.

— *Etude sur les Travaux préparatoires de la Loi du 21 août 1936*, D. P. 1936-4-245.

— *Etude sur les Travaux préparatoires de la Loi du 24 décembre 1936*, D. P. 1936-4-347.

A. LEVY-OLLMANN. — *La bonne Foi*, Gaz. du Palais, 20 novembre 1937.

- G. MORIN. — *La Loi et le Contrat*, la décadence de leur souveraineté, Paris 1927.
- G. RIPERT. — *Le Régime démocratique et le Droit civil moderne*, Paris 1936, n^{os} 69 et s.
— *Le Droit de ne pas payer ses Dettes*, Chronique Dalloz, Rec. Heb. 1936, p. 57.
- Paul-Albert ROBERT. — *La Détermination des Délais de Grâce et la Loi du 20 août 1936*, Gaz. du Palais, 1^{er} octobre 1936.
- A. ROUAST. — *Le Respect des Engagements librement consentis et le Contrat dirigé*, Cours à la Semaine Sociale de Rouen, 1938.
- A. TRASBOT. — *Etude sur les Travaux préparatoires de la Loi du 30 juin 1926*, D. P. 1926-4-257
— *Etude sur les Travaux préparatoires de la Loi du 22 avril 1927*, D. P. 1927-4-297.
— *Etude sur les Travaux préparatoires de la Loi du 27 mars 1928*, D. P. 1928-4-177.
— *Etude sur les Travaux préparatoires de la Loi du 13 juillet 1933*, D. P. 1934-4-1.
— *Etude sur les Travaux préparatoires de la Loi du 29 juin 1935*, D. P. 1935-4-313.
- Revue Trimestrielle de Droit civil*, année 1936, pages 582, 727, 900 et 986.
année 1937, pages 161, 212, 442, 688, 702, 988 et 1007.
- Recueil SIREY, Lois annotées, *Loi du 17 juillet 1937*, S. 1938, p. 518 et s.
- TRAVAUX DE LA SEMAINE INTERNATIONALE DE DROIT, Paris 1937, II, *La Révision des Contrats par le Juge*.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1-21
TITRE I. — Le Droit commun moderne du Délai de Grâce	
<i>CHAPITRE I. — Généralités</i>	
I. — Historique	23
II. — Fondement du Délai de Grâce	28
III. — Délai de Grâce et Ordre public	31
<i>CHAPITRE II. — Champ d'Application du Délai de Grâce</i>	
I. — Aperçu de la Législation	35
II. — Domaine du Délai de Grâce	40
III. — Délai de Grâce et Pacte comissoire	41
IV. — Tous les Délais accordés par les Juges ne sont pas des Délais de Grâce	44
<i>CHAPITRE III. — Conditions générales d'Application du Délai de Grâce</i>	
I. — Du Juge compétent	46
1. — Le C. civ. a réservé ce Privilège au seul Pouvoir judiciaire	46
2. — Le Juge des Référés peut accorder des Délais de Grâce	46
3. — Comment le Juge compétent est-il saisi ?	51
II. — Conditions d'Obtention du Délai de Grâce	52
1. — Conditions que doit réunir le débiteur	52
2. — Faut-il tenir Compte de la Situation du Créancier ? ..	59
III. — Pouvoirs des Juges	61
1. — Les Juges jouissent d'un Pouvoir discrétionnaire ..	61
2. — Les Juges peuvent diviser le Paiement	62
3. — Les Juges peuvent accorder des Délais d'office	63
4. — Les Juges peuvent accorder des Délais même si les Poursuites sont intentées en vertu d'un Acte notarié ..	64
5. — Les Juges ne peuvent accorder des Délais supérieurs à une année	69
6. — Les Juges doivent motiver leurs Décisions	73
7. — Les Tribunaux sont liés par l'art. 122 du Code de procédure, mais les Juges des Référés peuvent renouveler les Délais et en accorder même si le Débiteur a été condamné en vertu d'un Décision définitive	73
<i>CHAPITRE IV. — Effets du Délai de Grâce</i>	
I. — Obligations simples	83
1. — Effets à l'égard du Débiteur	83
2. — Effets à l'égard du Créancier	86
3. — Point de départ des Effets du Délai de Grâce	86
4. — Le Débiteur peut-il renoncer au Délai de Grâce qui lui a été accordé ?	87
5. — Le Délai de Grâce emporte-t-il seulement suspension de l'Exécution de l'Obligation ou influe-t-il sur le Lien contractuel tout entier ?	88

	Pages
II. — Obligations à Sujets multiples	89
1. — Délai de Grâce et Solidarité	91
2. — Délai de Grâce et Cautionnement	96
3. — Délai de Grâce et Cautionnement solitaire	99
III. — Des Mesures Conservatoires	101
1. — Définition des Mesures conservatoires	101
2. — Classification des Mesures conservatoires	102
3. — La Saisie-Arrêt est-elle une Mesure conservatoire ? ..	104
CHAPITRE V. — Causes de Déchéance du Délai de Grâce	108
I. — Causes de Déchéance communes au Terme de Droit et au Délai de Grâce	109
1. — La Faillite	109
2. — La Déconfiture	110
3. — La Diminution des Sûretés	112
II. — Causes de Déchéance spéciales au Délai de Grâce	115
1. — Les Biens du Débiteur sont poursuivis par d'autres Créanciers	115
2. — Le Débiteur est contumace	115
3. — Le Débiteur est prisonnier	116
4. — La Déchéance du Terme est-elle encourue de plein droit ?	117
CHAPITRE VI. — Exceptions au Délai de Grâce	
I. — Les Juges ne peuvent accorder de Délais pour le Paiement des Lettres de change et des Billets à ordre	118
2. — Les Juges ne peuvent accorder de délais aux Débiteurs du Crédit Foncier	122
3. — Les Juges ne peuvent accorder de Délais pour le Paiement des Dettes administratives et fiscales	125
4. — De quelques Exceptions en matière de vente	127
5. — Les Juges ne peuvent accorder de Délais pour le paiement des Cotisations d'Assurances sociales et d'Allocations familiales	128
6. — Délai de Grâce et Saisie immobilière	129
TITRE II. — Les Droits particuliers à certaines Catégories de Débiteurs	137
I. — Les Commerçants, Industriels et Artisans	140
1. — Les Commerçants, Industriels et Artisans locataires	142
2. — Les Débiteurs du Prix d'acquisition de Fonds de Commerce	144
3. — La Loi du 21 août 1936	149
4. — Le Décret-Loi du 25 août 1937	156
5. — Le Règlement amiable homologué et la Procédure d'injonction	161
II. — Les Agriculteurs	164
III. — Les Débiteurs hypothécaires	171
CONCLUSION	176

